EN TEMPS DE GUERRE

SQUAIR

TORONTO
THE COPP, CLARK COMPANY, LIMITED

D. D. Macinnis

EN TEMPS DE GUERRE

RECUEIL D'EXTRAITS DE JOURNAUX, DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES, ETC.

PAR

JOHN SQUAIR

Professor emeritus, University of Toronto

TORONTO

THE COPP, CLARK CO., LIMITED

1916

A MES CHERS COLLÈGUES
D'UNIVERSITY COLLEGE

PRÉFACE

Le présent recueil d'extraits de journaux et de documents diplomatiques est destiné à l'usage des classes de français de notre université. Il est permis d'espérer que la lecture attentive de ces morceaux aidera nos étudiants à mieux comprendre non seulement la grande variété d'expressions qui ont cours dans les journaux d'aujourd'hui mais aussi l'état d'âme des Français à ce moment si tragique de leur histoire.

Quant aux annotations il a été très difficile de décider où il fallait en mettre. Il est si tentant de faire voir sa science ! Mais on a résisté et, sauf dans un minimum de cas, toute explication a été laissée aux professeurs et aux livres—dictionnaires, encyclopédies, guides, etc.—que le bon étudiant aura soin de consulter.[1]

---

[1] Livres à consulter :—*Petit Larousse illustré*, *Nouveau Larousse* ; *Guides Joanne*, *Baedeker*, etc.

TABLE

EN TEMPS DE GUERRE

I

ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND

Un crime affreux a été commis hier dans la capitale de la Bosnie. L'archiduc héritier François-Ferdinand d'Autriche et sa femme, la duchesse de Hohenberg, née comtesse Chotek, sont tombés sous les balles d'un assassin de 19 ans après avoir échappé à un premier attentat qui avait fait quelques victimes dans la suite du cortège.

—*Gazette de Lausanne*, 29 juin, 1914.

II

INDIGNATION DE LA SERBIE

Une note officieuse du gouvernement de Belgrade s'élève avec énergie contre les accusations de certains journaux de Vienne et de Budapest : "La Serbie comme tous les peuples civilisés, déclare cette note, est remplie d'indignation à l'égard de l'attentat de Sarajevo et de ses auteurs. Nous avons peine à concevoir que la presse allemande puisse inculper la Serbie et l'attaquer au sujet de cet attentat inqualifiable. Le gouvernement royal prendra des mesures envers les éléments suspects fixés sur le territoire se[illegible]; mais le gouvernement royal regretterait que le développement des bons rapports politiques et économiques pût être entravé en raison d'événements dont la Serbie et son gouvernement ne sauraient être rendus responsables."

Tout porte à croire que le gouvernement du roi Pierre est de bonne foi quand il tient un pareil langage ; mais on connaît le

proverbe: "Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé." Le parti militaire autrichien trouve l'occasion bonne de prêcher la guerre sainte contre les Serbes. Tous ses efforts et tous ceux de sa presse tendent depuis dimanche à proclamer que les Serbes sont enragés et qu'il faut "enfumer leur tanière" avant qu'ils aient communiqué la rage à toute la monarchie dualiste.

—*Gazette de Lausanne*, 3 juillet, 1914.

III

(Extraits de la note communiquée par le Comte Szecsen, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.,[1] le vendredi 24 juillet, 1914, à 10 h. ½ du matin.)

Vienne, le 24 juillet, 1914.

Le Gouvernement impérial et royal s'est vu obligé d'adresser jeudi le 23 juillet courant, par l'entremise du Ministre impérial et royal à Belgrade, la note suivante au Gouvernement royal de Serbie.

. . . .

L'histoire des dernières années et notamment les événements douloureux du 28 juin ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement, qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe, est arrivé à se manifester au delà du territoire du royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

. . . .

Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Sarajevo a été tramé à Belgrade.

. . . .

---

[1] p. i. = par intérim.

Ce résultat impose au Gouvernement impérial et royal le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement impérial et royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernièr lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement le Gouvernement royal de Serbie fera publier à la première page du *Journal officiel* en date au 26 juillet l'énonciation suivante :

. . . .

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'armée royale par un ordre du Jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le *Bulletin officiel de l'armée.*

Le Gouvernement royal serbe s'engage en outre :

(Suivent dix articles dont nous donnons les 5e et 6e seulement.)

5. À accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie.

6. À ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe; des organes délégués par le Gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives.

—*Documents diplomatiques.*

IV

(M. Boppe, Ministre de France à Belgrade, à M. Bienvenu-Martin.)

Belgrade, le 25 juillet, 1914.

M. Pachitch vient de me donner connaissance de la réponse qui sera remise ce soir au Ministre d'Autriche.

Le Gouvernement serbe accepte de publier demain au *Journal officiel* la déclaration qui lui est demandée ; il la communiquera également à l'armée, par un ordre du jour ; il dissoudra les sociétés de défense nationale et toutes autres associations susceptibles d'agir contre l'Autriche-Hongrie ; il s'engage à modifier la loi sur la presse, à renvoyer du service de l'armée, de l'instruction publique et des autres administrations, tous fonctionnaires dont la participation dans la propagande sera prouvée ; il demande seulement que le nom de ces fonctionnaires lui soit communiqué.

Quant à la participation dans l'enquête de fonctionnaires autrichiens, il demande qu'on lui explique comment elle s'exercerait ; il ne pourrait accepter que celle qui correspondrait au droit international ou aux relations de bon voisinage.

Il accepte toutes les autres exigences de l'ultimatum et déclare que si le Gouvernement austro-hongrois ne s'en contente pas, il est prêt à s'en remettre à la décision du tribunal de La Haye, ou à celle des grandes puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration du 31 mars, 1909.

BOPPE.

—*Documents diplomatiques.*

V

L'HEURE GRAVE

L'émotion qui nous étreint à toutes les phases de ce grand procès[1] d'assises et qui se fait chaque jour, à mesure que le dénouement approche, plus poignante est dominée aujourd'hui par une anxiété supérieure.

---

[1]**grand procès.**—Procès de Mme Caillaux qui avait tué Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, le 16 mars précédent. Le 28 juillet elle fut acquittée.

En quelques heures vient de surgir brusquement la question suprême de vie ou de mort : la guerre. En face d'elle tout se retire au second plan, même le crime qui nous a coûté le plus cher des amis.

La guerre ? Si improbable encore, Dieu merci, qu'elle soit, et si éloignée peut-être de nous par je ne sais quelles forces mystérieuses et bienfaisantes, son image pourtant n'effraye personne en notre pays. Nous sommes depuis deux ans déjà comme familiarisés avec elle et prêts à en supporter l'horreur.

C'est que nous avons rarement traversé une pareille tourmente et que la vie que nous menons maintenant en France, parmi une suite ininterrompue de crises politiques et financières, nous a fouetté le sang au lieu de l'alourdir. La paix, certes, d'abord – et c'est le plus ardent désir de tout homme civilisé—la paix à laquelle sont dus tous les sacrifices, sauf celui de l'honneur.

En regardant les Français, luttant et hurlant les uns contre les autres, se déchirant dans la presse, au Parlement, à la Cour d'assises, on est tenté de les mal juger. On peut nous croire énervés et affaiblis par nos divisions. Quelle erreur !

Divisés, oui, évidemment, nous le sommes, parce que, dans nos misérables querelles politiques, il n'y a plus d'idéal, ni de nobles passions : il n'y a plus que des intérêts. Mais que demain le sort de la patrie soit en jeu : on verra le formidable élan et le cœur unique de la race.

Ce que nous serions, si la guerre éclatait j'en ai eu l'impression hier au Palais de justice.

À la suspension de l'audience, les premières dépêches d'Autriche arrivèrent. Elles étaient pleines de menaces. La conflagration générale était possible. Tous les jeunes avocats discutèrent gravement sur la redoutable éventualité. Ils ne

montrèrent ni forfanterie ni angoisse, et parfois même ils savaient sourire. L'un dit: "Ça va nous faire de belles vacances!" Ils s'interrogeaient sur leurs régiments et sur leurs armes, et je vis deux adversaires qui, la veille, s'étaient presque outragés se serrer la main, sans s'en apercevoir, machinalement.

Tels sont les sentiments et les espérances qui doivent nous guider dans les lourdes journées qui s'annoncent. D'instant en instant, les nouvelles vont nous arriver, rassurantes ou, au contraire, tragiques. Elles nous trouveront confiants et forts, et le cœur préparé à défendre la patrie, s'il le faut et si les efforts pour la paix demeuraient vains. Car elle ne semble pas irrémédiablement compromise et des volontés fermes peuvent encore l'imposer: des barrières peuvent encore être dressées entre les deux ennemis.—A. C.

—*Le Figaro*, 26 juillet, 1914.

VI

(M. Bienvenu-Martin, à M. René Viviani, Président du Conseil, à bord de la *France*.)

Paris, le 28 juillet, 1914.

. . . .

L'Ambassadeur d'Autriche a fait une démarche pour annoncer que son gouvernement prendrait demain des mesures énergiques pour contraindre la Serbie à lui donner les satisfactions et les garanties qu'il exige de cette puissance; le Comte Szecsen ne s'est pas expliqué sur ces mesures; la mobilisation, à partir du 28 juillet, paraît certaine d'après notre attaché militaire à Vienne.

BIENVENU-MARTIN.

—*Documents diplomatiques.*

VII

(M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin.)

Vienne, le 28 juillet, 1914.

Le Comte Berchtold vient de déclarer à sir M. de Bunsen que toute intervention tendant à la reprise de la discussion entre l'Autriche et la Serbie, sur la base de la réponse serbe, serait inutile et d'ailleurs trop tardive, la guerre ayant été officiellement déclarée à midi.

. . . .

DUMAINE.
—*Documents diplomatiques.*

VIII

(M. Ronssin, Consul général de France à Francfort, à M. Bienvenu-Martin.)

Francfort, le 29 juillet, 1914.

Je vous signale d'importants mouvements de troupes hier et cette nuit. Ce matin, plusieurs régiments sont arrivés en tenue de campagne notamment par les routes de Darmstadt, Cassel et Mayence, qui sont remplies de militaires. Les ponts et chemins de fer sont gardés sous prétexte de préparer les manœuvres d'automne.

RONSSIN.
—*Documents diplomatiques.*

IX

(M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin.)

Rome, le 29 juillet, 1914.

Le Ministre des Affaires étrangères a été informé officiellement par l'Ambassadeur de Russie que son Gouvernement, à la suite de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et des mesures de mobilisation prises d'ores et déjà par l'Autriche, avait donné l'ordre de mobiliser dans les districts de Kiev, Odessa, Moscou, et Kazan. Il a ajouté que cette mesure n'avait

pas un caractère agressif contre l'Allemagne et que l'Ambassadeur de Russie à Vienne n'avait pas été rappelé.

. . . .

BARRÈRE.
—*Documents diplomatiques.*

X

(M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin.)

Saint-Pétersbourg, le 29 juillet, 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu déclarer à M. Sazonoff que si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires, l'armée allemande recevra l'ordre de mobiliser.

M. Sazonoff a répondu que les préparatifs russes sont motivés : d'un côté, par l'intransigeance obstinée de l'Autriche ; d'autre part, par le fait que huit corps austro-hongrois sont déjà mobilisés.

Le ton sur lequel le Comte de Pourtalès s'est acquitté de la notification a décidé le Gouvernement russe, cette nuit même, à ordonner la mobilisation des treize corps destinés à opérer contre l'Autriche.

PALÉOLOGUE
—*Documents diplomatiques.*

XI

LA GUERRE

L'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie. Une partie de l'armée autrichienne doit avoir passé le Danube et la Save. Belgrade, toute proche de la frontière, peut être occupée à l'heure où le *Matin* paraît.

L'armée serbe, on le sait, ne pouvant défendre la capitale, s'est concentrée en arrière.

Maintenant que le conflit a éclaté, peut-on le limiter, le "localiser," comme disent les diplomates ?

Il est encore permis de l'espérer, parce que l'Angleterre, la France, l'Italie s'y efforcent, parce que l'Allemagne, bien qu'elle ait repoussé la proposition de sir Edward Grey, semble

vouloir limiter l'opération autrichienne à une "démonstration militaire," et surtout parce que la Russie témoigne en ces circonstances périlleuses d'un calme absolu.

En tout cas, si les hostilités sont commencées entre l'Autriche et la Serbie, les pourparlers continuent entre les chancelleries européennes.

L'Attitude de la France

Dans les heures graves, les grandes nations ne prouvent leur force que par leur calme.

À quelques manifestants près, la France est calme. La foule même, qui attend sur le boulevard, devant le *Matin*, l'affichage des dépêches, se contente de les lire, de les commenter et de passer.

On nous épargne ces campagnes de fausses nouvelles qui énervent une opinion publique et peuvent, à une heure donnée, entraîner les gouvernements mêmes.

. . . .

La France ne doit pas avoir et n'aura pas un geste qui puisse paraître une menace pour la paix. Elle travaille de concert avec l'Angleterre à empêcher la catastrophe qui menace l'Europe et la civilisation. Elle sait que pour atteindre ce but, il faut qu'en ce moment elle n'ait même pas de nerfs. Elle n'en aura pas.

Les mouvements de troupes qui se produisent en Allemagne, elle ne s'en étonne ni ne s'en inquiète. Il est trop naturel que dans une heure de crise tous les peuples prennent leurs précautions.

Nous avons lu dans les journaux allemands que la presse française prenait un ton découragé. Pardonnons-leur, car ils entendent mal notre langue.

"C'est là un aveu de l'impuissance militaire de la France, qui prendrait un autre ton si elle se sentait archiprête," écrit la *Deutsche Tageszeitung*.

Les journaux allemands se trompent. La France est prête.

. . . .

Les groupes les plus opposés, y compris les socialistes, sont représentés dans cette sous-commission.

Qu'on n'attende donc de ce pays ni violence ni faiblesse. Tous les partis sont unanimes pour tenter de limiter ce que le groupe socialiste unifié du Parlement a appelé hier une "entreprise de violences sans précédent et qui fera un jour retourner contre le germanisme impérialiste l'abus qu'il fait de la force brutale."

—*Le Matin*, 29 juillet, 1914.

XII

(M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de France à Saint-Pétersbourg et à Londres.)

Paris, le 30 juillet, 1914.

M. Iswolski est venu cette nuit me dire que l'Ambassadeur d'Allemagne a notifié à M. Sazonoff la décision de son Gouvernement de mobiliser ses forces armées, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs.

Le Ministre des Affaires étrangères du Tsar fait remarquer que ces préparatifs n'ont été commencés qu'à la suite de la mobilisation par l'Autriche de huit corps d'armée et du refus de cette puissance de régler pacifiquement son différend avec la Serbie. M. Sazonoff déclare que, dans ces conditions, la Russie ne peut que hâter ses armements et envisager l'imminence de la guerre, qu'elle compte sur le secours d'alliée de la France et qu'elle considère comme désirable que l'Angleterre se joigne sans perdre de temps à la Russie et à la France.

La France est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance.

. . . .

René Viviani.

—*Documents diplomatiques.*

XIII

LA GUERRE A COMMENCÉ

L'Autriche a passé outre. Elle a attendu quarante-huit heures, puis, écartant les tentatives de médiation de l'Angleterre et les demandes de sursis de la Russie, elle a déclaré formellement la guerre aux Serbes. Elle a fait précéder son entrée en campagne d'un nouveau mémorandum aux Puissances, où elle récapitule divers crimes dont elle accuse divers Serbes. L'empereur a signé un bel appel à son armée et à ses peuples. Puis ses troupes ont passé la frontière et l'abattage va fonctionner.

Pourquoi ce retard de deux jours, après l'expiration du délai fixé par l'ultimatum, alors que l'heure avait été si bien choisie et qu'une rapidité foudroyante devait contribuer au succès de l'opération? Il est probable qu'avant de dire le mot irréparable, l'Autriche tenait à se mettre complètement d'accord avec l'Allemagne, dont l'empereur venait de rentrer. Il est probable aussi qu'elle a voulu se faire une opinion sur les intentions vraies de la Russie. Et nous croyons que si hier, la déclaration de guerre a été lancée, bien que la Serbie se fût courbée devant les humiliantes exigences du grand Empire, c'est qu'on a acquis à Vienne la confiance que le gouvernement du Tsar, après quelques démonstrations verbales, laissera écraser sa petite cliente en gardant l'arme au pied. Il paraît impossible, qu'après avoir obtenu toutes les satisfactions qu'elle prétendait désirer, l'Autriche se précipite, et avec elle l'Europe entière, dans une guerre générale. Elle compte châtier dans un coin la Serbie dont l'indépendance l'inquiétait. En même temps, la Triple Alliance aura une fois de plus imposé sa volonté et déchiré, comme toiles d'araignées, les objections qu'on y opposait. Sa *Kraftprobe* aura complètement réussi.

—*Journal de Genève*, 30 juillet, 1914.

XIV

(M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.)

Berlin, le 1er août, 1914.

On distribue dans les rues de Berlin des éditions spéciales des journaux, annonçant que la mobilisation générale de l'armée et de la flotte est ordonnée et que le 1er jour de mobilisation est le dimanche 2 août.

JULES CAMBON.

—*Documents diplomatiques.*

XV

(M. René Viviani, à MM. les Représentants de la France à l'étranger.)

Paris, le 2 août, 1914.

L'Ambassadeur de Russie me fait connaître que l'Allemagne vient de déclarer la guerre à la Russie, malgré les négociations en cours et au moment où l'Autriche-Hongrie acceptait de discuter avec les Puissances le fond même de son conflit avec la Serbie.

RENÉ VIVIANI.

—*Documents diplomatiques.*

XVI

(M. René Viviani, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome, Madrid, Constantinople.)

Paris, le 2 août, 1914.

Le territoire français a été violé ce matin par les troupes allemandes à Cirey et près de Longwy. Elles marchent sur le fort qui porte ce dernier nom. D'autre part, le poste douanier de Delle a été assailli par une double fusillade. Enfin les troupes allemandes ont violé ce matin aussi le territoire neutre du Luxembourg.

Vous utiliserez ces renseignements sans retard pour faire constater comment le Gouvernement allemand se livre contre la France à des actes de guerre sans provocation de notre part

ni déclaration de guerre préalable, alors que nous avons scrupuleusement respecté la zone de dix kilomètres que nous avons maintenue, même depuis la mobilisation, entre nos troupes et la frontière.

RENÉ VIVIANI.
—*Documents diplomatiques.*

XVII

(M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani.)

Bruxelles, le 4 août, 1914.

Le Ministre d'Allemagne informe ce matin le Ministre des Affaires étrangères belge que, par suite du refus du Gouvernement belge, le Gouvernement impérial se voit forcé d'exécuter, par la force des armes, les mesures de sécurité indispensables vis-à-vis des menaces françaises.

KLOBUKOWSKI.
—*Documents diplomatiques.*

XVIII

LE BAISER

Les Allemands ont fui, laissant quinze blessés,
Lamentables, geignants, pêle-mêle entassés
Dans une grange. Une heure après, voici les nôtres.
"Ah ! dit le caporal, vous êtes là, vous autres ?"
Puis, voyant qu'ils ne sont rassurés qu'à demi :
"Tas de Boches,[1] fait-il, on n'est pas ennemi
Quand on est blessé. Toi, donne ta main, gros père.
C'est bien. Mes compliments pour ta mine prospère . . .
Allons, tendez vos mains, les autres éclopés !
Bientôt notre major vous aura retapés ;
On est des hommes, quoi ! pas des bêtes féroces.
Plus tard, vous reverrez vos femmes et vos gosses."
Chacun de nos lignards, s'approchant des blessés
Qui gisent dans le foin, sanglants et harassés,
Serre la main à tous, avec un mot pour rire.

[1] **Boches** = Allemands.

A tous? Non. Un uhlan, au teint couleur de cire,
A perdu le bras gauche et n'a plus que deux doigts
A la main droite. Il dit dans leur langue, à mi-voix :
"Ceux de chez nous n'auraient point fait chose pareille."
Alors, en se penchant un peu vers son oreille,
Le caporal lui dit : "Pas moyen, pauvre vieux,
De te serrer la main, à toi ! Ce sera mieux :
Tiens je vais t'embrasser." Le bon soldat se baisse ;
Sur un blême visage, où la barbe est épaisse,
Il pose le baiser de paix qu'il a promis :
Et tous, se regardant comme de vrais amis,
Sentent je ne sais quoi leur mouiller les paupières . . .
Hommes, l'heure viendra de vous retrouver frères.

MAURICE BOUCHOR.[1]

XIX
LES MILLE

Gênes, le 5 mai.—À l'issue de la cérémonie d'inauguration du monument des Mille,[2] a eu lieu un banquet offert par la municipalité. Au cours de ce banquet, M. Gustave Rivet, sénateur français, président de la ligue franco-italienne, a prononcé en italien l'allocution suivante :

Discours de M. Gustave Rivet

Je suis encore tout vibrant de l'émotion que j'ai ressentie ce matin, à l'inoubliable manifestation que j'ai eue sous les yeux, à Quarto, et j'apporte à mon tour un hommage ému au grand patriote qui fut l'âme du Risorgimento.

Frères d'Italie, je suis un vieil ami de votre beau pays, et je m'honore d'être président de la Ligue franco-italienne.

---

[1]**Maurice Bouchor**, né en 1855 ; a publié plusieurs volumes de vers dont deux séries de *Symboles* en 1888 et en 1894.

[2]**les Mille**, ceux qui sont partis de Quarto (à quelques kilomètres de Gênes) le 5 mai, 1860, avec le grand Garibaldi (1807-1882) pour la conquête de la Sicile.

Représentant de la démocratie française depuis plus de trente-deux ans, à la Chambre des députés d'abord, puis au Sénat, j'ai le droit de parler au nom de cette démocratie. Et c'est en son nom que je joins ma voix aux voix illustres qui célèbrent aujourd'hui la mémoire du grand Garibaldi.

Je n'ai pas à raconter, comme le ferait un historien, les événements qui ont créé l'Italie nouvelle. C'est votre grande histoire, et vous la savez mieux que moi. Je suis un citoyen de France qui vient proclamer son admiration, sa reconnaissance, et son culte pour l'Italie et ses héros.

Ah, le nom de Garibaldi, comme il a fait tressaillir nos cœurs dans notre jeunesse.

Il a été pour nous le Chevalier de l'Idéal, notre exemple, notre guide. Nous avons suivi avec passion toutes les phases de son épopée libératrice. De loin nous avons uni nos âmes à celles des populations de la Sicile et de Naples, et, comme elles, nous avons ressenti l'orgueil et la joie de ses triomphes. Tout cela c'est la vie même de votre peuple, et je suis heureux de m'associer à la fête par laquelle vous célébrez l'anniversaire du départ des Mille glorieux, sous la conduite de leur chef immortel.

Mais nous, Français, nous avons à ajouter à votre joie l'hommage d'une reconnaissance infinie pour votre héros et pour sa famille.

Garibaldi ne vous appartient pas à vous seuls, car partout où il y a eu des faibles opprimés, des peuples asservis, il s'est armé pour les délivrer.

Il a été le soldat du droit, le Paladin de l'humanité, et nul cœur français ne peut oublier que dans nos douloureuses épreuves, lorsqu'en 1870 nous avions à lutter contre un redoutable ennemi, la France, abandonnée de tous, vit arriver à son secours Garibaldi et ses deux fils qui venaient lui apporter le réconfort de leur prestige et de leur vaillance.

C'est pour nous une dette sacrée que notre reconnaissance ne saurait jamais payer.

Et, hier encore, alors que nous subissions les attaques formidables du même ennemi, n'avons-nous pas vu les petits-fils de Garibaldi, fidèles à la tradition du grand ancêtre, accourir pour combattre avec nous?

N'avons-nous pas eu la joie de voir les six fils de Ricciotti lutter à nos côtés pour la liberté?

N'avons-nous pas vu Bruno et Costante tomber, hélas! sur notre territoire envahi, et arroser de leur sang généreux, la terre de l'Argonne?

Ce sacrifice, n'a-t-il pas renouvelé les journées de Magenta et de Solférino, où le sang français se mêlait au sang italien? et n'est-ce pas un nouveau lien qui nous attache à la noble Italie? . . .

Je ne saurais dire quelle joie nous avons ressentie quand nous avons vu, au début de cette affreuse guerre, votre généreux pays affirmer que l'Italie et la France ne pouvaient être ennemies. Et, pour remerciement, je n'ai qu'un souhait à formuler: c'est que pour vous soit bientôt achevée l'œuvre commencée en 1859 et que tous les rêves de la grande Italie soient réalisés.[1]

Je bois à la noble cité de Gênes, à la mémoire des Mille, de leur chef héroïque, Garibaldi, et à sa famille digne du grand ancêtre.

Je bois à l'Italie, à cette terre des glorieux souvenirs, à notre aïeule du Rinascimento, que nous aimons à nommer la Nation-Sœur.

—*Journal des Débats*, 6 mai, 1915.

---

[1] L'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche le 23 mai, 1915.

XX

LES SOUCIS DE M. DE JAGOW

M. de Jagow ne veut plus qu'aucun mot d'origine française n'altère l'harmonie si spéciale du parler germanique. Il a interdit qu'aucune enseigne portât le mot : friseur. Ce n'est pas absurde, car les hommes portent aujourd'hui les cheveux plats et les femmes se font onduler, mais personne n'est plus frisé. Ce fonctionnaire a le sens du réel. Seulement, quand il a voulu remplacer friseur par *Haarkünstler*, le chef de la police a éprouvé de la résistance. Et en voici la vraie raison : c'est que le mot étranger est toujours plus noble que le mot indigène. Le contraire existe, il est vrai, en français, où rosse, mot allemand, est moins noble que cheval, quoique celui-ci vienne du latin populaire. Mais les Français sont un peuple inconséquent.

On ne sait trop pourquoi M. de Jagow poursuit le mot friseur. Aux yeux d'un véritable savant allemand, accoutumé à n'être point superficiel, et à aller au fond des choses, des racines et du temps, ce nom-là est-il français? La question est insoluble, puisque l'origine en est inconnue. Mais enfin, si l'on veut être un vrai patriote prussien, il suffit de dire : coiffeur. Ce mot-là est germanique, et se rattache à Kopf. Nous l'emploierons tout de même. Sachons être généreux.

Le *Tag*, dans son numéro du 9 juin, a examiné le problème et a reconnu qu'il était étendu. Il est impossible de conserver *Delikatessen*. Le mot se rattache à *allicere*, verbe latin, image de la séduction. Fi ! Mais on peut dire qu'il est devenu allemand par la seule idée de l'appliquer aux saucisses. *Conditorei* n'est pas moins impossible ; *Magazin* est pis : car non seulement le mot est français, mais il est venu au français de l'italien ; et c'est un terme deux fois détestable.

Tout cela ne serait rien. Mais M. de Jagow lui-même s'appelle, de son titre, Polizei Praesident. Ce sont là deux

mots français, et il n'y a rien à faire à cela. L'un vient du latin, l'autre du grec. Mais c'est bien par nous qu'ils ont pénétré jusqu'à l'inculte Germanie. Il n'est pas moins indécent de dire general von Linsingen ou von Mackensen. General est nettement un mot français. Un véritable Allemand ne devrait connaître que des maréchaux : le titre est germanique et veut dire palefrenier.—Mais c'est encore trop peu : on offense la langue allemande en nommant la Prusse : ce nom-là Po-russia, la région près de la Russie, est de formation slave. Et qu'est-ce que le mot Kaiser enfin, sinon le mot étranger de Cæsar ?

Il faut que l'Allemagne s'y résigne : elle a dû pour se civiliser emprunter aux races latines, et elle leur a pris, avec le nom même de kultur, les termes qui lui servent à désigner les choses de l'esprit. Mais, à notre tour, ne soyons pas injustes envers l'Allemagne ; il y a aussi des mots que nous lui devons : auberge, par exemple, et cracher ; quelques noms d'animaux ; et quelques terms relatifs aux métiers du feu.—Y.

—*Journal des Débats*, 22 juin, 1915.

XXI

SOUS-MARINS ET PAQUEBOTS

Au moment même où lord Mersey, le président du tribunal chargé de l'enquête sur la destruction de la *Lusitania*[1] faisait connaître sa décision, au moment où il constatait que le but de l'auteur de cette destruction était non seulement de couler le navire, mais de noyer les passagers et qu'aucune excuse ne pouvait être invoquée en faveur de cet assassinat en masse, on apprenait qu'un nouvel attentat du même genre venait d'avoir lieu à peu près au même endroit, dans les environs de Queenstown. Il s'agissait encore d'un paquebot anglais portant un certain nombre de sujets des Etats-Unis, mais, cette fois, le navire l'*Orduna* suivait la direction inverse, il se rendait de

[1]**la Lusitania,** torpillée le 7 mai, 1915 ; 1,364 personnes noyées.

Liverpool à New-York ; il sera donc difficile à la presse et à la diplomatie allemandes de prétendre, comme elles l'ont fait—faussement d'ailleurs—dans le cas de la *Lusitania*, que le paquebot était chargé d'armes et de munitions à destination des belligérants. Heureusement, ce nouvel acte de piraterie n'a pas été couronné du même succès que son devancier : le bateau n'a pas été atteint par la torpille qui lui a été lancée ; les obus tirés par le sous-marin ne l'ont pas frappé non plus, grâce aux habiles manœuvres de l'*Orduna*, et la poursuite engagée par les Allemands n'a pas réussi davantage. Mais, dans cette circonstance, aussi bien que dans l'affaire de la *Lusitania* et dans celle du *Falaba*, le caractère criminel de l'attaque n'est pas contestable, puisqu'elle avait lieu avec l'intention bien arrêtée d'anéantir, corps et biens, un bâtiment de commerce inoffensif et puisqu'aucun avis préalable n'a été donné avant que la torpille fût lancée. Les dépêches d'Amérique nous annoncent que la nouvelle a augmenté encore l'indignation, déjà fort vive, éprouvée par la population des Etats-Unis. On le conçoit sans peine, d'autant plus que le comte Bernstorff venait précisément de déclarer au secrétaire d'Etat que le fait de la *Lusitania* ne se renouvellerait pas. Nous sommes curieux de voir comment le gouvernement allemand expliquera l'incident de l'*Orduna* dans sa prochaine note. Mais peut-être cette note n'aura-t-elle pas l'occasion de voir le jour si la réponse que prépare en ce moment M. le président Wilson coupe court à la continuation du dialogue diplomatique engagé depuis six mois entre Berlin et Washington.

—*Journal des Débats*, 20 juillet, 1915.

XXII

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Il y a toujours des gens qui veulent aller plus vite que les violons. Ne trouvez-vous pas que ces "impatients," qui ne cessent de s'énerver et qui énervent les autres, sont une race

aussi puérile que celle des bavards et aussi insupportable que celle des agités? Ces avale-tout-cru ne font qu'une bouchée des armées allemandes; ils parlent du passage des Carpathes comme du passage de l'Opéra; ils se figurent qu'on gagne une bataille comme une partie de dominos et qu'on peut en gagner plusieurs dans la même journée. Quel dommage que le général Joffre et le grand-duc Nicolas ne les aient pas pris avec eux dans leur état-major! Il vous auraient déblayé le Nord, nettoyé l'Argonne, achevé de reconquérir l'Alsace et envahi la Prusse en un tournemain. Quel dommage surtout qu'on ne puisse pas les enfermer, tous, dans un estaminet de concentration où ils apprendraient la stratégie aux garçons de café!

Soyons patients, comme de vrais hommes. Le temps et la destinée travaillent, chaque jour, pour nous. La patience est une vertu française: les hommes de nos fortes races du Centre, ceux du Cantal, du Rouergue et de l'Auvergne sont patients et c'est une de leurs robustes qualités. Les Bretons, les Normands, les Bourguignons et les Champenois le sont aussi; nos méridionaux eux-mêmes, ceux de Toulouse et de Marseille, sont patients, malgré une ébullition apparente qui n'est que la vapeur du sang-froid, et leur exubérance verbale, qui ne les empêche pas, à l'occasion, de savoir se taire; "Patience et longueur de temps . . . " est un proverbe de chez nous. Les femmes françaises elles-mêmes, qui passent à tort pour être nerveuses, nous ont, depuis le début de cette guerre, donné des exemples admirables de patience, de constance dans l'épreuve, de longanimité héroïque et silencieuse. Sachons nous montrer dignes d'elles et les imiter.

Ne nous impatientons que contre nous, quand nous serions tentés de perdre patience et de nous laisser aller à l'énervement; maîtrisons nos nerfs et fortifions nos muscles. La patience est d'emploi constant dans la vie ordinaire, où nous sommes tous à

la merci d'une surprise et d'un accident ; elle s'impose comme un devoir national dans les heures de crise où la fermeté de l'esprit public est faite du sang-froid et de l'énergie de chacun de nous. On a défini la patience "l'art d'espérer" ; elle est aussi l'art de durer et de vaincre. Méditons notre victoire en sachant l'attendre, sans négliger pour cela de la hâter. La victoire est semblable à ce courrier de Marathon que tout un peuple regarde venir de loin, messager de gloire . . . . Attendons-la, en retenant nos acclamations, au lieu de trépigner sur place et de soulever, sous notre trépignement d'impatience, un nuage de vaine poussière qui nous empêcherait de la voir plus tôt . . . .

CIVIS.
—*Journal des Débats*, 21 juillet, 1915.

XXIII

LA FÊTE NATIONALE BELGE

Le 21 juillet[1] est, pour les Belges, la date de la fête nationale. L'an dernier, ils la célébraient dans l'inquiétude de la menace qui pesait sur l'Europe ; aujourd'hui, c'est dans l'atmosphère des batailles, sur la terre d'exil, ou sous le joug de l'envahisseur, qu'ils salueront la date qui leur rappelait officiellement la conquête de leur indépendance nationale. Elle ne leur en deviendra que plus sacrée par tout ce qui s'y rattachera désormais de sacrifices, de douleurs partagées, de souvenirs héroïques et d'espérances exaltantes. Le drame sanglant qui déroule ses péripéties a donné à la Belgique une conscience plus ferme encore de son identité nationale et, dans le creuset des souffrances communes, son unité a été rendue indissoluble. Tous les particularismes s'y sont fondus ; il n'y a plus des catholiques et des libéraux, des conservateurs et des socialistes, des Flamands et des Wallons : il n'y a plus que des Belges sous l'égide des

[1] C'est le 21 juillet, 1831, que Léopold I[er], premier roi des Belges, a commencé à régner.

trois couleurs et dans l'admiration d'un grand roi. L'épopée glorieuse et cruelle de 1914-1915 aura, selon l'expression de M. Dumont-Wilden "confirmé, sinon créé l'âme belge." Et l'on souscrit ardemment à ses paroles quand il ajoute que cette guerre a aussi créé l'âme franco-belge. La date du 21 juillet nous deviendra désormais également chère ; elle nous rappellera une héroïque fraternité d'armes. Et lorsque les sujets du roi Albert la célèbreront, cette fois dans l'enthousiasme d'une grande tâche achevée et de l'indépendance reconquise, nos drapeaux s'enorgueilliront de mêler leurs plis à ceux des étendards de la Belgique fière, libre et victorieuse.—R. N.

—*Journal des Débats*, 22 juillet, 1915.

XXIV

LES DÉPORTÉS DE ROUBAIX

On a pu lire hier, dans notre Dernière Heure, que les Allemands ont récemment imaginé d'emmener cent quarante notables de Roubaix qui n'avaient pas voulu se plier à un caprice inique de la Kommandantur.

Nous recueillons aujourd'hui, d'un de nos amis qui a vu les captifs dans le camp de Gustrow où ils sont internés depuis le commencement de juillet, des précisions sur cette nouvelle manifestation de la Kultur allemande.

A la suite d'un bombardement d'Alexandrette et de Jaffa, les Allemands imposèrent une amende de 150,000 fr. à chacune des villes de Valenciennes et de Roubaix.[1] Or, à ce moment, la Kommandantur de Roubaix était en difficultés avec quelques grands tisseurs de la ville, dont les ouvriers ne voulaient plus travailler. Nous avons dit hier à quel travail

[1]**Valenciennes et Roubaix**; deux villes prospères (Nord) dans le territoire envahi par les Allemands. Quelle drôle de chose que de faire payer le bombardement d'Alexandrette et de Jaffa (deux villes en Syrie) aux malheureux citoyens de Valenciennes et de Roubaix ! C'est de la justice allemande !

on voulait les obliger : il s'agissait de confectionner des sacs de toile à l'usage des tranchées. Les patrons, sommés d'exercer une pression sur les ouvriers, s'y refusèrent. On les emprisonna dans les cabines d'un établissement de bains, où ils restèrent pendant quinze jours.

D'autre part, les Allemands avaient supprimé le ravitaillement de la population par la Belgique, et les allocations de secours.

C'est sur ces entrefaites que la ville de Roubaix fut imposée de 150,000 fr. Et la Kommandantur réunit les otages : les conseillers municipaux (le maire est depuis longtemps prisonnier à Givet), les grands industriels de la région, un notaire, un agent de change, six prêtres, le pasteur protestant et d'autres notables, en tout cent quarante personnes.

"Si l'indemnité n'est pas versée sur le champ, leur dit-on, vous serez emmenés en Allemagne."

Les otages se consultèrent.

"Nous ne payerons, déclarèrent-ils, qu'à la condition que vous garantissiez une fois pour toutes la liberté du travail à nos ouvriers et que vous rétablissiez le ravitaillement par la Belgique et les allocations de secours."

Comme ils persistaient dans cette attitude énergique, ils furent dirigés sur le camp de Gustrow, en Mecklembourg-Schwerin où ils prirent la place de prisonniers russes évacués. Là, ils couchent sur de mauvaises paillasses, entassés dans un baraquement sommaire.

Parmi eux se trouvent un conseiller municipal, M. Déprès, qui est âgé de soixante-quatorze ans et trois autres vieillards ayant dépassé soixante-dix ans.

Depuis quelques jours, on a apporté une légère amélioration dans le sort des captifs, qui sont autorisés à manger à la cantine, avec les sous-officiers.

—*Journal des Débats*, 23 juillet, 1915.

XXV

DANS LES VIEUX CIMETIÈRES . . .

On sait que les Allemands, voulant se procurer du cuivre par tous les moyens, ont enlevé jusqu'aux boutons de portes des maisons belges, pour les expédier dans les usines de leur pays : ils ne s'en tiendront pas là, comme on peut le voir par un récent numéro de la *Gazette de Voss*,[1] où l'on trouve le passage suivant :

"Dans les vieux cimetières sommeille aussi plus d'un morceau de bon métal qui pourrait rendre à la patrie le plus précieux service. Que les enfants de nos écoles se mettent à fouiller dans ces antiques lieux de repos de nos aïeux ! Ceux-ci se réjouiront dans leurs séjours éternels à l'idée que la dernière demeure terrestre de leurs ossements a fourni sa quote-part pour le salut de la patrie."

Une invitation pareille—est-il besoin de le dire ?—révolte l'âme française, parce que l'idée de la patrie, telle que nous la chérissons, comprend avant tout le respect des ancêtres et de leur sépulture ; aussi le sacrilège que la *Gazette de Voss* recommande aux petits Allemands nous semble-t-il particulièrement odieux lorsqu'on le conseille au nom de la patrie. En réfléchissant à cette étrange exhortation, nous sentons combien nous sommes attachés à la tradition des Grecs et des Romains, nos grands éducateurs pour lesquels le culte des morts était le fondement même de la cité. Il faut croire que les Germains—qui ne se découvrent pas devant les chars funèbres dans la rue—n'ont pas le même respect de la mort. Un de leurs premiers soins, lorsqu'ils ont occupé une partie de la Lorraine,

---

[1] **Gazette de Voss**, forme française du nom allemand du journal : *die Vossische Zeitung*, fondé en 1722.

a été de profaner le tombeau de famille du Président de la République : le monde civilisé apprendra avec stupeur qu'ils ne mettent pas l'écriteau *Verboten* à la porte de leurs propres cimetières.

Mais il ne faut peut-être pas nous hâter de crier au sacrilège. La *Gazette de Voss*, doyenne de la presse berlinoise, est simplement en proie à un accès de romantisme aigu qui lui fait prendre, comme il arrive souvent en Allemagne, le macabre et l'affreux pour le sublime. Dans cette histoire de cimetières, ne trouve-t-on pas une obscure réminiscence de certaines ballades allemandes du commencement du siècle dernier, où les théories morales, sociales et métaphysiques s'agrémentaient de spectres et de revenants ? Le journaliste qui nous occupe doit être un vieux lyrique de province, à la tête pleine de Uhland et de Lenau ; et il ne manque plus à son exhortation que d'être mise en vers par Ernest Lissauer[1] et en musique par Richard Strauss pour devenir un *Lied* patriotique qu'on chantera dans les écoles allemandes jusqu'à la fin des temps !

S'il est vrai, cependant,—comme Maurice Mæterlinck l'a si joliment imaginé dans *l'Oiseau bleu*,—que les âmes des morts se raniment pour un moment lorsque les vivants pensent à elles et parlent d'elles, se figure-t-on quel sera le réveil des aïeux et des aïeules des écoliers allemands quand les Tyltyls et les Mytyls d'outre-Rhin iront avec des cris de joie arracher, pour les porter à la ferraille, les grilles et les couronnes de leurs tombeaux ?—U.

—*Journal des Débats*, 15 septembre, 1915.

[1]**Ernst Lissauer**, auteur des vers ignobles intitulés : *Hassgesang gegen England* ; voir University Monthly, May, 1915, p. 351.

XXVI

L'EGLISE DE TALUS[1]

C'est une église rustique, si modeste et si nue que les archéologues eux-mêmes auraient eu de la peine à s'y intéresser. Elle n'était guère remarquable que par son isolement. Le hameau qui l'entourait s'est déplacé jadis, reportant ses maisons sur l'autre rive du Petit-Morin; ses paroissiens faisaient un quart de lieue pour venir à la messe. On l'aperçoit en descendant de Baye, à un coude du chemin d'Epernay à Sézanne; son toit de tuiles rousses et son clocher d'ardoise émergent d'un bouquet de pommiers, au bas d'une colline gazonnée que couronnent des bois.

Des buissons de mûres et des orties prolongent autour d'elle la haie du cimetière. A droite, une masure garde encore la trace du passage des Allemands; le feu de leur cuisine a brûlé à demi les solives de la soupente; le carrelage est couvert de paillasses, de tessons et de lambeaux d'uniformes. A gauche, la porte de l'église s'ouvre sous un linteau de pierre en forme de fronton et gravé de rosaces. La nef est vide; les bancs brisés, écrasés, jonchent le sol; un obus a fait éclater la chaire dont les planches disjointes pendent sous le baldaquin, naïf chef-d'œuvre d'un menuisier de village. Derrière une balustrade, des débris de chaises et le brancard des morts s'entassent autour du baptistère. Parmi ce désordre, les tabourets des enfants de chœur sont intacts; correctement alignés dans le milieu du chœur, ils continuent de regarder l'autel, un autel à la fois pompeux et misérable, dans le goût du dix-septième siècle; sarcophage ventru,

[1] Ce morceau rappelle la bataille de la Marne (5-12 sept., 1914). Talus était autrefois un petit village, Epernay et Sézanne sont des villes importantes. Le Petit-Morin est une rivière qui se jette dans la Marne. À Champaubert Napoléon infligea une défaite aux Russes et aux Allemands en 1814. Une colonne rappelle cette victoire.

rehaussé de dorures, rétable soutenu par des volutes. Dépouillé de ses candélabres et de son crucifix, dévêtu de ses nappes, il ne montre plus que la grossièreté de son faux luxe théâtral. Devant ce tabernacle désert, la lampe de cuivre argenté est demeurée suspendue; elle descend de la voûte peinte en bleu, où plane une colombe.

La sacristie attenante au sanctuaire offre un spectacle inattendu. Ouverte à tous venants, elle présente encore, un an après la bataille, le même aspect qu'au mois de septembre dernier. Les armoires enfoncées, les tiroirs arrachés, les vêtements sacerdotaux jetés à terre, pêle-mêle avec le drap mortuaire et les débris du siège de l'officiant, tout est resté sur place, comme immobilisé dans un diorama ou pour le film d'un cinématographe. On dirait que l'ennemi vient de fuir, surpris en plein pillage.

Dans la prairie voisine, un écriteau indique le chemin des tombes militaires. Au bas de la pelouse sont celles des Allemands, creusées sur la ligne même où se trouvaient leurs tranchées, de petites tranchées individuelles qui se voient encore dans l'herbe, encadrées d'écorchures plus petites faites au gazon par nos 75.[1] Les tombes des Français sont plus haut, à la lisière des bois d'où venait leur offensive.

Devant le pont du Petit-Morin, qui sort ici des marais de Saint-Gond, les Allemands avaient abattu les peupliers pour protéger leur retraite. L'obstacle ne retarda pas longtemps la course de nos soldats. Les fuyards traversèrent si vite le plateau de Champaubert qu'ils durent laisser intacts notre aigle victorieuse et le monument de leur précédente défaite. Ils se vengèrent d'ailleurs à la première étape en brûlant sans excuse la moitié du village de la Caure.—Z.

—*Journal des Débats*, 17 septembre, 1915.

[1] **Nos 75** = Nos canons de 75 mm.; fameuse pièce d'artillerie des Français.

XXVII

LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ARMÉES

Le *Bulletin des Armées* publie ce matin la lettre suivante du Président de la République aux officiers et aux soldats de France :

Comme vous, mes nobles amis, j'ai lu avec émotion, dans le *Bulletin des Armées*, les messages que vous ont adressés, à la veille de l'année nouvelle, les maires de nos grandes villes. Le même langage, à peine nuancé par quelques différences d'accent, vous a été tenu par toutes les cités françaises et il m'est aisé d'extraire aujourd'hui de ces nombreux témoignages la pensée unanime du pays.

Partout, vous l'avez vu, se maintient sans effort cette union sacrée qui s'est spontanément établie, il y a dix-sept mois, sous la menace de l'ennemi. Comment la population civile ne suivrait-elle pas l'exemple d'entente et d'harmonie que vous lui donnez? Dans les tranchées et sur les champs de bataille, vous ne songez guère, n'est-ce pas? à vous demander compte de vos opinions personnelles. Le souvenir importun des discordes civiles ne vient pas troubler la fraternité d'armes qui vous lie les uns aux autres, dans le sentiment du danger commun et dans la conscience du devoir identique. Vous avez les yeux fixés sur un idéal qui détourne constamment votre attention des objets secondaires et vous savez que votre patriotique mission ne souffre point de partage. Pendant que vous vous sacrifiez ainsi tout entiers au salut de la nation, n'est-il pas naturel que ceux des Français que leur âge, leur santé ou leur fonction empêchent d'affronter à vos côtés les fatigues et les périls de la guerre travaillent, du moins, à repousser les mauvaises suggestions de la haine et à conserver jalousement la paix publique?

Les maires de France vous ont énuméré quelques-unes des œuvres charitables qui sont nées de cet heureux rapprochement des cœurs. La plupart de ces institutions sont destinées à vous secourir, vous, vos vieux parents, vos enfants, vos femmes, vos frères blessés ou prisonniers. Dans les villes les plus éloignées du front, votre image demeure ainsi continuellement présente à tous les esprits et concentre au besoin sur les tragiques réalités du moment la pensée de ceux qui seraient enclins à les oublier. Les deuils qui ont assombri tant de foyers imposent d'ailleurs aux familles qui ont le privilège d'être moins cruellement frappées une pieuse obligation de recueillement et de gravité. Tous les Français réconciliés communient dans les mêmes épreuves et il n'en est pas un qui n'écoute avec respect la mâle leçon des morts.

Leçon de courage, de patience et de volonté, leçon de calme, de confiance et de sérénité.

Vous avez vu passer devant vous le long cortège des départements et des villes. Vous avez entendu leurs acclamations. Il ne s'est pas élevé une voix discordante. C'est partout la même résolution froide et réfléchie de tenir, de durer et de vaincre. Tout le monde comprend que l'enjeu de la guerre est formidable et qu'il y va non seulement de notre dignité, mais de notre vie.

Serons-nous demain les vassaux résignés d'un empire étranger? Notre industrie, notre commerce, notre agriculture deviendront-ils à jamais tributaires d'une puissance qui se flatte ouvertement d'aspirer à la domination universelle? Ou bien sauvegarderons-nous notre indépendance économique et notre autonomie nationale? Problème terrible qui n'admet pas de solution moyenne. Toute paix qui viendrait à nous avec une figure suspecte et des propos équivoques, toute paix qui nous offrirait des transactions louches et des combinaisons bâtardes ne nous apporterait, sous de trompeuses apparences, que le déshonneur, la ruine et l'asservissement. Le libre et

pur génie de notre race, nos traditions les plus vénérées, nos idées les plus chères, nos goûts les plus délicats, les intérêts de nos concitoyens, la fortune de notre pays, l'âme de la patrie, tout ce que nous ont légué nos ancêtres, tout ce qui fait que nous sommes nous-mêmes serait la proie de la brutalité germanique. Qui donc voudrait, par impatience ou par lassitude, vendre ainsi à l'Allemagne le passé et l'avenir de la France?

Oui certes, la guerre est longue, et elle est rude, et elle est sanglante. Mais combien de souffrances futures ne nous sont pas épargnées par les souffrances présentes? Cette guerre, aucun Français ne l'a voulue, aucun n'aurait commis le crime de la souhaiter. Tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1871 se sont efforcés de l'éviter. Maintenant qu'on nous l'a malgré nous déclarée, nous nous devons de la mener, avec nos fidèles alliés, jusqu'à la victoire, jusqu'à l'anéantissement du militarisme allemand et jusqu'à la reconstitution totale de la France. Nous laisser aller à une défaillance momentanée, ce serait être ingrats envers nos morts et trahir la postérité.

La persévérance obstinée dans la volonté de vaincre n'est-elle pas, du reste, le plus sûr moyen d'enchaîner la victoire? Dans la guerre que vous soutenez si vaillamment en France, en Belgique et en Orient, le rôle des engins destructeurs a pris une importance essentielle et le devoir impérieux des pouvoirs publics est de vous fournir tous les jours un matériel plus puissant et des munitions plus abondantes. Mais la force morale, elle aussi, est une condition maîtresse du succès final. Le peuple vaincu ne sera pas nécessairement celui qui aura subi le plus de pertes, ce ne sera pas celui qui aura eu à endurer le plus de misères: ce sera celui qui se sera lassé le premier.

Nous ne nous lasserons pas. La France a confiance parce que vous êtes là. Que de fois ai-je entendu vos officiers

répéter : "Jamais, en aucun temps, nous n'avons eu une plus belle armée ! Jamais des hommes n'ont été mieux entraînés, plus braves, plus héroïques que les nôtres . . ." Partout où je vous ai vus, je me suis senti tressaillir d'admiration et d'espoir. Vous vaincrez. L'année qui s'ouvre vous apportera, mes amis, la fierté d'achever la défaite de l'ennemi, la joie de rentrer à vos foyers et la douceur d'y fêter la victoire auprès de ceux que vous aimez.

RAYMOND POINCARÉ.

—*Journal des Débats*, 2 janvier, 1916.

XXVIII

UN ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL JOFFRE

Le général commandant en chef a adressé aux troupes le bel ordre suivant :

Soldats de la République,

Au moment où se termine cette année de guerre, vous pouvez tous considérer votre œuvre avec fierté et mesurer la grandeur de l'effort accompli.

En Artois, en Champagne, en Woëvre et dans les Vosges vous avez infligé à l'ennemi des échecs retentissants et des pertes sanglantes, incomparablement plus élevées que les nôtres.

L'armée allemande tient encore, mais elle voit diminuer chaque jour ses effectifs et ses ressources.

Obligée de soutenir l'Autriche défaillante, elle doit rechercher sur des théâtres secondaires des succès faciles et temporaires qu'elle a renoncé à remporter sur les fronts principaux.

Toutes les colonies de l'Allemagne sont isolées dans le monde ou tombées entre nos mains.

Au contraire, les Alliés se renforcent sans cesse.

Maitres incontestés de la mer, ils peuvent se ravitailler facilement alors que les empires du centre, épuisés financièrement et économiquement, en sont réduits à ne plus compter que sur notre désaccord ou notre lassitude.

Comme si les Alliés, qui ont juré de lutter à outrance, étaient disposés à violer leur serment au moment où va sonner pour l'Allemagne l'heure du châtiment.

Comme si les soldats qui ont mené les plus rudes combats n'étaient pas de taille à tenir malgré la boue et le froid.

Soyons fiers de notre force et de notre droit.

Ne songeons au passé que pour y puiser des raisons de confiance !

Ne pensons à nos morts que pour jurer de les venger !

Pendant que nos ennemis parlent de paix, ne pensons qu'à la guerre et à la victoire !

Au début d'une année qui sera, grâce à vous, glorieuse pour la France, votre commandant en chef vous adresse, du fond du cœur, ses vœux les plus chers.

—*Journal des Débats*, 6 janvier, 1916.

XXIX

M. ARISTIDE BRIAND À ROME

A une heure a eu lieu, dans la galerie Borghèse de la villa Umberto, le déjeuner de gala offert par M. Salandra à M. Briand et aux membres de la mission française. Tous les ministres italiens assistaient à ce déjeuner, ainsi que tous les représentants diplomatiques des nations alliées.

TOAST DE M. SALANDRA

M. Salandra a porté le toast suivant :

Monsieur le président,

L'accueil que Rome vous a fait, les manifestations de sympathie qui, de toutes parts, vous sont parvenues, vous prouvent à quel point le cœur d. l'Italie bat à l'unisson de

celui de la France. On peut bien affirmer que, dans la lutte qu'elles soutiennent pour la défense des principes qui furent la gloire de leur antique civilisation, les deux nations sœurs se sont retrouvées. Cette lutte est longue et difficile, mais notre confiance dans la victoire finale est inébranlable, car notre cause est juste.

Les efforts des gouvernements alliés sagement coordonnés dans l'action politique et militaire sont soutenus par l'enthousiasme des peuples dont la volonté de vaincre doit briser tous les obstacles. Au pied de nos montagnes escarpées, demain même vous vous trouverez parmi nos soldats auprès de notre roi bien-aimé, le premier soldat de l'Italie. Vos yeux contempleront l'effort long et tenace, le dur labeur d'un peuple en armes conduit par son souverain qui veut conquérir à la patrie ses frontières naturelles et nécessaires sur les Alpes et sur mer. Nos pensées vous suivront, vous associant de tout cœur au message de fraternité dont l'armée italienne vous chargera pour l'armée française.

Dans ce palais, Monsieur le président, vous pouvez admirer autour de vous des chefs-d'œuvre précieux de l'art italien. Nous sommes fiers de notre gloire artistique comme nous sommes fiers de notre gloire militaire conquise par la vaillance de nos troupes. Il m'est spécialement agréable dans ce milieu qui soulève les âmes aux plus nobles sentiments d'amour de la patrie, de lever mon verre en l'honneur du Président de la République française et des souverains alliés ici représentés, à votre santé, Monsieur le président, et à celle des personnages éminents qui vous accompagnent et dont la visite parmi nous laissera dans nos cœurs un souvenir inoubliable.

RÉPONSE DE M. BRIAND

M. Briand a répondu :

Monsieur le président,

Arrivés au terme trop court d'un séjour qui nous a permis, à mes collègues et à moi-même, de nouer avec Votre Excellence

et les membres du gouvernement royal des rapports personnels que depuis longtemps nous souhaitions pouvoir établir entre nous, j'ai à cœur de vous exprimer toute la satisfaction que nous éprouvons de ces premières réunions.

Venues de toutes parts, des provinces comme de Rome, des plus hautes autorités comme du peuple dont votre cité est si justement fière, les sympathies qui ont trouvé dans votre cordial accueil une expression si chaleureuse ont singulièrement facilité notre tâche, en rapprochant nos cœurs.

Chez nos ennemis, la coordination des efforts est commandée, pour ainsi dire imposée, par les conditions mêmes de la géographie. Dans le camp des Alliés, elle ne pouvait être que le résultat d'une inspiration supérieure et d'une volonté réfléchie, consciente de ses devoirs, au service du plus noble idéal. Au moment de quitter votre capitale pour nous rapprocher des régions où la lutte se poursuit au milieu de difficultés telles qu'aucune autre des puissances alliées n'en rencontre de plus meurtrières, nous nous sentons profondément émus à la pensée de ces nobles soldats qui, transportés d'héroïsme, luttent sans trêve, non seulement contre un ennemi fortement retranché, mais aussi contre les obstacles les plus redoutables de la nature alpestre.

Tous savent en France combien rude est la tâche pour les armées d'Italie mais aussi quelle énergie incomparable vos soldats puisent dans la présence au milieu d'eux du souverain qui réclame sans compter sa large part de sacrifice et de danger.

C'est ainsi qu'héritière d'un long passé de gloire dans les armes comme dans les œuvres de l'art, l'Italie d'aujourd'hui prouve qu'elle est digne des grands ancêtres qui ont entrepris de libérer et d'unifier toutes les terres italiennes, celles que dominent les monts comme celles que baignent les rivages de la mer. Comment un tel chemin, quelque rude qu'il soit,

arrosé du sang des plus généreux de ses fils, ne mènerait-il pas à la victoire? Elle naîtra, soyez-en sûrs, de la continuité de nos efforts communs, chaque jour plus unis et plus solidaires; sur un seul front, face à l'ennemi, les Alliés poursuivront une lutte sans merci pour assurer le libre essor de l'esprit humain.

C'est dans cette foi que je lève mon verre en l'honneur de Leurs Majestés le roi et la reine, Sa Majesté la reine mère et tous les membres de la famille royale. Je bois à la grandeur de l'Italie, à la gloire de ses armes et je prie Votre Excellence de trouver ici, en même temps que nos vœux pour elle et les membres du gouvernement royal, l'expression de notre gratitude pour l'accueil fraternel que nous a fait votre belle patrie.

Après le déjeuner, un cercle a été tenu. M. Briand et les membres de la mission française ont eu des paroles cordiales pour toutes les personnes présentes. Ils ont ensuite visité les salles du musée Borghèse.

A 3 heures, les hôtes français et les personnages italiens ont quitté la galerie Borghèse. A leur arrivée et à leur départ, la foule, massée devant l'entrée de la galerie, a acclamé chaleureusement M. Briand et les personnalités françaises ainsi que MM. Salandra et Sonnino.

—*Journal des Débats*, 14 février, 1916.

XXX

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Les gens de Troyes en Champagne et de Chaumont en Bassigny, que je connais bien et qui sont de très braves gens, viennent d'avoir une charmante idée, toute française et que, j'imagine, on suivra partout. Chaque semaine, des familles bourgeoises, de grande et de moyenne bourgeoisie, invitent à déjeuner ou à dîner un jeune "poilu"[1] à la veille ou à l'avant-veille de partir au front. On lui donne le dîner de famille, un peu amélioré pour la circonstance; on y ajoute, par exemple,

[1] poilu—brave soldat.

un plat solide, un entremets sucré, quelques friandises et une bouteille de bon vin, naturel et vieux. *Vinum bonum lætificat cor hominum* : c'est un proverbe et presque un verset de chez nous.

Ces grands garçons ne se font pas prier. On a bon appétit à vingt ans et cela les change un peu de l'ordinaire qui, d'ailleurs, n'est pas mauvais. Ces invitations simples et cordiales, ces petits extras sans la moindre cérémonie, sont pour eux une bonne aubaine et, en dehors de toute idée de gourmandise, une vraie joie. Sans être insensibles à la bonne chère, ils sont encore plus touchés de la bonne pensée, du bon accueil et de la bonne grâce de leurs hôtes. Ils sont là comme chez eux ; ils y retrouvent avec délices quelque chose de la douceur et de l'intimité de la famille dont ils sont sevrés ordinairement. "Le régiment est une famille, lui aussi," dit le colonel ; oui, mais une famille un peu rude et qui n'empêche pas de penser à l'autre, sans qu'on en devienne un mauvais soldat, avec un soupir et un regret : ceux d'entre nous qui ont été internes, jadis, ont connu et comprennent parfaitement cet état d'âme, qui n'est pas seulement un souvenir de l'estomac . . . Ces jeunes "poilus," invités dans les familles, s'y tiennent très bien et l'on n'a qu'à se louer d'eux. Ceux qui reviennent de la tranchée payent leur écot en historiettes, en anecdotes de guerre, et on les écoute avec émotion ; ceux qui vont y aller s'y souviendront de leurs hôtes d'un jour et promettent d'envoyer de leurs nouvelles ; ils tiendront parole.

Ceux qui les reçoivent à leur table sont enchantés de les avoir au milieu d'eux. Vous vous souvenez de cette poésie touchante de Paul Déroulède : *la Bonne Vieille.* Une bonne vieille femme reçoit un soldat chez elle en billet de logement : elle le choie, elle le gâte ; le soldat s'excuse de tout le mal qu'il lui donne et se confond en remerciements. Elle lui dit : "Mange et bois, mon enfant, comme chez ta mère ;

J'ai mon gas soldat comme toi."

Une famille française est toujours contente d'héberger de jeunes soldats. Il y a, en ce moment, d'un bout à l'autre de notre pays, un courant de fraternité qui est une très belle et très bonne chose. Sans être rompues, ce qu'on appelait autrefois les barrières de classes et les distances sociales ont beaucoup fléchi : il y a, entre tous les Français, tant de souvenirs et de sentiments communs, tant d'espérances communes, qu'ils se sont rapprochés les uns des autres ; ils ont appris à se mieux connaître, à s'aimer plus et à s'estimer davantage. C'est un des beaux aspects et un des bons fruits de cette guerre, qui développe les meilleurs instincts dans les bonnes natures, si elle déchaîne les pires dans les mauvaises. Après la guerre, hôtes et invités se retrouveront et ce jour-là, si j'ose dire, on mettra du laurier dans les sauces. . . .

CIVIS.

-*Journal des Débats*, 22 février, 1916.

XXXI

LA DÉFENSE CONTRE LES ZEPPELINS

Sept aéroplanes allemands et un zeppelin abattus en moins de trois jours, c'est un assez beau tableau à inscrire à l'actif de l'aviation française ; c'est aussi la meilleure des représailles contre les pirates de l'air, et l'Histoire ne pourra pas dire que nous vengeons sur leurs femmes et sur leurs enfants les assassinats commis sur les nôtres ; c'est enfin la preuve que notre matériel et notre personnel ne sont pas, comme l'avaient prétendu les pessimistes, tellement inférieurs au matériel et au personnel de l'ennemi. Dans toute espèce de combat, il y a toujours naturellement une part très considérable réservée au hasard ; lors de la dernière incursion de la fin de janvier, le hasard ne nous avait pas été favorable. Et puis, sans doute aussi, la surveillance qui s'exerçait à cette date avec un peu de relâchement s'exerce-t-elle mieux aujourd'hui. En tout cas, les résultats acquis ne manqueront pas de causer chez nous une satisfaction très légitime.

Il importerait maintenant que cette satisfaction ne se tournât pas en folle confiance ; car, le 29 et le 30 janvier, si la défense aérienne du camp retranché de Paris se trouvait sous la direction d'une autorité peut-être plus politique que compétente, il faut reconnaître aussi que l'opinion publique a bien une certaine responsabilité dans la mort des vingt-cinq ou vingt-six malheureux qu'ont massacrés les explosifs de la "Kultur." Les Parisiens ou certains Parisiens commençaient alors à oublier que les envahisseurs campent encore à quatre-vingts kilomètres des fortifications ; quelques journaux, appuyés par des délégations que sollicitaient assidûment le gouvernement militaire, réclamaient qu'on rétablît l'éclairage de nos rues ; les noctambules et les débitants de spiritueux se plaignaient également avec amertume que l'insuffisance des moyens de transport les empêchât de se livrer comme par le passé à leurs distractions et négoces ordinaires. Bref, tout le monde croyait, avec une admirable sérénité, que les zeppelins ne reviendraient plus.

Ils sont revenus ; et, malgré le prix coûteux dont ils ont payé en trois semaines leurs expéditions sur la France ou sur l'Angleterre, ils peuvent revenir encore, puisque c'est le bonheur, ou du moins la consolation des populations allemandes dans leur misère, de savoir qu'on a fait couler un peu de sang innocent, ou qu'on a détruit quelques monuments d'art. Chacun de nous serait donc grandement fautif en élevant la plus légère plainte contre les précautions—parfois gênantes en effet—qu'estiment nécessaires ceux qui ont la charge de nous défendre. La guerre est la guerre, comme disent nos ennemis. Pendant que les combattants en supportent les dangers avec courage, c'est bien le moins que les civils en acceptent avec patience les simples ennuis.

—*Journal des Débats*, 23 février, 1916.

XXXII

LA NEIGE

J'ai connu au collège un petit garçon qui venait de la Martinique. La première fois qu'il vit tomber de la neige, il en ramassa précieusement une poignée qu'il mit dans son pupitre pour la montrer à sa mère quand elle viendrait en France. Les Parisiens sont un peu comme ce petit garçon. En paix, ils ont à peine le temps de l'apercevoir; le sel municipal la résout en une boue jaunâtre et liquide que les égoutiers s'empressent de pousser au ruisseau. Ils ont eu, cette année, le loisir de la voir; la neige parisienne, en temps de guerre, est un duvet de cygne et, comme nous tous, elle tient.

Elle tient sur les trottoirs, où des skis ne seraient pas inutiles; elle tient mieux que les piétons qui, chaussés de caoutchoucs, s'y livrent à des entrechats involontaires de patineurs novices; elle tient sur le pavé, à peine noircie par les rares voitures; elle tient surtout dans le jardin des Tuileries, déserté par sa clientèle de nourrices et d'enfants. C'était hier l'endroit le plus charmant de Paris, un jardin de l'Alaska dessiné par Le Nôtre. Il y avait peu d'amateurs pour goûter ce paysage; mais les quelques intrépides, enfonçant jusqu'aux chevilles, qui traçaient un sillon dans la longue avenue, n'ont pas eu lieu de regretter leur promenade.

Les dômes du Louvre, poudrés comme des seigneurs Louis XV, composaient autour du Carrousel une ville féerique; les fusains des petits squares, chargés de girandoles, étaient autant d'arbres de Noël auxquels il ne manquait que des jouets et que les rinceaux des grilles enserraient de dentelles; le givre, retenu sur les ressauts du palais, accroché aux frontons et aux entablements, marquait sur les murs sombres la fuite étincelante des lignes horizontales; on eût dit une de ces vieilles estampes où l'artiste, avec du noir et du blanc,

s'efforçait de perpétuer la splendeur des illuminations pour la naissance du Dauphin.

Le petit arc de triomphe, semblait perdu dans l'espace agrandi ; le pardessus de Gambetta ouaté comme une fourrure et devenu plus lyrique, redoublait la carrure puissante du tribun ; le long de la rue qui va[1] aux Pyramides, la silhouette des passants se découpait en ombre chinoise ; un charmeur, les pieds dans la neige, distribuait sa manne quotidienne aux moineaux tout noirs sur la blancheur des pelouses ; un croquemort, revenant du travail, ramenait au pas son carrosse funèbre ; son bicorne, emplumé d'argent, avait monté de cinq classes depuis le cimetière.

Les laideurs s'estompent. Le monument de Ferry et celui de Waldeck perdent de leur tristesse ; rendus méconnaissables, ils font moins disparate dans ce jardin royal peuplé de mythologies. Enée, portant son père Anchise, s'étonne de le trouver plus lourd de tout le poids de la neige ; Borée, ravisseur d'Orythie, tourne vers le ciel une étrange figure qui semble couverte d'un masque ; ce n'est plus le dieu de la bise ; c'est un pompier sauveteur, armé à la moderne contre les gaz asphyxiants.

Par de là le bassin, où le jet d'eau brille comme un cristal de roche dans une coupe d'opale, la perspective des statues et des vases s'allonge à l'infini sous le filigrane des branches et, tout au loin, l'aiguille de l'obélisque, comme une mince fumée grise, se dissout dans le brouillard.

—*Journal des Débats*, 27 février, 1916.

XXXIII

LA TÉNACITÉ FRANÇAISE

Un de nos hommes politiques disait l'autre jour aux parlementaires anglais qui nous ont honorés de leur visite "qu'il y a aussi une ténacité française." Il n'a dit que la

[1] **rue qui va**, rue des Tuileries qui mène à la rue des Pyramides.

vérité toute pure. Il n'y a guère, en effet, de peuple plus tenace que le nôtre et en voici, je crois, la raison : nous sommes une race paysanne ; tous ou presque tous nous sommes fils, petits-fils ou arrière-petits-fils de paysans. Je me plais à croire que nous ne rougissons pas de cette origine ; il n'y en a pas de plus ancienne et de plus illustre ; vous vous souvenez de la vieille chanson que chantaient autrefois les paysans de France et d'Angleterre : "Quand Adam bêchait et qu'Eve filait, qui donc était gentilhomme ?"

L'âme provinciale, chez nous, est tenace et chacune de nos provinces a son caractère original et distinct de ténacité. Nous disons couramment : "Têtu comme un Breton, comme un Normand, comme un Auvergnat" ; nous sommes tous, chacun à notre façon, tenaces et obstinés, d'un bout à l'autre de notre pays. Le Breton est tenace, comme son granit et ses bruyères, que cela n'empêche pas d'être roses ; le Normand, comme l'arbre de ses falaises, qui résiste au vent de mer, et comme ses pommiers aux fortes racines ; l'homme de l'Auvergne, du Cantal, du Rouergue et du Quercy, comme ses châtaigniers. Il n'est pas nécessaire pour être têtu d'avoir l'œil enfoncé, l'air violent, les muscles tendus, le front étroit ou barré ; il y a une ténacité souriante et souple qui n'est pas la moins inflexible. Le Champenois lui-même est tenace, comme sa vigne qui s'agrippe au sol. La ténacité du Parisien est légère et moqueuse ; celle du Lyonnais, concentrée ; celle du Provençal, chaude et remuante. Ronsard comparait notre race "au saule verdissant" qui ne cède ni aux injures du temps ni aux morsures du fer et qui ne se rend jamais.

Nous sommes tenaces dans nos idées, dans nos sentiments. Notre paysan de France n'a peut-être pas un grand nombre d'idées, mais il tient aux essentielles, il s'y accroche, s'y attache, de toute son âme et n'en démord pas. Nous sommes tenaces—toute notre histoire le prouve—dans nos amitiés : nous ne trahissons jamais ; gens de parole, nous tenons obstinément

et sans faillir les serments jurés. Nous sommes tenaces également dans nos antipathies, dans nos haines, et quelquefois dans nos préjugés. S'il est difficile de nous faire revenir d'une idée fausse, d'une opinion préconçue, qui se sont une fois emparées de nous, il l'est encore plus d'extirper, même par la menace ou l'intérêt, ce qui nous est entré dans la tête et dans le cœur et fait partie intégrante de nos âmes : les souvenirs de notre histoire, les leçons et les exemples de nos ancêtres car, si nous n'avons pas tous des aïeux, au sens aristocratique du mot, nous avons tous des ancêtres, les mêmes, qui nous ont légué leur âme, qui vit en nous, et à laquelle nous ne voulons pas renoncer.

Nous sommes tenaces à l'ouvrage et nous ne nous laissons pas rebuter par la continuité de l'effort. Regardez un paysan défricher et labourer sa terre, travailler d'arrache-pied sur un sol ingrat dont sa ténacité laborieuse finit par avoir raison. Nos ouvriers, l'ouvrier parisien lui-même, que l'on accuse parfois d'être amateur et intermittent, ne sont pas moins tenaces que nos paysans. Voyez l'ouvrier français, menuisier, serrurier, petit fabricant, à son établi ou à sa forge, ses outils en main. Il chante assez souvent, —même sans être peintre,—mais il ne flâne et ne s'endort pas ; il prend plaisir à son métier et à sa tâche, même rude ; il ne la quitte que lorsqu'elle est finie et bien finie, à son gré, à son goût et, comme il dit, "à son idée" ; il est "enragé" après elle, comme il dit encore ; son amour-propre corporatif et individuel est le stimulant de sa joyeuse et allègre ténacité.

Tous les jours, depuis plus de dix-huit mois, nous avons sous les yeux l'admirable preuve de cette ténacité de l'âme et de la race françaises. Et celle-là est héroïque ; c'est celle de nos soldats et de leurs officiers, dans la tranchée ou dans la bataille. *Tenir*, *tenue*, *maintien*, *ténacité*, sont des mots de même racine et qui participent du même sens. La tenue morale de notre nation, que des malveillants ou des jaloux

disaient étourdie, frivole et inconsistante, mérite aujourd'hui l'estime du monde; la tenue et le maintien au feu de nos soldats méritent et obtiennent son admiration. Ceux-là tiendront, n'en doutez pas, jusqu'au bout, jusqu'à la victoire définitive, qui les payera de leur effort, de leurs sacrifices, et qui sera la juste récompense de leur vaillante ténacité. Vous en avez vu sans doute quelques-uns et vous avez causé avec eux; vous avez lu leurs lettres, leurs journaux; vous savez quels sont leur entrain, leur patience inaltérable, leur bonne humeur. Je ne veux pas m'étendre là-dessus. Une des qualités maîtresses de celui qu'ils appellent avec autant de respect affectueux que de confiance "le père Joffre" (ce nom de "père" les soldats français l'ont donné jadis à Turenne) et des commandants d'armée ou des chefs de corps, n'est-ce pas cette ténacité sereine, qui, sans rien ôter à l'effort de son énergie et au calcul de sa prévoyance, se communique aux hommes, moins pour les électriser que pour les soutenir, et, d'un bout à l'autre du front, prévient, empêche ou arrête le fléchissement?

Il y a donc, il y a toujours eu, car elle n'est pas née d'hier et ce ne sont pas les circonstances qui nous l'ont donnée, une *ténacité française*, comme il y a toujours eu un élan français: *furia francese*. Cette robuste ténacité, qu'on veut bien enfin nous reconnaître et qui fait, à tort, l'étonnement de quelques-uns, a toujours été en nous, aux grandes époques, c'est-à-dire aux époques critiques et dangereuses, de notre histoire; elle nous vient de notre sang, de notre esprit, de notre caractère, de notre endurance; elle fait partie de notre apport, j'allais dire de notre outillage national, dans cette "lutte pour la vie," qui est la loi des individus et des sociétés; elle nous aide et nous soutient dans les travaux de la paix et dans les rudes besognes de la guerre . . . Nous avons aussi la conscience tenace: nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas nous

défaire, nous débarrasser des grandes idées, des grands principes, auxquels nos consciences se sont attachées. Les causes éternelles de la vie : l'honneur, le droit, la liberté, nous sont plus chères que la vie même. Nous avons toujours vécu ainsi et nous tenons à continuer.—S.

—*Journal des Débats*, 28 février, 1916.

XXXIV

UN CERCLE POUR LE SOLDAT

Rue Chevert, 15, au fond d'une cour. La façade vitrée annonce un bâtiment d'usine ; mais un drapeau flotte au-dessus de la porte : des plantes qui seraient vertes sans la neige encadrent le perron ; d'un ancien atelier de menuiserie on a fait le Cercle national pour le soldat de Paris.

Vers six heures du soir, les nouveaux arrivants ont peine à trouver de la place ; ils inscrivent leur nom sur un registre et l'on constate qu'ils viennent de tous les hôpitaux et de toutes les casernes ; ils ont traversé toute la ville pour venir chercher derrière les Invalides ce local étroit et modeste. Rien ne fait mieux l'éloge de la maison. Fondée en 1909 par un officier de réserve, le lieutenant Thorel, sous la présidence d'honneur du général de Lacroix, patronnée par toutes les notabilités militaires, philanthropiques et médicales, elle est vite devenue populaire, tant elle répondait à un réel besoin.

On a créé depuis quelques années des salles de réunion et de jeux dans les casernes mêmes ; elles sont utiles aux hommes que leur service ou l'éloignement de la ville empêchent de sortir ; mais ceux qui le peuvent aiment mieux prendre l'air du dehors et c'est là que le péril commence avec l'ennui. On entre au cabaret, on cède aux tentations de la rue ; on ruine par désœuvrement sa santé physique et morale. Le cercle hors la caserne, le cercle non officiel où chacun peut entrer gratuitement, dispute les militaires à ce double danger. Ils savent

qu'ils ont là comme une maison à eux où ils sont accueillis en frères, où ils trouvent des jeux, quelques rafraîchissements, de quoi écrire et faire leur toilette, où ils se divertissent et causent librement, sans autre restriction que de ne pas boire d'alcool et de ne pas lire de journaux politiques. Ouvert à tous, respectueux de toutes les opinions, le Cercle national et militaire, pour maintenir la concorde et justifier son nom, ne met à leur disposition que des journaux illustrés.

Au rez-de-chaussée, dans la première salle, le soldat trouve le registre d'entrée, le vestiaire où il accroche son sabre, son képi ou son casque, le lavabo et la petite cuisine où chauffe constamment le café. Le cercle en offre une tasse à chacun avec une cigarette. A gauche, deux autres salles, celle de correspondance et celle de lecture ; il y règne un merveilleux silence ; on entendrait une mouche voler.

Toutes ces salles, tendues d'andrinople, sont ornées de trophées, portraits de généraux, estampes militaires, reproductions de peintures de Neuville et de Detaille. L'escalier, paré de même, monte à une galerie plus vaste qui peut servir de salle des fêtes ; un théâtre la termine ; Amable, le peintre de l'Opéra, a brossé un décor pour cette scène minuscule à l'occasion de je ne sais quel gala. Pour le moment, le rideau est baissé ; il n'y a ce soir dans l'assistance ni monologuistes ni chanteurs ; la galerie des fêtes est devenue salon de jeu ; tout le monde y joue aux dames, deux par deux ou plutôt quatre par quatre, chaque partenaire étant flanqué d'un conseiller. Là aussi règne une atmosphère tranquille, faite de prudence et d'attention ; les joueurs méditent leurs coups ; on n'entend que le bruit des pions qui vont à dame et les coups de talon d'un amateur de danse qui, de temps à autre, esquisse un entrechat en nasillant de l'accordéon.

Le général Gallieni, dans une circulaire du 3 décembre, recommandait aux commandants de corps la création de cercles et de foyers du soldat, plus nécessaires depuis l'incorporation

de la classe 1917[1], la plus jeune qui ait jamais été appelée sous les drapeaux. Sa parole a été entendue ; pour ne parler que de Paris, plusieurs cercles nouveaux y ont été ouverts qui rendent de grands services. Mais, installés de manière provisoire pour la durée de la guerre, la plupart n'y survivront point. Le Cercle national de la rue Chevert est leur aîné ; il a six années d'existence et compte durer toujours. Il n'a pour subsister que les offrandes privées ; il mérite toutes les aides, tous les encouragements : sa légitime ambition serait de s'agrandir et de constituer une Maison du soldat digne de rivaliser avec celle que Londres possède depuis longtemps.—Z.

—*Journal des Débats*, 29 février, 1916.

XXXV

LA PROVENCE-II TORPILLÉE

Le ministère de la marine communique la note suivante :

Le croiseur auxiliaire *Provence-II*, momentanément affecté à des transports de troupes pour Salonique, a été coulé, le 26, dans la Méditerranée centrale.

D'après les renseignements parvenus à cette heure, 296 naufragés ont été ramenés à Malte et environ 400 à Milo par les patrouilleurs français et anglais qui ont rallié un appel par T. S. F.[2]

Les recherches continuent sur les lieux du naufrage.

D'après le témoignage de M. Bokanowski, député de la Seine, attaché à l'état-major de l'armée d'Orient, qui se trouvait à bord, aucun périscope n'a été aperçu, ni avant, ni après l'accident, ni non plus aucun sillage de torpille.

Aucune gerbe d'eau ne s'est produite au moment de l'explosion et la veille était très soutenue ; les armements des pièces sont restés à leur poste jusqu'au dernier moment.

---

[1] **la classe 1917,** les militaires qui auront 20 ans en 1917.

[2] **T. S. F.,** télégraphie sans fil.

Les noms des survivants seront affichés à la porte du ministère de la marine au fur et à mesure de leur communication.

La *Provence-II* était armée de cinq canons de 14 centimètres, de deux de 57 millimètres et de quatre de 47 millimètres.

Avant d'être réquisitionnée comme croiseur auxiliaire la *Provence-II* appartenait à la flotte de la Compagnie générale transatlantique. Lancée en mars, 1905, la *Provence-II* avait 190 m. 4 de longueur et un déplacement de 19,160 tonnes pour un tirant d'eau de 8 m. 15.

La vitesse du navire réalisée aux essais en avril 1906 atteignit 22 nœuds 1/2.

La puissance de ses turbines était de 30,000 chevaux.

Ce paquebot, très luxueusement aménagé, pouvait recevoir 1,382 passagers, dont 442 en première classe, 132 en seconde, et 808 en troisième.

La *Provence-II* comportait tous les perfectionnements modernes, notamment la télégraphie sans fil.

Sa première traversée fut effectuée le 11 mai, 1906.

Le nom du paquebot *Provence* a été modifié en *Provence-II*, après l'entrée de ce bateau dans la flotte auxiliaire de guerre, pour éviter toute confusion avec la *Provence*, cuirassé.

—*Journal des Débats*, 1er mars, 1916.

XXXVI

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Ceux d'entre nous qui respirent le plus librement ont eu, ces jours-ci, le cœur serré: la bataille de Verdun[1] pesait et pèse encore, comme un plomb, sur toutes les poitrines. Si tout le monde se taisait, on entendrait battre, je crois, le cœur de la France. Il bat toujours, un peu plus fort, mais d'un rythme normal et régulier. Sans nous congratuler sottement et nous jeter dans les bras les uns des autres, nous pouvons être contents, dans ces jours d'épreuve et d'attente, de la fermeté d'âme et de la tenue morale de notre cher pays.

[1] La bataille de Verdun a commencé le 21 février.

Vous vous rappelez l'admirable dessin du maître Forain[1] sur les *Civils* et sa légende toute spartiate : " Tiendront-ils ? " Ils ont tenu, ils tiennent encore ; ils tiendront, je pense et j'en ai la ferme conviction, jusqu'au bout. Il n'y a pas eu dépression dans notre pays, il y a eu anxiété ; la confiance n'a pas été ébranlée, le courage n'a pas fléchi, l'espoir non plus.

C'est une bonne chose que de ne pas perdre son sang-froid, de garder sa tête dans les jours anxieux. Ils ressemblent aux grandes émotions et ils nous en donnent d'ailleurs de fortes et de salutaires : ils nous rappellent au sentiment de la réalité, c'est-à-dire de l'épreuve, et, par suite, à celui du devoir ; ils suspendent les petits propos, les voix inutiles et discordantes. Ils mettent aussi en relief et en valeur le caractère et la personne de chacun ; ils montrent toute la distance qui sépare l'homme énergique et résolu de celui qui a peur et qui aime presque à faire peur aux autres ; le silencieux, qui se tait pour se recueillir et pour mieux écouter sa propre pensée, du bavard qui s'évertue en phrases et en gestes, pour laisser fumer au dehors son agitation ou pour dissiper son inquiétude en l'exprimant. Les gens de chez nous n'aiment pas les agités. C'est surtout en temps de crise qu'ils sont indésirables et malfaisants, et, s'il est naturel de ne pas les écouter, il est souvent difficile de ne pas les entendre : ils font tant de bruit ! Or, le bruit ne vaut rien, aux heures tragiques, en dehors du champ de bataille et de la ligne de feu.

Paris, vous le savez comme moi, est resté tranquille et calme, ces jours derniers, la France aussi. Il s'est fait tout à coup un grand silence, non pas morne et consterné, mais viril et stoïque. C'est dans un silence comme celui-là que communient le mieux toutes les âmes d'une nation ; que les impressions s'échangent, sans se traduire ; que toutes les volontés s'accordent. Il n'y avait qu'à regarder les yeux et les physionomies des gens que

[1]**Forain** (né en 1852), peintre et dessinateur, s'est fait connaître surtout comme caricaturiste.

l'on rencontrait sur son chemin. On ne se jetait pas sur les journaux avec une avidité inquiète ; on n'échangeait pas de banalités ou d'exclamations. Le son même des voix avait un peu changé ; elles avaient pris, naturellement, un timbre plus grave. Nous nous souviendrons tous de cette dernière semaine de février, 1916, qui aura marqué une date dans notre vie . . .

CIVIS.

—*Journal des Débats*, 2 mars, 1916.

XXXVII

CEUX QUI NE SONT PAS STRATÈGES

Comme on ôtait le potage : « Je ne suis pas stratège, dit mon voisin de droite, et pour rien au monde je ne voudrais me permettre une critique ; mais voici l'un des plus furieux assauts que l'Allemagne ait lancés contre nous. Pour préparer une pareille attaque, il faut à l'ennemi des semaines, des mois de travaux et de mouvements qui ne doivent point échapper à notre état-major. Il me semble (je le répète, je ne suis pas stratège), il me semble qu'il eût été bien simple de masser notre armée entière en avant de Douaumont."

A ce moment le maître d'hôtel me présentait les filets de barbue ; je découvris le flanc à mon voisin de gauche, qui aussitôt en prenant avantage : « Je ne suis pas stratège, fit-il, et je sens le ridicule qu'il y a pour les profanes à trancher du Napoléon ; mais enfin une chose me préoccupe. On dit que nous avons expédié de gros renforts à Verdun. Je le répète, je ne suis pas stratège, pourtant il faut prendre garde, une diversion allemande n'aurait rien d'impossible ; je trouverais un peu imprudent de dégarnir le reste de notre front."

J'abouchai l'homme de gauche avec l'homme de droit et, ayant fait ainsi l'agent de liaison, je leur laissai le soin de concilier les contraires. De l'autre côté de la table, un convive au ventre pacifique donnait cours à son ardeur martiale : « Je ne suis pas stratège et je n'ai pas la prétention

de donner des conseils au quartier général ; mais j'estime qu'il s'endort. Qu'attend-il pour déchaîner la contre-attaque? L'effort de l'ennemi est brisé. Fonçons sur ses lignes, que diable! Nous le repousserons jusqu'au Rhin!—Je ne suis pas stratège, insinua d'une voix douce un vieillard discret et courtois; je ne suis pas stratège et mon avis compte pour bien peu de chose, mais j'inclinerais plutôt vers une offensive, dût-elle n'être qu'une feinte, qui, détournant sur un point éloigné une partie des troupes de l'adversaire, décongestionnerait le secteur de Verdun."

Nous nous levions de table. J'espérais qu'au salon on parlerait d'autre chose, lorsqu'un inconnu me croisa devant la porte et me saisit par le bouton : "Je ne suis pas stratège et Dieu me garde de paraître jeter le blâme sur des chefs que nous vénérons tous ; mais il n'y a qu'une décision à prendre ; cela crève les yeux : l'offensive, Monsieur, l'offensive générale, de la Manche au Turkestan!" Je jetai vers la maîtresse de maison un regard de détresse ; elle vint à mon secours, et rieuse, en m'offrant une tasse de café : "Je ne suis pas stratège, dit-elle, mais si j'étais généralissime j'allongerais de six jours la permission de Georges."

Cependant, par la porte ouverte du fumoir, nous entendions la voix d'un homme politique : "Je ne suis pas stratège ; pourtant si j'étais militaire . . ." La jeune femme murmura : "Soyez plutôt maçon."[1] – Z.

—*Journal des Débats*, 2 mars, 1916.

XXXVIII

FRANCE ET ITALIE

Comme l'a dit hier M. Paul Deschanel, la manifestation faite par la Chambre italienne, le jour où elle ouvrait sa session, en l'honneur des soldats français et de la France,

---

[1]**Soyez, etc.** Vers de Boileau dans son *Art poétique* (ch. IV, v. 26) : *Soyez plutôt maçon, si c'est votre talent.*

"emplit nos âmes de fierté:" elle les emplit aussi de cette émotion profonde et très douce que l'on éprouve toujours aux moments tragiques de l'existence, lorsque, spontanément, les sympathies de nos amis et de nos proches viennent se grouper autour de nous; tandis que notre armée se bat pour les plus nobles des causes, ce nous est à la fois un réconfort puissant et une joie infinie de voir nos frères par le sang et par la civilisation, nos anciens compagnons de gloire de 1859, se joindre cordialement aux hommages que nous rendons à nos héros et à nos morts. Ils peuvent avoir l'assurance du reste que nous ne vivons pas cette guerre en une communion moins intime avec eux qu'ils ne la vivent, eux, avec nous; et tandis que leurs cœurs s'élancent vers les champs de bataille de Verdun, c'est avec un même élan que les nôtres se portent vers les lignes du Carso ou de l'Isonzo.

Si les acclamations françaises du Palais-Bourbon répondent ainsi aux acclamations italiennes de Montecitorio,[1] c'est que nous sentons tous mieux que jamais à l'heure présente combien nos destinées historiques, sans se confondre et sans même, pour le bien de l'humanité, que cette confusion soit souhaitable, sont néanmoins étroitement unies: "Mon souhait très fervent, avait dit M. Marcora, président de la Chambre italienne, est que notre nouvelle fraternité d'armes et de solidarité avec *la nation sœur* et les autres alliés consacre par la victoire sur les ennemis communs le triomphe des principes de civilisation, de liberté, d'indépendance des nations et de justice humaine."—"Nous attachons le plus haut prix, a dit M. Paul Deschanel, président de la Chambre française, à l'hommage rendu aux armées de la République par les représentants de la noble Italie, dont les drapeaux sont venus se joindre aux nôtres pour la défense de la civilisation et de la liberté, et nous aussi nous admirons l'héroïque effort des soldats de *la nation sœur*."

[1]**Palais-Bourbon**, nom du palais de la Chambre des députés à Paris comme **Montecitorio** l'est de celui de la Chambre italienne à Rome.

A Paris, tous les députés se levèrent pour écouter les paroles de M. Paul Deschanel ; à Rome, le public des tribunes lui-même applaudissait les paroles de M. Marcora. Et c'était là, semble-t-il, comme un premier et magnifique symbole de l'enthousiasme populaire qui nous soulèvera tous, des deux côtés des Alpes, lorsque nous apprendrons, d'une part, que le drapeau italien flotte définitivement sur les murs de Trieste, et, d'autre part, que le drapeau français a repris sa place sur la flèche de Strasbourg.

—*Journal des Débats*, 4 mars, 1916.

XXXIX

LE FRANÇAIS TEL QU'ON LE PRONONCE

Les étrangers tiennent le français pour une langue difficile ; il faut bien que cela soit, puisqu'à nous, qui le savons de naissance, il donne déjà tant de peine. Son orthographe capricieuse dresse aux écoliers des embûches que la plupart ne surmontent jamais ; sa syntaxe a des détours subtils où les plus fins s'égarent et lorsqu'on a appris à peu près à l'écrire, il reste à le parler.

L'accent varie d'une province à l'autre, au point que le français le plus correct, sur les lèvres agiles d'un Gascon ou d'un Languedocien, est d'abord incompréhensible pour l'oreille lente d'un homme du Nord. Chaque région, naturellement, trouve sa voisine ridicule et se croit seule dans le vrai ; Paris se flatte d'un langage modèle, sans se douter que l'un des pires accents est l'accent parigot.

Un des effets de la guerre aura été de nous apprendre un peu de géographie. Tel qui ne s'était jamais demandé où pose Salonique en décrit la banlieue comme il ferait d'Asnières et nomme les hauteurs qui bornent ce camp retranché aussi familièrement que le Mont Valérien. Nous avons appris surtout à connaître la France ; nous savons tous les noms des villages du front ou de l'arrière, mais, chose bizarre, personne

n'a la curiosité de savoir ni la chance de deviner comment ils se prononcent.

Non seulement les civils, qui les ont lus cent fois dans les communiqués, continuent de les épeler de façon incorrecte, mais des militaires même qui ont vécu longuement dans ces localités n'ont pas la moindre idée de leur véritable nom. Des centaines de mille hommes ont passé par Sainte-Menehould; ils ont dû causer avec les habitants; par quel phénomène un si petit nombre sait-il que l'on dit *Sainte-Menou?* Cette ville, si modeste qu'elle soit, n'est pas de celles qu'on découvre; l'art de ses charcutiers l'a rendue dès longtemps célèbre; le pied à la Sainte-Menou figurait avec honneur sur toutes les tables de nos pères; Brillat-Savarin, gourmet de bon langage autant que de bonne cuisine, ne l'aurait pu sentir à la *Sainte-Ménehoulde.* On dira que l'usage du pays est exceptionnel; on parlera de provincialisme et de patois local. Pas le moins du monde. Dans le vieux et vrai français, la prononciation des consonnes finales était extrêmement rare; on ne faisait siffler ni les *s* ni les *z*; on se gardait de marteler le *d* et le *t*; pour nous en tenir aux mots qui riment avec Sainte-Menehould, on a toujours dit *Arnou*, sans tenir plus de compte des deux dernières lettres que du *t* dans l'indicatif de *résoudre*, du *d* dans celui de *coudre* et dans le nom de Saint-Cloud.

Tout le monde dit: *Rallon*-l'Etape. On pourrait pressentir qu'il faut dire: *Ran*-l'Etape par analogie avec Laon. Ce n'est pas seulement une coutume de la région nord-est; tous les substantifs en *aon* se prononcent de même: paon, faon, taon; il n'y a pour faire exception à la règle que les noms propres qui viennent du grec: Lycaon, Phaon, Pharaon.

Tout le monde prononce *Crallonne*; les habitants disent *Craune*, se conformant en cela au parler ordinaire où l'on dit: une *paune* et non une *pallonne*.[1] Craonne n'est qu'une

[1] Il s'agit ici de la *paonne*, femelle du *paon*.

bourgade, mais l'histoire la connaît ; avant d'être témoin des luttes d'aujourd'hui, elle a vu l'une des dernières victoires des armées de Napoléon.

A mesure que l'instruction s'étend, que la lecture et le voyage sont permis à chacun, le peuple, qui apprenait le français par l'oreille, l'apprend aujourd'hui par les yeux ; il lit les noms des villes dans les journaux et sur les murs des gares ; il les épèle comme l'enfant en prononçant toutes les lettres. Dans nos vieux manuels de géographie, des notes avertissaient l'élève : "Prononcez *Sainte-Menou*, *Bry*, *Longhouy*."[1] Pourquoi ne le fait-on plus? Toute tradition qui se perd change le caractère et le visage du pays.—Z.

—*Journal des Débats*, 4 mars, 1916.

XL

AU FIL DE L'EAU

Comme les eaux de la Seine avaient baissé pendant la nuit, une des grosses péniches qui étaient amarrées depuis plus d'un mois près du pont de Solférino se décida, dimanche, à reprendre ses voyages et son travail. Un remorqueur trapu s'approcha d'elle et lança un câble ; il se dirigea d'abord en ligne oblique vers l'autre rive, puis, quand la corde se fut tendue, il cracha de la vapeur à droite et à gauche, comme un poney qui s'ébroue, et, à grand effort, piqua droit vers l'arche médiane du pont Royal. Et ainsi la péniche repartit lentement, dans la brume dorée du matin, pour porter son précieux chargement de houille à ceux de l'Est.

Un peintre, emmitouflé dans sa barbe et dans le col de sa pelisse, avait installé son chevalet au bout du pont, et jetait fiévreusement sur sa toile les premières touches qui devaient figurer les quais, le pavillon de Flore et la masse grisâtre de la Cité. Quelques passants s'étaient arrêtés aussi et regar-

[1] **Bry, Longhouy.** Les noms de lieux dont on donne ici la prononciation sont probablement Briey et Longwy.

daient avec bienveillance et satisfaction les efforts heureux de l'équipage. En un temps où le ravitaillement du pays pose les plus graves problèmes, tous ceux qui peinent pour l'assurer sont nos amis !

Les mariniers ont encore en eux, pour fixer l'attention des terriens, un peu de cette poésie qui s'attache à la vie des navigateurs. Leurs voyages sur les canaux sont à peu près dépourvus d'aventures et de dangers ; mais les belles allées mouvantes, sur lesquelles se promène leur maison de bois, sont de longs miroirs d'eau qui s'encadrent, à l'automne, de l'or des peupliers mélancoliques. Et quelle philosophie dans l'allure résignée des deux bourricots qui s'en vont sur le chemin de halage avant de rentrer, le soir, dans le bateau, comme dans une arche de Noé !

Lorsque j'étais enfant, j'ai lu et relu avec délices la *Belle Nivernaise* d'Alphonse Daudet, dans un petit volume spirituellement illustré par Myrbach. Cette célèbre péniche avait pour habitants le père Louveau—un brave homme—la mère Louveau—un cœur d'or—et une ribambelle de petits Louveau, plus un aide marinier qui avait une jambe de bois, avec une pie et un chien. Le ménage des pauvres bateliers recueille et élève un enfant trouvé, Victor, qui était (comme on le sut plus tard) le fils d'un riche et avare marchand de bois. Or, un jour de grande crue, la péniche est emportée par le courant de la Seine dans la traversée de Paris ; et elle se briserait contre une pile du pont des Arts si le jeune Victor, d'un sublime coup de barre, ne sauvait sa famille adoptive avec le bateau. Et quelque temps après, ayant retrouvé son père, qui est devenu tendre et prodigue, Victor épouse la petite Clara, fille aînée de ses bienfaiteurs. Et je m'attendrissais sur leur roman . . . Quiconque a su par cœur, à la tendre fleur de son âge, l'histoire de la *Belle Nivernaise*, ne peut pas ne point considérer tous les mariniers d'eau douce comme des gens pleins de mérite et dignes de sympathie !

Aussi, quand les journaux ont annoncé, cette semaine, que l'état-major de l'armée avait décidé de mettre en sursis d'appel, pour les renvoyer à leur bord, les mariniers auxiliaires ou appartenant à la réserve de la territoriale, ainsi que les spécialistes territoriaux, je me suis réjoui de savoir que l'activité de la batellerie redoublerait bientôt, pour la défense de la nation, sur les voies d'eau de France; mais je n'ai pas eu moins de plaisir à la pensée de la joie que vont éprouver une quantité de familles Louveau tout le long de nos rivières.—U. —*Journal des Débats*, 9 mars, 1916.

XLI

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Il n'y a plus aujourd'hui chez nous qu'une ligne politique, la ligne du front, qu'un parti, la France. Rappelons-nous plus que jamais la parole admirable de Vergniaud, à la tribune de la Législative, quelques jours avant Valmy: "Oublions tout, excepté la Patrie." Toutes les polémiques qui ressemblent à celles d'avant la guerre sont vaines et périmées; les pires de toutes, les plus stériles et les plus néfastes, sont celles qui ont pour but ou pour effet non seulement de nous désunir mais de nous énerver et de nous affaiblir en nous divisant. C'est déjà un méfait que de trahir le pacte consenti de l' "Union sacrée;" c'est un attentat que d'exciter des Français, des concitoyens, pendant la canonnade de Verdun, à la haine et au mépris les uns des autres. Ne nommons personne: le silence est une opinion, le dédain aussi. Tout homme qui préfère son parti à son pays, ses idées ou ses rancunes personnelles à son devoir présent et urgent, sa petite cocarde particulière au drapeau national, est un mauvais citoyen.

Chacun, dans notre pays, a fait son devoir, le fait encore et le fera jusqu'à la fin. Les socialistes ont fait bravement leur devoir de soldats et ne demandent qu'à continuer: tel anti-militariste notoire d'avant la guerre s'est battu, s'est fait tuer

comme un héros. Les instituteurs les plus syndicalistes ont été d'excellents soldats ; les curés aussi. Les listes sont là, et les citations à l'ordre du jour de l'armée, les Croix de Guerre, les rubans rouges, rouges de sang, suffisent à l'attester. Ne nous battons pas, nous autres, sur leurs tombeaux, nous indignerions leurs ombres sanglantes . . . Je l'ai déjà dit, je le répète, je le redirai encore, je voudrais pouvoir le crier, moi qui ne suis rien qu'une voix perdue : ne donnons pas aux Allemands qui nous regardent, qui nous observent, qui épient sournoisement nos moindres gestes d'énervement, de défaillance ou de discorde (c'est la même chose) cette joie inespérée de nous voir nous déchirer et nous diminuer nous-mêmes.

Nos chers soldats, à Verdun et ailleurs, nous donnent le bon exemple, suivons-le. Tous, sans exception, obéissent aux mêmes chefs, affrontent les mêmes dangers, mangent la même soupe, boivent le même café, chantent, sous la mitraille, la même chanson, la *Marseillaise* : " Allons, enfants de la patrie . . ." Croyez-vous que ces deux "poilus" qui se battent côte à côte, fraternellement, qui peut-être vont tomber ensemble, sous le même drapeau, pour la même cause, songent à se demander—l'ouvrier et le paysan, l'instituteur et le curé, le socialiste et le bourgeois, le riche et le pauvre—quelle est la couleur de leur opinion, la nuance de leur esprit et même s'ils ont un esprit et une opinion ? Ils en ont une, identique, française : c'est qu'il faut vaincre à tout prix, tenir jusqu'au bout, délivrer le sol natal, repousser et reconduire l'ennemi qui, certes, est le même pour tous, sans équivoque et sans discussion. Après, on verra. Mais s'escrimer, de la plume, dans des querelles de partis ; se battre . . . les flancs, dans une salle de rédaction, autour de ce misérable petit "entonnoir" qu'on appelle un encrier, pour rallumer d'anciens différends ou assouvir de

vieilles rancunes, c'est la plus triste des campagnes et la plus niaise des petites guerres—oh ! oui, toute petite celle-là . . .

CIVIS.

—*Journal des Débats*, 11 mars, 1916.

XLII

LA RUPTURE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE PORTUGAL

Nous avons dit hier que les relations de l'Allemagne et du Portugal étaient devenues très difficiles, que les familles allemandes quittaient en hâte Lisbonne et qu'une rupture des relations diplomatiques était à prévoir. C'est hier qu'elle a eu lieu.

Voici la dépêche officielle que l'on a reçue à Genève, transmise par l'agence Wolff :

Berlin, le 9 mars.—(Officiel.)—Le ministre d'Allemagne à Lisbonne a été avisé qu'il avait à réclamer aujourd'hui ses passeports au gouvernement portugais en lui remettant une déclaration detaillée. Le ministre du Portugal à Berlin recevra en même temps ses passeports.

Cette décision ne peut pas surprendre. Elle était presque fatale après la saisie des navires allemands et le silence catégorique par lequel le Portugal répondit aux impérieuses sommations allemandes.

D'ailleurs, depuis le début des hostilités, le Portugal était, en fait, en état de guerre avec l'Allemagne. Le gouvernement impérial essaya, en effet, de s'emparer de la colonie de l'Angola ; cette tentative échoua piteusement.

L'*Officiel* de Lisbonne publie un décret convoquant immédiatement les réservistes de la marine.

A Madrid, un Conseil des ministres s'est tenu pour étudier la situation créée par la rupture des relations du Portugal avec l'Allemagne.

—*Journal des Débats*, 11 mars, 1916.

XLIII

POUR LA BELGIQUE

Manifestation de l'Alliance franco-belge au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne

Cet après-midi, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Paul Deschanel, de l'Académie française, président de la Chambre des députés, et en présence de M. le Président de la République et du corps diplomatique, l'Alliance franco-belge organisait, avec le concours de la *Revue hebdomadaire*, une manifestation en faveur de la Belgique.

M. Raymond Poincaré et Mme Raymond Poincaré étaient entourés des membres de la légation de Belgique, des membres du corps diplomatique et des représentants des grands corps de l'Etat.

Après l'exécution de la *Marseillaise* par l'orchestre, M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, ouvre la séance et prononce le discours suivant :

Discours de M. Paul Deschanel

M. Paul Deschanel salue les personnalités belges présentes à la cérémonie. Les Belges, d'ailleurs, ne sont-ils pas des compatriotes ? Le malheur a fait aux Belges et aux Français une seule âme, un seul cœur. Puis le président de la Chambre des députés fait un éloquent éloge de la Belgique, qui, si noblement, a exprimé à l'Allemagne son mépris.

Chère et noble Belgique, dit M. Deschanel, notre sang coule pour ta liberté comme ton sang a coulé pour notre salut. Ta chair est notre chair. Ta sublime résistance a sauvé notre civilisation. Où que tu sois, en tes fils dispersés, en tes fils opprimés, en tes fils morts, en tes laboureurs, tes artisans, tes ouvriers, en tes travailleurs de la pensée et de la plume, en tes soldats opiniâtres, en tes échevins et tes bourgmestres sans peur, en tes prélats pour qui la foi ne fait qu'un avec la bonne

foi, en tes gouvernants, en ton roi, qui fait penser au mot de Kant : "Deux choses me remplissent d'une admiration toujours grandissante : le ciel étoilé sur ma tête et la loi morale dans mon cœur" ; en ta reine charmante, tout courage, elle aussi, tout intelligence et tout dévouement ; ô Belgique, ô ma seconde patrie, je vénère en toi la pure cime de l'idéal : l'honneur !

Et nous Français, en cette heure de danger et de gloire suprêmes, renouvelons ici le serment sacré de ne pas déposer les armes avant d'avoir rétabli cette loyale et fière nation dans sa pleine existence !

Vive la Belgique libre et glorieuse !

L'assistance, très émue, applaudit avec enthousiasme.

Le quatrième discours a été prononcé par M. le baron Beyens, ministre des affaires étrangères de Belgique.

Discours de M. le baron Beyens

L'orateur a rappelé les souvenirs—souvenirs d'élève du collège Rollin, souvenirs d'étudiant—qui le rattachent à notre enseignement ; ceux aussi qui le rattachent à la politique de la France, car, on ne l'a pas oublié, au moment de l'affaire d'Agadir, M. le baron Beyens était ministre de Belgique à Berlin. L'éminent homme d'Etat a insisté sur les inquiétudes et les angoisses que causèrent, chez les amis de la paix, les visées politiques de l'Allemagne et ses intrigues.

M. le baron Beyens a provoqué les applaudissements de l'assistance en faisant allusion à la fidélité de la Belgique à ses engagements, au martyre qui lui fut imposé du fait de cette fidélité.

Nouveaux applaudissements, nouvelles acclamations quand il rend hommage à l'armée de la Belgique et à son noble roi.

M. le baron Beyens a terminé ainsi :

A l'heure sombre où nous sommes, la Belgique enchaînée et muette ne répond que par un stoïque mépris aux violences comme aux insinuations qui alternent dans le système d'oppression employé par l'ennemi. Il voudrait que lasse de souffrir elle implorât la paix d'une plainte qui se fasse sentir jusqu'au Havre . . .

. . . Le peuple belge, Messieurs, est résolu à souffrir jusqu'à l'heure de la délivrance, jusqu'à l'heure de la justice et des inévitables réparations, à l'exemple de son grand cardinal, cette pure image du patriotisme le plus ardent.

La Belgique dans la nuit qui l'entoure, dans ce silence de prison qui la sépare du monde extérieur, a entendu en tressaillant le canon lointain de Verdun. Elle a compris qu'une partie formidable se jouait là en ce moment, où la vaillance française sert de rempart à la liberté des nations contre la puissance forcenée qui a juré de les asservir. De l'arrêt ou de l'avance du militarisme allemand dépendent l'avenir de l'Europe et celui des petites nationalités, désireuses de vivre, de s'épanouir librement, d'apporter le tribut de leur travail et de leurs efforts au progrès général de l'humanité. L'histoire nous enseigne que l'équilibre européen ne se déplace jamais qu'un instant sous la poussée des conquérants et qu'il résiste aux oscillations que leur ambition lui imprime.

Il en sera de même cette fois encore. La force brutale ne peut pas tuer la vie des peuples qui ont la volonté de vivre. La carte de l'Europe peut se modifier, mais elle ne revêtira pas une teinte uniforme, celle d'une sorte de saint empire germanique, parodie et résurrection du passé. Les éléments ethniques qui auront prouvé leur vitalité finiront par se reconstituer et par reprendre une existence commune, dans une atmosphère purifiée au souffle bienfaisant de la paix. Les petites nations n'oublieront pas alors ce qu'elles devront à la France. Ce sera un des plus beaux titres de gloire de votre pays, Messieurs, d'avoir été le principal ennemi, comme vient

de l'appeler Guillaume II, des oppresseurs et le valeureux soldat de l'indépendance des autres nations.

Des acclamations, des bravos, des cris de "Vive la Belgique!" saluent cette émouvante péroraison.

—*Journal des Débats*, 12 mars, 1916.

XLIV

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Nous avons le droit d'être fiers, d'être satisfaits et presque joyeux. L'idée ne nous viendra certainement pas de faire les vantards et les fanfarons : ce n'est pas dans notre nature ; nous sommes, au fond, plus modestes qu'on ne le croit, qu'on ne le croyait du moins, en Allemagne et un peu partout, avant cette guerre. Ne prenons pas à notre ennemi les défauts que nous lui avons justement reprochés : la vantardise et l'outrecuidance. Nos admirables soldats et les chefs qui les commandent n'ont pas besoin d'être fleuris et enguirlandés de compliments hyperboliques ; ils savent ce qu'ils ont fait et ils ont conscience de leur effort. Ne versons pas, d'autre part, dans cette modestie élégante, mais exagérée. A chacun son dû. Nous ne serions pas seulement injustes, nous serions ingrats si nous ne décernions pas tous, d'un même cœur, à notre armée glorieuse et à son haut commandement le tribut d'éloges qu'ils ont si amplement mérité.

Ne méprisons pas non plus notre ennemi, sans le flatter par des compliments hypocrites et à double fin. L'Allemagne n'est pas à bout et encore moins à bas. Elle a perdu, je crois, son panache, mais elle a encore son casque—et son armure. Vous vous rappelez les anciennes rodomontades de Guillaume II : "L'épée aiguisée, la poudre sèche." Le glaive allemand est ébréché, mais le poignet qui le tient est encore valide ; la poudre allemande a été mouillée par l'Yser, par la Marne et par la Meuse, mais il en reste toujours à l'Allemagne une

bonne provision. Ses soldats se battent bien ; depuis quelque temps, leurs officiers, sur un ordre venu de l'empereur, se font tuer à la tête de leurs troupes, comme les nôtres. Ne nous exagérons donc pas l'usure et la dépression de l'armée allemande, bien que ses pertes, en hommes et en matériel, aient été considérables. Ne nous exagérons pas davantage l'épuisement et la lassitude du peuple allemand lui-même : il est toujours endurant et discipliné ; ne prévoyons pas, avec trop d'optimisme, un éboulis soudain du colosse, ébranlé sans doute sur sa base mais resté debout.

Ne nous endormons aujourd'hui ni dans des espérances prématurées, ni dans une demi-paresse, qui serait la pire des fautes. C'est le moment, au contraire, de redoubler de vigueur, d'énergie et d'activité. Nous pouvons être tranquilles du côté du front : la résistance n'y a jamais été plus résolue, le courage plus brillant et plus hardi, le mépris de la mort plus héroïque. Nous ne serons dignes de nos chers soldats que si, à l'arrière, nous montrons, nous aussi, dans notre petite mesure, le même esprit de dévouement, d'endurance et de sacrifice ; si nous sommes patients et tenaces, jusqu'à la fin, si nous nous serrons fidèlement, étroitement, autour de "l'autel de la Patrie," comme on disait autrefois, sous le drapeau national, qui est celui de tous les Français. Ce que nous sommes est bien peu de chose à côté de ce que sont nos chers soldats ; ce que nous faisons n'est presque rien, au prix de ce qu'ils accomplissent tous les jours. Pour avoir le droit d'être fiers de nous ou, au moins, d'en être contents, tâchons, chacun à notre poste et dans notre emploi, non pas de les égaler, ce n'est pas possible, mais de leur ressembler de plus en plus. . .

CIVIS.

—*Journal des Débats*, 14 mars, 1916.

XLV

UNE CONFÉRENCE DE L'ABBÉ WETTERLÉ

Rouen, le 12 mars.—En présence des autorités civiles et militaires et d'un public choisi, l'abbé Wetterlé, ancien député au Reichstag, a fait, au théâtre des Arts, à Rouen, une conférence au profit des œuvres de guerre, sur "l'état d'âme présent et passé des Alsaciens-Lorrains."

L'orateur a indiqué le grand nombre de généraux, d'officiers et d'engagés volontaires alsaciens-lorrains dans l'armée française et a montré "l'attachement de ses compatriotes à la France, leur patrie, comme l'ont juré Keller et Grosjean, à l'Assemblée nationale de 1871."

Des applaudissements répétés ont accueilli les paroles de l'abbé Wetterlé.

-*Journal des Débats*, 14 mars, 1916.

XLVI

LES DEUX ÉCOLES

Sur cette ligne de tramways, il y a deux conductrices ; à quelques minutes près on rencontre l'une ou l'autre, la blonde si l'on est en avance, la brune si l'on est en retard.

La blonde a des cheveux fins, des yeux tendres, une douceur que le bonnet de police rend plus douce par contraste ; fluette et souple, elle se faufile entre les voyageurs encaqués dans le fourgon sans déranger personne, fait la recette en silence, ne se trompe jamais, ne donne point un billet de 10 centimes à qui en veut un de 15, assiste patiemment aux fouilles de la grosse dame qui cherche son porte-monnaie d'abord dans son manchon, puis dans son sac à main et finalement le tire de son corsage ; d'un signe imperceptible elle salue l'habitué avec une gentillesse de petite souris blanche ; c'est Cendrillon receveuse de tramways.

La brune est Jeanne Hachette.[1] Haute en couleur, le bonnet sur l'oreille, elle a pris avec cette coiffure guerrière la mine et le ton du commandement. Pareille au capitaine de navire, elle est maîtresse à bord et il n'y a pas d'observation à lui faire quand elle crie : *CarrouSSel!* comme elle criait *l'IntranSSigeant.* Les bras en travers de la coupée elle défie l'abordage ; lorsqu'elle a décidé que "c'est complet," n'essayez pas d'accoster, même si vous apercevez de la place sur le gaillard d'arrière : impitoyablement, elle vous rejetterait à l'eau.

Ses tournées de recettes sont des attaques brusquées ; elle fonce dans le tas, aplatit les obèses, fait chanceler les maigres et, si quelqu'un réclame, elle exige des égards : "Je suis polie avec les voyageurs." Elle a le verbe imagé. Le courant vient-il à s'interrompre ? elle dit : "N'y a pus d'jus." En montrant le clavier de bois où s'alignent ses tickets, elle l'appelle : "Mon piano." Parlant bien, elle parle beaucoup et volontiers s'exprime par sentences : "N'y a pas d'arrêt au Pont des Arts. Si vous tombez, *c'est pour* vous." Elle excelle dans la controverse ; elle y répond aux messieurs avec plus de verdeur, aux dames avec plus de mépris.

Comme les militaires, elle aime à conter ses campagnes, qui sont ses différends avec sa clientèle : "Pas plus tard que la semaine dernière, Monsieur, un vieux m'a attrapée parce qu'un voyageur était descendu en marche. J' peux pourtant pas les retenir par les jambes ! . . ." A ce moment, une femme poussa un cri de détresse ; l'Amazone, toute à son histoire, avait brûlé l'arrêt des Tuileries : "Mais, Madame, je voulais descendre !—Mais fallait le dire, Madame.—Mais je l'ai dit, Madame ; je l'ai dit au pont d'Iéna.—Au pont d'Iéna, Madame ? Pourquoi pas au Point-du-Jour ?" . . .

[1] **Jeanne Hachette,** née vers 1454, morte à une date inconnue, se distingua au siège de Beauvais en 1472 en luttant contre les Bourguignons sous Charles le Téméraire.

"Non, des fois, que je lui dis à ce vieux, vous ne voulez tout de même pas que je les retienne par les jambes! . . . Eh bien! vous ne savez pas? à la station suivante, ce vieux-là aussi a descendu trop vite: il s'a cassé la tête contre le trottoir, même qu'il est mort le lendemain à Beaujon."

Nous approchions du Louvre. La dame au bonnet de police nous bouscula pour faire le ménage, fermant la porte de droite, ouvrant celle de gauche, sans cesser pour cela son discours: "Quand Hon peut descendre en marche, on descend; quand Hon peut pas, on fait pas le jeune homme." Ayant proféré cette maxime, elle retourna sur nos pieds une plaque de fonte et d'une voix qui ne souffrait point de réplique: "Terminus! dit-elle, tout le monde descend!"—Z.

—*Journal des Débats*, 15 mars, 1916.

XLVII

DÉPUTÉS MORTS SUR LE FRONT

M. Paul Deschanel a rendu hier à la mémoire de M. André Thome, député de Seine-et-Oise, tué sous Verdun, l'hommage ému qui lui était dû, et auquel toute la Chambre s'est associée d'un cœur unanime. C'est le sixième membre de la Chambre qui paye son tribut à la patrie en danger. Le souvenir des collègues ainsi disparus est glorifié pieusement au Palais-Bourbon, et leur siège vide, voilé de crêpe, est un témoin éloquent de leur héroïsme. Il convient de rappeler les noms de ces représentants du peuple qui ont mêlé leur sang à celui de leurs électeurs, et qu'une plaque de marbre mettra éternellement, nous n'en doutons pas, sous les yeux de leurs successeurs. Ce sont: Chevillon (Bouches-du-Rhône), de la gauche radicale; Pierre Goujon (Ain), de la gauche radicale; Chaigne (Gironde), des républicains de gauche; Proust (Savoie), du groupe des non inscrits; Nortier (Seine), de la Fédération républicaine, et Thome (Seine-et-Oise), de la

gauche démocratique. Leurs compatriotes et leurs groupes, plus particulièrement frappés, ne les oublieront pas et tiendront à monter la garde d'honneur de leur cercueil.

—*Journal des Débats*, 16 mars, 1916.

XLVIII

LE RETOUR DU POILU

Depuis dix-huit mois qu'il ne se rasait plus, il avait une moustache de Gaulois, une barbe de sapeur, des favoris qui lui masquaient les yeux ; c'était le poilu le plus poilu de toute la compagnie. Quand il pensait à son village de Touraine, il riait de la surprise qu'auraient les gens de là-bas.

Sa première permission de six jours lui arriva si brusquement qu'il n'eut pas le temps de prévenir ; il mit une boule de son dans sa musette et sauta dans le train. Il roula deux jours et deux nuits. De la gare au village, il y avait un ruban de queue ; il le fit au pas de charge et il avait si fière allure sous sa capote boueuse et sous sa bourguignotte que les passants saluaient avec admiration ce gaillard à tous crins.

A l'entrée du village, le facteur finissait sa tournée, le père Leret, un bonhomme qui n'avait d'autre défaut que d'aimer un peu trop la causette chez les marchands de vins. " Bonjour ! —Bonjour ! " Ils échangèrent quelques paroles cordiales ; mais le poilu vit bien que le facteur ne le reconnaissait pas. " Qu'est-ce qu'on dit chez vous ? —Dame, on dit que c'est long. —Patience ! ça finira.—Ça finira ? . . on dit que sans les curés ça n'aurait peut-être pas commencé . . . on dit aussi qu'ils ne se battent guère. —Il ne faut pas dire ça, mon brave ; j'en ai un dans ma tranchée ; il se bat juste autant que moi.—Peut-être bien."

Le voyageur continua sa route, descendit la grande rue, passa devant la fontaine où les laveuses sourirent à sa belle mine et, tournant près de l'église, frappa au presbytère. Une femme

entr'ouvrit ; c'était une vieille à papillotes, robe et tableaux noirs, moitié domestique, moitié dame, d'une amabilité tempérée de méfiance. A la vue du militaire, son front se rembrunit : "Qu'y a-t-il pour votre service ?—Mademoiselle, dit l'inconnu, je suis en permission, de passage dans le pays ; je viens vous demander pour ce soir le vivre et le couvert.—Monsieur le soldat, je regrette infiniment ; mais ce n'est pas possible : monsieur le curé n'est pas là, il est au front.—Je le sais, Mademoiselle ; nous sommes de la même compagnie et c'est lui qui m'envoie. Il m'a dit "présente-toi de ma part à Euphrasie" et il m'a assuré que je serais bien reçu."

Euphrasie leva les bras au ciel. "Voilà bien Monsieur le curé ! il sera toujours le même ; il nous enverra toute la troupe. Depuis qu'il est parti, Monsieur, ça n'arrête pas. Un jour l'un, un jour l'autre ; c'est à croire que l'armée entière connaît Monsieur le curé. Je m'attends qu'un de ces matins il m'enverra le général Joffre ! Au temps d'aujourd'hui, tout cela coûte : nos poules ne pondent pas ; le boucher ne donne pas sa viande pour rien ; le boulanger non plus ne travaille point gratis et Monsieur le curé n'est pas riche. C'est l'agneau du bon Dieu ; mais il n'a point de raison. S'il faut que je nourrisse tout ce monde-là, n'y a pas de fortune qui y résisterait. Telle que vous me voyez, Monsieur le soldat, j'en ai déjà trois là-haut, et qui mangent et qui boivent ! Je n'ai jamais vu des appétits pareils. On dirait qu'ils n'ont rien eu sous la dent depuis le mois d'août de 1914. Voyons, Mademoiselle, quand il y en a pour trois, il y en a pour quatre. Je ne suis pas exigeant : je ne demande qu'une paillasse, une chopine et une miche . . ."

—"Allons, entrez, dit Euphrasie ; je ne peux pas renvoyer un homme qui vient de si loin. Et puis un de moins, un de plus ! Mais il n'y a pas de bon sens ! Les militaires ont dévoré toutes mes rillettes, toutes mes confitures ; ils ont bu

notre Bourgueil,[1] ils ont bu notre vin de messe. Le bien de M. le curé y passera. Quand il n'aura plus le sou, c'est-il le gouvernement qui voudra lui en rendre ?"

Le voyageur avait déposé son casque et sa musette. Assis près de la cheminée, il regardait mademoiselle mettre la nappe et le couvert ; la brusquerie de ses gestes montrait qu'elle n'était pas calmée. Du fond de la cour on entendait des aboiements furieux : "Vilaine bête ! maugréait la vieille bonne ; attends, attends, je vais chercher le martinet ! Mais qu'est-ce qu'elle a, à faire un bruit pareil ?" A ce moment, la porte ayant cédé, un molosse fit irruption dans la salle à manger et, renversant les chaises, se rua comme une trombe sur l'inconnu qu'il couvrit de caresses : "Ah ! mon vieux Tom, dit le militaire, tu me reçois mieux que Phrasie ! --Jésus ! s'écria mademoiselle, ce serait-il vous, Monsieur le curé ?"—Z.

—*Journal des Débats*, 17 mars, 1916.

XLIX

DIVERS

Le général Roques

Le nouveau ministre de la guerre a passé la majeure partie de la journée d'hier rue Saint-Dominique, où il a pris contact avec ses services et conversé notamment avec les collaborateurs de son prédécesseur. Il a également reçu quelques parlementaires.

Le général Roques n'a pas encore constitué son cabinet. Toutefois, il a amené avec lui de son quartier général un de ses officiers d'ordonnance, le capitaine Moulin, qui demeurera sans doute parmi ses collaborateurs.

Le général Gallieni

Le général Gallieni, ancien ministre de la guerre, qui, on le sait, est actuellement à Versailles a reçu, jeudi, la visite du Président de la République.

[1]**Bourgueil**, un bon vin rouge de la Touraine.

Le général Gallieni sera opéré prochainement à l'hôpital de la rue Maurepas par le docteur Luis, assisté du docteur Marion.

L'incorporation de la classe 1888[1]

Le gouvernement a décidé qu'une première fraction de la classe 1888 sera convoquée. L'incorporation est fixée au 31 mars. Seront seuls appelés les célibataires et les hommes mariés, veufs et divorcés sans enfant vivant. Seront considérés comme vivants les fils tués à l'ennemi ou morts en service commandé des suites de blessures. La totalité du contingent sera employée dans les usines de guerre ou divers services spéciaux de l'intérieur.

—*Journal des Débats*, 19 mars, 1916.

L

LA LIGUE DES ÂMES

L'Allemagne avait déjà des cartes de pain, des cartes de beurre, etc ; elle a maintenant des cartes impériales de condoléances. En Allemagne comme en France, il n'y a plus guère de famille où le deuil ne soit entré. On dit que l'empereur Guillaume a fait imprimer des cartes de condoléances qui sont adressées de sa part à toutes les familles affligées. En voici la formule : "Je jure que je n'ai pas voulu cette guerre et je m'associe à votre chagrin." Il jure ! . . . L'empereur lève la main devant le tribunal de Dieu et le prend à témoin. Est-ce un faux serment, un mensonge de plus ajouté à tant d'autres, une sorte d'inconscience, cynique ou naïve, ou le commencement du remords ? On ne sait.

On voudrait croire que c'est un remords, mais celui-là est tardif et irrecevable. Si l'empereur n'a pas voulu la guerre, c'est lui qui l'a déclarée. En admettant même que la responsabilité en retombe surtout sur son fils, le prince

---

[1] **la classe 1888**, les soldats qui en 1888 avaient 21 ans.

héritier, le hussard de la Mort, et sur sa séquelle abominable de chefs de guerre, qui croyaient marcher dans le sang à la victoire, à la conquête et au profit, Guillaume II est le grand coupable, puisqu'il pouvait s'opposer d'un mot à la tuerie et qu'il l'a déchainée. Il n'avait qu'à froncer le sourcil et à dire : *Veto* ; il a levé son bâton de commandement. L'histoire ne l'appellera ni Guillaume le Conquérant, ni Guillaume le Fol, pour avoir été la dupe de son rêve, ni Guillaume le Débonnaire, pour avoir cédé à son fils ; elle l'appellera, elle l'appelle déjà Guillaume le Boucher. Sa race et son peuple seront condamnés avec lui. L'impérialisme prussien a rendu l'Allemagne orgueilleuse, jusqu'au vertige ; le militarisme prussien l'a rendue féroce. Encore plus sévère que nous, la postérité en gardera le souvenir et l'horreur.

Dès maintenant, il y a contre l'Allemagne une Ligue des âmes. Ce n'est pas encore une Ligue des Neutres, mais cela viendra et le jour est proche. De neutres d'ailleurs, j'entends de neutres placides et indifférents, dans ce drame affreux d'où sortira l'Europe de demain, il n'y en aura bientôt plus. Quelques Etats, en petit nombre, observent encore ce qu'ils appellent une stricte neutralité : les uns sont retenus par la peur, les autres par l'intérêt, d'autres par une vague métaphysique qui se refuse à prendre parti dans ce duel du Juste et de l'Injuste pour planer soi-disant au-dessus de la mêlée. Les âmes libres, fières et droites, à quelque pays qu'elles appartiennent, ne sont plus neutres ; les consciences ne peuvent plus l'être ; elles doivent se prononcer dans la querelle qui ensanglante le monde et qui, grâce à Dieu, le transformera.

La France, notre "douce France," n'a rien à craindre, ni aujourd'hui, ni demain, du verdict des hommes. On savait, elle prouve et démontre, chaque jour, qu'elle ne se bat pas pour elle seule dans un esprit de conquête et d'asservissement, pas même dans un espoir égoïste de revanche. Elle se bat,

elle verse, tous les jours, le plus pur de son sang, le meilléur, le plus généreux, pour la liberté du monde, pour la liberté même de ceux qui se contentent de lui exprimer une admiration platonique et des sympathies inactives. C'est elle qui pourrait dire, à la face du ciel et de la terre, sans avoir besoin d'envoyer des cartes pour cela: "Je jure que je n'ai pas voulu cette guerre." Elle a le droit d'ajouter: "Mais je la mènerai, je la soutiendrai jusqu'au bout, avec l'aide de mes loyaux et fidèles alliés, et de telle sorte que nous clorons peut-être, pour longtemps au moins, l'ère de ces boucheries, nées de l'orgueil meurtrier d'une nation de proie ou de la folie et du caprice d'un despote sans entrailles.

> Mon nom sous le soleil est France :
> Je reviendrai dans la clarté ;
> J'apporterai la délivrance ;
> J'amènerai la liberté. . .
>
> (VICTOR HUGO. *Légende des siècles.* 1[re] série).

Prenons patience et ne hâtons pas la Destinée ; ne la fatiguons pas de vœux inutiles. Chacun des jours qui viennent nous apporte la promesse et l'augure de notre victoire, qui sera celle du Droit, de l'Idéal, de l'Humanité, de la Lumière. L'Allemagne en a déjà le pressentiment ; elle en aura bientôt la démonstration ; elle s'en inquiète, elle en gémira. Et alors elle flétrira, de tout son ressentiment, elle maudira de toute son âme, enfin réveillée, ceux, quels qu'ils soient : empereur, rois, princes, généraux, ministres, qui l'auront jetée dans cet abîme de honte et de maux où son honneur et sa prospérité auront péri. Chaque jour que Dieu fait, elle sent, elle voit se resserrer autour d'elle, comme un étau et presque comme un carcan, cette Ligue des âmes qui l'emprisonne, qui la gêne, et qu'elle essaye vainement de briser par des menaces, par des habiletés, par des mensonges, par des excuses. Elle a beau plaider : on ne la croit plus ; elle a beau crier : on ne la craint plus. La Prusse a porté malheur à l'Allemagne ; l'Allemagne

a porté malheur et jeté un sort à ses alliés et à ses amis dont quelques-uns sont à la veille ou à l'avant-veille de l'abandonner. Elle fait le compte de ses déceptions, de ses pertes, de ses sacrifices. Hambourg se demande ce que sont devenus ses bateaux; Francfort, ses banques; Leipzig, ses marchés; Munich et Vienne, leurs divertissements; Berlin, son cimier et son panache. L'âme allemande a fait autour d'elle un désert, où, si elle entend quelque chose, ce n'est pas une acclamation de triomphe ou de sympathie, mais un cri de haine, de rancune, de malédiction.

Et son empereur! Il jure aujourd'hui qu'il n'a pas voulu cette guerre et il s'acharne désespérément à la continuer. Il voit tous les jours tomber ses meilleurs soldats, fondre, ses armées; il doit voir, toutes les nuits, les fantômes sanglants de ses victimes, de celles surtout, les plus innocentes, que ses pirates ont assassinées: car on n'imagine pas qu'il ait l'âme assez brutale et assez dure pour avoir perdu tout souvenir de ces attentats, qui appellent et méritent la vengeance. La vision de ce charnier humain le poursuit, l'idée de l'expiation l'obsède. . . Ici, nous avons de plus en plus la conscience de notre droit, la preuve de notre force, la ferme volonté de rester unis, la certitude de pouvoir tenir et l'espérance de vaincre.—S.

—*Journal des Débats*, 20 mars, 1916.

LI

LA PERTE DU "RENAUDIN"

Un communiqué du ministère de la marine, publié hier soir, annonce que le torpilleur d'escadre *Renaudin* a été coulé dans l'Adriatique, par un sous-marin ennemi, le 18 mars au matin. Trois officiers, parmi lesquels le commandant et le second, et quarante-quatre marins ont disparu. Deux officiers et trente-quatre marins ont été recueillis par un torpilleur français qui accompagnait le *Renaudin*.

Le *Renaudin*, qui comptait parmi nos meilleurs torpilleurs d'escadre, avait été lancé à Toulon en 1913. Son déplacement était de 800 tonneaux. Long de 78 mètres, large de 8 mètres, il avait un tirant d'eau arrière de 3 mètres, moindre que celui de la plupart des torpilleurs d'escadre, et ce faible tirant d'eau semblait le mettre à l'abri des attaques par la torpille. L'armement du *Renaudin* comprenait deux pièces de dix centimètres, quatre de 65 millimètres et quatre tubes lance-torpilles. Il chauffait au pétrole et sa vitesse avait atteint 31 nœuds aux essais. L'effectif normal était de quatre officiers et soixante-dix-sept marins. En rapprochant les chiffres du communiqué, on constate qu'il y avait à bord, en réalité, cinq officiers et soixante-dix-huit marins.

—*Journal des Débats*, 21 mars, 1916.

LII

LE GÉNÉRAL CADORNA À PARIS

A la gare de Lyon

Le général Cadorna, commandant en chef de l'armée italienne, est arrivé ce matin à Paris à 8 h. 45.

Dès 7 h. 50, une foule nombreuse avait envahi la rue de Lyon, le grand hall d'arrivée et l'intérieur de la gare. De nombreuses notabilités françaises et italiennes, non prévenues du retard du train—45 minutes—sont arrivées à 8 heures moins cinq.

Parmi elles : S. Exc. M. Tittoni, ambassadeur d'Italie ; le général Joffre, accompagné d'un officier d'ordonnance ; le général Bailloud, MM. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions ; Laurent, préfet de police ; Chanot, directeur de la police municipale ; le colonel di Breganze, attaché militaire italien ; le capitaine de corvette Leone, attaché naval ; de nombreux officiers italiens ; le général Graziani.

MM. Margot, ingénieur en chef de l'exploitation de la Compagnie P.-L.-M. ; Hadet, ingénieur adjoint ; Dreyfus,

inspecteur du mouvement ; Richard, directeur de la Sûreté générale au ministère de l'intérieur ; Boquet et Rivet, fondateur et président du Comité franco-italien, ainsi que de nombreux membres de ce Comité ; une délégation de *Trente et Trieste* de Paris avec drapeau, etc.

A huit heures et quart, le général Roques, ministre de la guerre, arrive à son tour.

Enfin, à 8 heures 45 exactement, le train entre en gare. Le général Cadorna, qui est en petite tenue, n'attend pas l'arrêt ; il saute alertement à terre et serre amicalement la main au général Joffre, ainsi qu'aux notabilités présentes.

Dans le grand hall de la gare, des acclamations se font entendre : « Vive Cadorna ! Vive l'Italie ! Vive la France ! »

Après s'être entretenu quelques instants, dans le salon des sous-chefs de gare, avec les personnages officiels, le général Cadorna, accompagné du général Joffre, gagne la voiture du généralissime, à l'avant de laquelle flotte le guidon cravaté du général en chef des armées françaises.

L'enthousiasme devient alors indescriptible, le service d'ordre est rompu, la foule se précipite vers l'automobile des généraux et les acclame chaleureusement. Le général Cadorna salue militairement et sourit.

Ce n'est qu'à grand'peine que la voiture réussit à gagner la rue de Lyon : néanmoins les vivats ne cessent pas jusqu'à l'hôtel Meurice, où le généralissime italien est descendu.

Le général Cadorna est accompagné du colonel Bencivenga et du capitaine Girodi, officiers d'ordonnance.

Le généralissime Cadorna s'est rendu à onze heures à l'ambassade d'Italie, où il a eu un entretien d'une demi-heure avec l'ambassadeur, M. Tittoni.

Un grand dîner sera donné demain soir à l'ambassade, en l'honneur du général Cadorna.

Par le même train qui a amené, ce matin à Paris, le généralissime Cadorna, sont également arrivés six officiers supérieurs de l'armée serbe, dont deux commandants d'armée, qui viennent en France pour visiter les troupes du front.

—*Journal des Débats*, 21 mars, 1916.

LIII

LES SINISTRÉS DES DÉPARTEMENTS ENVAHIS[1]

Dans notre compte rendu de la réunion tenue au Trocadéro par la Fédération des Associations des sinistrés des départements envahis, nous avons mentionné l'allocution émue de M. Nicolle, président de la Fédération et président de l'Association des sinistrés du Nord. Après avoir évoqué les jours de tristesse et d'angoisse qui virent naître la Fédération, l'orateur a exposé les mesures appropriées qui permettront aux réfugiés de retourner chez eux après la victoire.

A l'exilé, a-t-il dit, il faudra rendre sa maison, à l'artisan son metier, au mineur sa houillère, au laboureur son champ.

Le laboureur de France ! il a abandonné le sillon fécond que traçait sa charrue pour creuser le sillon mortel de l'humide tranchée. Il n'a connu aucune des besognes industrielles de la guerre. Cette terre, dont il faisait jaillir toute la vie et toute la richesse, il l'a vue envahie par les armées germaniques et, pour la défendre, il s'y est désespérément accroché.

Et voici que, sur cette terre, l'obus ennemi l'a abattu.

Au lieu du lit conjugal sur lequel il aurait dû mourir, il est étendu sur le sol, secoué de tous les chocs monstrueux de la bataille, et devant ses yeux que la mort éteint, passent la

[1]Les départements envahis sont ; Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme, Vosges.

maison familiale, la grange et l'étable, et les bœufs lents, et les chevaux vigoureux. Mais la maison a été pillée, l'étable et la grange ont été brûlées et les chevaux et les bœufs sont partis.

Il voudrait entendre les voix chéries qui se feraient plus douces pour lui murmurer le dernier adieu, et ces voix là-bas mendient du pain peut-être ou un abri, si ce ne sont pas les voix affolées de femmes qui se défendent.

Et dans le cauchemar de son agonie, il se demande ce que sera demain pour ceux qu'il aime, pour ceux dont depuis des mois et des mois il n'a revu ni le sourire, ni le visage, ni même l'écriture chère.

Et il meurt.

Ah ! Parlement, Parlement, toi qui tiens entre tes mains souveraines l'avenir et les espérances de tant de Français infortunés, hâte-toi d'accomplir ton grand devoir national pour que nos frères expirants souffrent dorénavant de moins cruelles angoisses et que les grandes âmes de ceux qui ne sont plus puissent reposer en paix dans la sérénité de leur gloire.

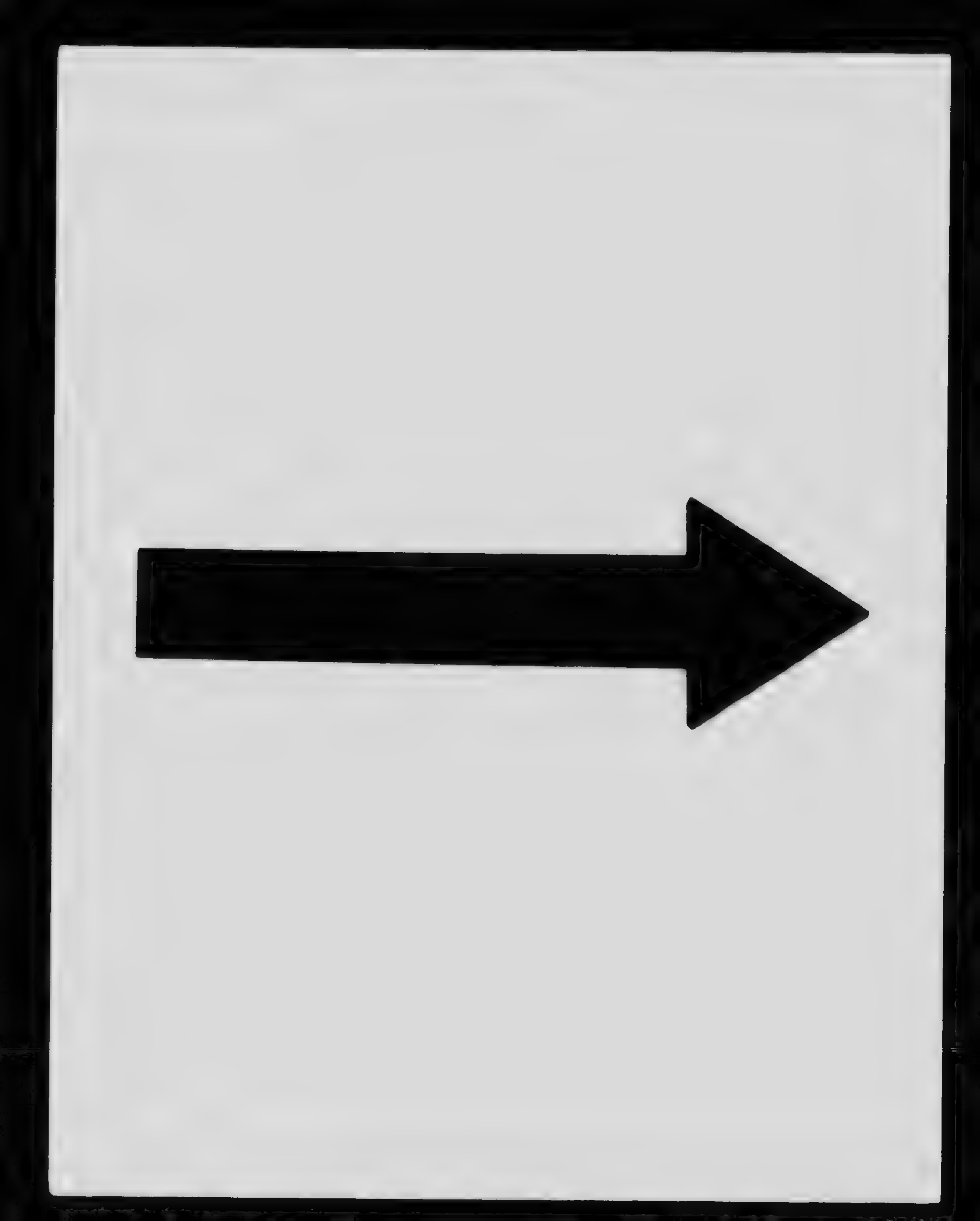
En fin de séance, l'assemblée a voté, dans un élan unanime, un ordre du jour réclamant des Chambres une loi sur les dommages de guerre et insistant spécialement sur les points suivants :

1° Que la réparation s'étende à tous les dommages sans exception, pourvu que ceux-ci résultent de faits de guerre, protestant contre toute restriction qui pourrait être apportée à ce principe ;

2° Qu'afin de mieux apprécier et évaluer les dommages dans leur diversité, ceux-ci soient divisés en catégories non-limitatives ;

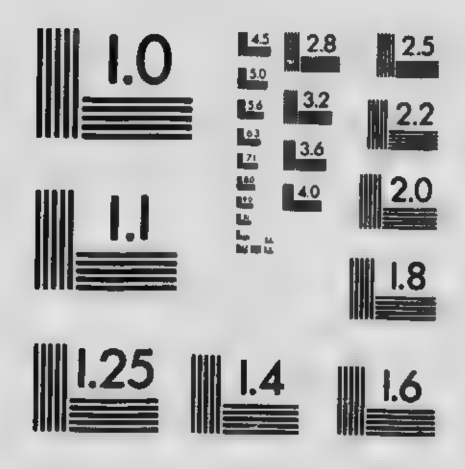
3° Que la procédure de constatation et d'évaluation des dommages soit modifiée de façon à assurer dans la composition et le fonctionnement des commissions plus de compétence, d'équité et de célérité.

—*Journal des Débats*, 21 mars, 1916.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





LIV

LE PRINCE RÉGENT DE SERBIE À PARIS

Paris a fait, cet après-midi, à l'héroïque prince Alexandre de Serbie un accueil enthousiaste. Sur le parcours du cortège, la foule n'a cessé de prodiguer à l'hôte de la France, les acclamations les plus chaleureuses.

Bien avant l'heure fixée, les abords de la gare de Lyon sont noirs de monde, on se bouscule, on étouffe, mais peu importe, le public est patient et tient à voir et à acclamer le prince-héros. Du reste tout le long du parcours que doit suivre le cortège,—les rues de Lyon, Saint-Antoine et de Rivoli,—la foule se presse en rangs serrés. Les chaises des cafés sont prises d'assaut. Aux croisements des rues, des tapissières, des voitures à bras, servent de plates-formes aux curieux, sur des échelles doubles on voit de véritables pyramides humaines. Des gamins se sont hissés sur les arbres et sur les candélabres. Et dans cette foule bigarrée on sent passer un souffle patriotique.

Dans l'attente, le public est calme, pas un mot de récrimination ne s'élève contre les sévérités d'un important service d'ordre.

Des camelots circulent et vendent avec facilité leurs emblèmes : petites photographies du vieux roi Pierre, du prince Alexandre, de M. Pachitch, président du Conseil des ministres serbe.

On commente les exploits glorieux et dramatiques de l'armée serbe et la conduite héroïque de ce jeune prince de vingt-sept ans.

A la gare de Lyon

Dès deux heures moins un quart, les notabilités officielles arrivent sur le quai de la gare, où doit stopper tout à l'heure le train princier. Une compagnie d'infanterie, sous les ordres d'un colonel, avec drapeau et musique, rend les honneurs.

Successivement : MM. Briand, président du Conseil des ministres, ministre des affaires étrangères ; le général Roques, ministre de la guerre ; l'amiral Lacaze, ministre de la marine ; Ribot, ministre des finances ; tous les ministres et sous-secrétaires d'Etat ; MM. Delanney, préfet de la Seine ; Laurent, préfet de police ; Paoli, secrétaire général de la préfecture de police ; Richard, directeur de la Sûreté générale au ministère de l'intérieur ;

Chanot directeur de la police municipale ; Guichard, sous-directeur ; Mithouard, président du Conseil municipal ; Iswolsky, ambassadeur de Russie ; les attachés militaires et naval de Russie, de nombreux officiers serbes et français.

A deux heures moins cinq, M. Raymond Poincaré, accompagné du général Duparge, secrétaire général militaire de la Présidence de la République, de M. William Martin, chef du protocole, et de sa Maison militaire, arrive à la gare de Lyon. Il y est reçu par M. Aristide Briand, président du conseil, et les notabilités présentes. Le cortège se dirige ensuite vers le quai n° 1 où le train doit s'arrêter.

L'arrivée

A deux heures, le train princier entre en gare. Toutes les têtes se découvrent et pendant que la musique militaire joue l'*Hymne serbe* et la *Marseillaise*, une immense acclamation se fait entendre : "Vive la Serbie ! Vive le prince Alexandre ! Vive le roi Pierre !"

S. A. R. le prince Alexandre apparaît en haut de l'escalier de son vagon, il est en tenue de général serbe, sur sa poitrine la médaille militaire et la croix de guerre.

Il saute vivement du train, suivi de M. Pachitch, président du Conseil des ministres de Serbie ; M. Jovanovitch, ministre plénipotentiaire adjoint au ministre des affaires étrangères ; M. Jankovitch, ministre plénipotentiaire, faisant fonctions de chef de Cabinet ; le colonel Ostoïtch, maréchal de la Cour,

faisant fonctions de premier aide de camp de S.A.R.; le colonel Michaïlovitch, le lieutenant-colonel Yourichitch, faisant fonctions de garde royale; Vesnitch, ministre de Serbie à Paris; Boppe, ministre de France en Serbie, et des colonels de Rieux et Fournier qui étaient allés lui souhaiter la bienvenue à Dijon, au nom du Président de la République.

Le prince, devant cette ovation, salue militairement en souriant; on sent sous ce sourire percer l'émotion que lui cause cette manifestation.

A sa descente de vagon, S. A. R. le prince Alexandre est reçu par M. Raymond Poincaré, entouré des personnalités officielles et des membres de la légation de Serbie.

Conduit dans le bureau des sous-chefs de gare, garni d'hortensias, d'azalées et de palmiers, d'écussons de drapeaux aux couleurs alliées et de tentures grenat frangées d'or le prince régent s'entretient pendant quelques instants avec les personnalités présentes.

Accompagné de M. Poincaré, S. A. R. gagne la voiture automobile présidentielle; c'est alors, dans le hall de sortie de la gare, des acclamations enthousiastes. La foule crie, agite chapeaux et mouchoirs.

Tout le long du parcours, l'enthousiasme est le même et le prince est salué partout de vivats chaleureux.

A l'hôtel Continental, où le prince résidera pendant son séjour à Paris, M. Poincaré a pris congé de lui.

Le Président, à son retour, a été respectueusement salué par la foule.

Le prince dînera ce soir, à huit heures, dans la plus stricte intimité, au palais de l'Elysée.

À l'Elysée

A 4 heures, le prince s'est rendu, avec le cérémonial accoutumé, à l'Elysée, où il a rendu visite au Président de la

République. Les honneurs militaires ont été rendus par le poste de l'Elysée.

La garde d'honneur

La garde d'honneur du prince de Serbie, rue de Castiglione, sera assurée par un détachement de fusiliers-marins, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Contamin.

Le gouvernement a pensé qu'il serait agréable au prince de Serbie d'avoir auprès de lui les marins qui ont fait la campagne de l'Yser.

—*Journal des Débats*, **22 mars, 1916.**

LV

HOMMAGE DE L'ARMÉE ANGLAISE À L'ARMÉE FRANÇAISE

Le général commandant en chef a reçu du général commandant en chef des forces britanniques en France le message suivant :

L'armée britannique déplore les pertes subies par les nobles troupes françaises dans la grande bataille qui fait toujours rage, mais elle tient à vous exprimer toute l'admiration qu'elle ressent pour les exploits héroïques de l'armée française autour de Verdun, où l'Allemagne bris[illegible] vain ses forces contre les indomptables soldats de la France.

Signé : HAIG.

En réponse à ce message le général en chef a répondu :

L'armée française remercie l'armée britannique des sentiments de profonde sympathie qu'elle veut bien lui témoigner pendant que se livre la grande bataille de Verdun. Dans la lutte ardente qu'elle soutient, l'armée française sait qu'elle obtiendra des résulats dont bénéficieront tous les Alliés et elle sait aussi que, lorsque récemment il a été fait appel à la camaraderie de l'armée britannique, celle-ci a répondu en offrant son concours le plus complet et le plus rapide.

Signé : JOFFRE.

—*Journal des Débats*, **22 mars, 1916.**

LVI

LE CARDINAL MERCIER ET LES MENACES ALLEMANDES

Le prestige mondial qui s'attache au nom du cardinal Mercier, l'autorité que lui a valu auprès de ses compatriotes la dignité et la fermeté de son attitude et qui fait de lui le symbole de l'irréductible patriotisme belge sont depuis longtemps pour les Allemands une source d'inquiétudes et un motif d'irritation. Le voyage à Rome du primat de Belgique devait porter cette irritation à son comble. L'enthousiasme dont l'illustre prélat recueillait partout les témoignages, les entretiens fréquents qui allaient lui permettre d'éclairer complètement le Saint-Siège sur les crimes abominables dont les armées germaniques se sont rendues coupables, la publication de la lettre de l'épiscopat belge aux évêques allemands, d'autres entrevues, enfin, que le respect et l'admiration suffisent à expliquer, mais où la susceptibilité d'un ennemi défiant devait trouver un sujet d'anxiété, tout cela suscita en Allemagne de vives colères. A ce moment déjà, des menaces plus ou moins déguisées furent proférées dans une partie de la presse d'outre-Rhin contre le cardinal. Il est clair qu'on tentait par là de l'intimider ; et peut-être même, avec cette courte psychologie dont ils ont donné si souvent la preuve, les Allemands se flattaient-ils de le détourner de rentrer en Belgique. Leur espoir fut déçu : le cardinal regagna Malines et, à peine de retour, reprit l'exercice de son ministère par la publication d'un mandement de carême où le prélat s'attachait à réconforter ses diocésains et à leur rappeler leurs communes et indéfectibles espérances.

On sait l'effet de cette lettre pastorale. Elle a déchaîné contre le vaillant prélat une nouvelle campagne d'excitations dans laquelle, à son tour, allait intervenir le gouverneur général de Belgique, von Bissing. Nous avons publié la lettre dans laquelle ce dernier, affectant de ne voir dans le

mandement du primat qu'une manifestation politique, et le dessein de "créer un sentiment hostile contre l'autorité et le pouvoir de l'occupant," en "donnant l'exemple de l'insubordination," avertit le cardinal Mercier "d'avoir à renoncer à toute activité politique." Aujourd'hui, toute la presse allemande fait chorus. "C'est le dernier avertissement que le gouverneur général allemand adresse au cardinal belge," écrit la catholique *Gazette populaire de Cologne*;[1] "s'il continue à agir comme jusqu'ici, disent les *Dernières Nouvelles de Leipzig*, alors nous saurons lui faire sentir toute la vigueur du poing allemand;" et, de son côté, la *Gazette de Voss* déclare: "Au cas où le cardinal Mercier continuerait ses agissements hostiles, il (von Bissing) saura mettre fin à ses manigances." On voit bien l'embarras et la colère de l'Allemagne en présence de cette grande voix qui proclame infatigablement le droit et la justice. Mais que peuvent contre elle ceux qu'elle offusque? Ils espèrent vainement que leurs menaces la détermineront à se taire. Oseront-ils la réduire au silence par la force et comptent-ils que la persécution obtiendra ce que l'intrigue n'a pu obtenir? Si leur attitude n'est pas un pur bluff, ils s'apercevront bientôt de leur erreur. Ce n'est pas le cardinal seulement, c'est tout l'épiscopat, c'est tout le clergé qu'il faudrait frapper, et tout le peuple belge opprimé, solidaire des revendications et des espérances nationales.

—*Journal des Débats*, 24 mars, 1916.

LVII

LES LIQUIDES ENFLAMMÉS

Plusieurs fois, depuis le commencement de cette bataille de Verdun, nos ennemis nous ont attaqués avec des liquides enflammés. Ils avaient commencé longtemps auparavant.

[1] Il ne faut pas oublier que dans les journaux on donne souvent la traduction des noms des journaux étrangers: cf. *Kölnische Volkszeitung*, *Neueste Leipziger Nachrichten*, etc.

On les voit s'obstiner à perfectionner l'emploi de ce procédé barbare, plus barbare encore, semble-t-il, que celui des gaz asphyxiants. Toutefois, les liquides en feu, en raison de leur faible portée, ont au moins l'avantage de ne pas risquer d'atteindre les populations pacifiques en arrière du front. Nous en voyons deux formes : tantôt une pompe cachée dans une tranchée allemande projette au loin du pétrole ou du goudron, tantôt une équipe d'assaut s'avance, chaque homme portant sur le dos un appareil individuel. Le jet s'étend jusqu'à trente mètres ; peut-être est-il poussé par une force accumulée comme celle d'un réservoir d'air. On conçoit quelle supériorité cette arme terrible possédera sur la baïonnette. Si elle a des inconvénients, si elle expose l'homme qui s'en sert à périr victime lui-même des flammes qu'il porte, au cas par exemple où son appareil est crevé par un éclat d'obus, elle donne pourtant à l'attaque une puissance et une cruauté dont nos communiqués montrent les conséquences. Ne nous les exagérons pas, mais sachons les mesurer et faire notre profit de nos constatations. Il ne semble malheureusement exister aucune protection contre ce feu grégeois d'un nouveau genre. Rien ne nous empêche d'en faire usage de notre côté, et la commission sénatoriale de l'armée vient, comme on l'a vu, de s'en inquiéter. Il serait déplorable que les mêmes naïvetés humanitaires qu'on a opposées à l'emploi des gaz asphyxiants interviennent encore pour paralyser nos combattants. On peut tarder à comprendre certaines nécessités, mais l'aveuglement qui résisterait à tant d'évidences deviendrait criminel. Sans aucun doute nous avons tous les moyens de payer nos ennemis avec leur propre monnaie, peut-être pas au même point, car les commodités de la défensive ne sont pas toujours celles de l'offensive, mais à notre heure et sur notre terrain. Usons-en donc une bonne fois avec toute l'énergie qu'il faut. Nous devons bien cela aux héroïques soldats qui affrontent pour nous les atrocités de la bataille, pires que la mort.

—*Journal des Débats*, 24 mars, 1916.

LVIII

LE GÉNÉRAL JOFFRE AUX SOLDATS DE VERDUN

La *Liberté* a eu communication de l'ordre du jour suivant, adressé dans la première quinzaine de mars par le général Joffre aux soldats de Verdun :

Soldats de l'armée de Verdun !

Depuis trois semaines, vous subissez le plus formidable assaut que l'ennemi ait encore tenté contre nous.

L'Allemagne escomptait le succès de cet effort qu'elle croyait irrésistible et auquel elle avait consacré ses meilleures troupes et sa plus puissante artillerie.

Elle espérait que la prise de Verdun raffermirait le courage de ses alliés et convaincrait les pays neutres de la supériorité allemande.

Elle avait compté sans vous !

Nuit et jour, malgré un bombardement sans précédent, vous avez résisté à toutes les attaques et maintenu vos positions.

La lutte n'est pas encore terminée, car les Allemands ont besoin d'une victoire. Vous saurez la leur arracher.

Nous avons des munitions en abondance et de nombreuses réserves.

Mais vous avez surtout votre indomptable courage et votre foi dans les destinées de la République.

Le pays a les yeux sur vous. Vous serez de ceux dont on dira : "Ils ont barré aux Allemands la route de Verdun !"

J. JOFFRE.

—*Journal des Débats*, 26 mars, 1916.

LIX

LA VENTE DU LAIT ÉCRÉMÉ À PARIS

De tous les problèmes soulevés par la question de la vie chère, l'alimentation de Paris en lait est un des plus graves et des plus pressants. Il est particulièrement difficile à résoudre,

de ce fait que les grandes beurreries ou fromageries, sollicitées par l'élévation des prix qu'atteignent aujourd'hui les beurres et les fromages, tendent à développer plutôt qu'à restreindre leur fabrication.

La Compagnie d'Orléans,[1] que la question de l'approvisionnement de Paris en lait préoccupe depuis longtemps, a pensé qu'on pourrait peut-être trouver un remède partiel et efficace en introduisant dans l'alimentation humaine le lait écrémé restant après la fabrication du beurre et du fromage et qui pourrait être cédé à très bas prix par les beurreries et les fromageries.

La Compagnie a d'ailleurs fait dans ce sens une communication à l'Académie d'agriculture, et la solution qu'elle propose y a été hautement approuvée par M. Moussu, le distingué professeur à l'Ecole vétérinaire d'Alfort sous la réserve de ne pas utiliser le lait écrémé pour les enfants en bas âge, et par M. Chauveau, membre de l'Académie des Sciences, qui a insisté sur la haute valeur nutritive de la caséine restant dans le lait écrémé.

Enfin, le 7 mars, saisi de la question, le Comité consultatif permanent de l'agriculture a émis l'avis d'autoriser la mise en vente de ce produit, après pasteurisation, en le livrant dans des récipients spéciaux portant en caractères apparents: "Lait écrémé (à ne pas donner aux nourrissons)."

La route étant ainsi ouverte pour l'introduction dans l'alimentation humaine de ce produit nourrissant, sain et bon marché, il appartient maintenant à nos grandes Sociétés laitières, aux coopératives de consommation, aux grands économats, aux industriels, aux coopératives produisant le beurre et le fromage de poursuivre l'effort ainsi commencé.

—*Journal des Débats*, 28 mars, 1916.

---

[1] **Compagnie d'Orléans**, compagnie de chemin de fer.

LX

LA CHANSON DE L'EMBUSQUÉ[1]

L'*Echo des Marmites*,[2] journal du front, "seul quotidien périodique," publie la *Chanson de l'Embusqué* que voici, dont l'auteur est M. Jean Bastia :

Dans l'étable, où il vit solitaire
Ses pareils, même ses aînés,
Ont pour des besoins militaires
Eté réquisitionnés ;
Les vaches furent abattues
—La guerre a de cruelles lois—
Les vachères qui se sont tues
Pleurent sur elles quelquefois.

Dans l'étable il vit lamentable,
Il pense aux copains si joyeux.
—" Adieu ! notre petite étable ! "
Chantaient-ils en quittant ces lieux—
" Gardez, a dit le militaire,
Le gros bœuf du fond," c'était lui,
Pour les besognes de la terre,
On l'a laissé dans le pays.

Mais quand on sut que pour la guerre
Les autres étaient partis loin,
Les poules au caquet vulgaire,
Et les canards dans leur coincoin,
Les porcs grossiers en leur langage,
Les dindons, pleins d'autorité,
Se moquèrent dans le village
Du bœuf, qui seul était resté.

---

[1] **Embusqué** = anglais 'slacker.'

[2] **Marmites** = obus.

Et pourtant, pour le labourage,
Pour aider à rentrer le foin,
De sa force et de son courage,
La paysanne a grand besoin,
Mais parce que, seul, il demeure,
Tous les autres l'ont critiqué
Et la pintade, tout à l'heure,
L'a traité, tout haut, d'Embusqué.

—*Journal des Débats*, 29 mars, 1916.

LXI

UN CALOMNIATEUR CONDAMNÉ

Nous avons déjà parlé de cette rumeur, plus stupide peut-être encore que criminelle, qui semble s'infiltrer peu à peu à travers tout le territoire français et qui consiste à rendre responsables de la guerre européenne non pas le gouvernement et les pangermanistes d'Allemagne, mais . . . les curés et les bourgeois de France.

Parfois même, les calomniateurs qui propagent cette ineptie, quand ils sont doués d'un peu d'imagination, brodent sur ce thème et y ajoutent des commentaires ingénieux ; si le clergé a voulu déclencher la tragédie actuelle, c'est qu'il cherchait à se venger de la loi de Séparation ; si les bourgeois ont suivi le clergé, c'est que, après les élections de 1914, ils ont compris que le partage des biens était proche, et qu'il importait de faire diversion au payement de cette pénible échéance ; du reste, ecclésiastiques et capitalistes envoient tous ensemble leur argent de l'autre côté du Rhin,—probablement pour qu'il se transforme en balles et en obus qui serviront ensuite à les tuer sur la ligne de feu.

On ne peut assurément penser sans tristesse qu'il existe assez de pauvres cervelles en notre pays pour que des histoires de ce genre aient fini par prendre une certaine consistance. Au moment, néanmoins, où le bon sens public et le sentiment

de l'honnêteté n'ont pas suffi à écraser dans l'œuf cette petite infamie inventée par les exploiteurs trop avisés de la sottise humaine il est bon que les calomni[illegible] signalent aux tribunaux leurs calomniateurs et que la justice sévisse. Le Conseil de guerre de Toulouse vient précisément de condamner à trois ans de prison et 1,000 fr. d'amende un aubergiste de Saint-Céré, dont les vues et les propos [illegible]r l'histoire contemporaine s'inspiraient directement de la thèse sus-énoncée ; encore une fois, il semble très possible que cet aubergiste soit, comme on dit, plus bête que méchant ; nous ne regretterons pourtant pas la condamnation qu[illegible] frappe.

D'abord, elle dégoûtera sans doute quelques citoyens, aussi brillamment doués intellectuellement que ce personnage, d'imiter son exemple, et puis, pour l'honneur du pays devant l'étranger, il importe que les aut[illegible]ités constituées n'aient pas l'air de couvrir d'une indulgence [illegible]andaleuse des calomnies qui, pour être idiotes, n'en sont pas moins odieusement cruelles.

—*Journal des Débats*, 29 mars, 1916.

LXII

LA CONFÉRENCE DES ALLIÉS

Voici le texte des résolutions adoptées dans sa dernière séance par la Conférence des Alliés :

I.—Les représentants des gouvernements alliés, réunis à Paris les 27 et 28 mars, 1916, affirment l'entière communauté de vues et la solidarité des Alliés.

Ils confirment toutes les mesures prises pour réaliser l'unité d'action sur l'unité de front.

Ils entendent par là, à la fois l'unité d'action militaire assurée par l'entente conclue entre les états-majors ; l'unité d'action économique dont la présente Conférence a réglé l'organisation, et l'unité d'action diplomatique que garantit leur inébranlable volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire de la cause commune.

II.—Les gouvernements alliés décident de mettre en pratique dans le domaine économique leur solidarité de vues et d'intérêts. Ils chargent la Conférence économique, qui se tiendra prochainement à Paris, de leur proposer les mesures propres à réaliser cette solidarité.

III.—En vue de renforcer, de coordonner et d'unifier l'action économique à exercer pour empêcher les ravitaillements de l'ennemi, la Conférence décide de constituer à Paris un Comité permanent, dans lequel tous les Alliés seront représentés.

IV.—La Conférence décide :

1° De poursuivre l'organisation entreprise à Londres d'un bureau central international des affrètements.

2° De procéder en commun et dans le plus bref délai à la recherche des moyens pratiques à employer pour répartir équitablement entre les nations alliées les charges résultant des transports maritimes et pour enrayer la hausse des frets.

—*Journal des Débats*, 30 mars, 1916.

LXIII

LE CINÉMA SCOLAIRE

Les écoliers d'aujourd'hui sont bien heureux : tout le monde s'ingénie à leur rendre le travail facile et doux. Leurs livres classiques sont, pour la plupart, des chefs-d'œuvre de simplicité et de clarté ; leurs manuels d'histoire ou de littérature reproduisent les plus beaux tableaux ou les plus curieuses estampes des musées d'Europe ; bref, il faut, à l'heure actuelle, une dose peu commune de résistance et d'énergie pour arriver à ne pas prendre d'intérêt aux études scolaires. Mais ce n'était pas assez pour la pédagogie moderne ; le ministère de l'instruction publique a décidé d'adjoindre le cinématographe aux moyens traditionnels d'enseignement, et nous allons avoir le cinéma *ad usum scolarum*.

Pour préciser les détails de cet enseignement, une commission fort nombreuse vient d'être nommée. Elle comprend d'abord quatre sénateurs, neuf députés et trois conseillers municipaux: ainsi l'on peut être sûr qu'aucune propagande contraire aux institutions ne sera faite, par le moyen du film, à nos citoyens en herbe. Cette commission comprend aussi des professeurs de sciences et des techniciens de toute sorte. Il est donc probable que les jeunes naturalistes suivront sur l'écran les métamorphoses du têtard ou du ver à soie—ce qui les dispensera de surveiller ces opérations dans leurs pupitres—et les démonstrations de physique et de chimie les plus difficiles. Pour les cabinets de physique pauvres, ce sera une ressource infiniment précieuse: une fois qu'on aura cinématographié une expérience de laboratoire, elle sera reproduite sans frais dans toutes les écoles de France. Cette combinaison aura l'avantage de montrer aux élèves des expériences qui réussissent—phénomène si rare dans la pratique des classes!—et qui ne comportent aucun danger d'explosion ni de mauvaises odeurs.

On s'étonne de ne pas trouver, dans la liste des membres de la commission, un seul professeur de géographie: c'est peut-être une lacune regrettable. Pour bien des spectateurs le cinéma procure, avant tout, un voyage dans un fauteuil. C'est d'ailleurs une fort agréable manière de voyager: pas de bagages égarés, pas de tracasseries à la douane, pas d'ennuis d'hôtels, pas de cuisines exotiques,—mais des ciels invraisemblablement bleus ou roses, des prairies ineffablement vertes, et des lacs chargés de reflets de moire! . . . S'il faut que les petits Français prennent de plus en plus goût à la colonisation, rien ne sera plus efficace que de leur montrer au cinéma les pays étranges, surtout si l'opérateur sait les "présenter" comme il faut.

Et que fait-on des professeurs d'histoire? Ne trouveraient-ils pas un sérieux auxiliaire dans le cinéma? Depuis qu'on

n'apprend plus d'anecdotes aux enfants, parce qu'elles ne sont pas positivement "historiques," ils ne savent plus rien du tout. Un petit garçon de dix à onze ans, dont la tête a été bourrée, pendant les quarante semaines de l'année scolaire, avec l'histoire des Egyptiens, des Assyriens et des Chaldéens, des Phéniciens, des Hébreux, des Perses, des Grecs et des Romains (car tel est le modeste programme de la sixième!) a tant appris qu'il n'en retient pas grand'chose; que l'on renforce donc, au moyen du film, les idées dites générales des pauvres mioches par des scènes bien comprises.

Il y a quelques années, on voyait au cinéma l'assassinat du duc de Guise mimé par des acteurs en renom dans le décor du château de Blois, et c'était un spectacle passionnant. De même, le soldat de Marathon, Horatius Coclès, le Vase de Soissons, la Culotte du roi Dagobert, les Cages de Louis XI et tant d'autres laisseraient aux élèves un souvenir précis; ils apprendraient un peu de chronologie par les costumes s'ils ne l'apprennent pas par les dates.

Que l'on n'aille pas trop loin cependant dans cette voie et que l'on n'applique point le cinématographe à la littérature! L'*Odyssée* a été déjà mise en film et c'était une des choses les plus tristes qu'on pût imaginer. Grâce donc, grâce pour Homère, pour Virgile et pour Racine! . . . On permettra seulement aux cinématographistes de "tourner," pour les classes de grammaire, le fameux quadrille des Participes, dont un phonographe chantera les paroles mnémoniques: "Le particip' passé s' conjugue avec *avoir* . . . !"

Mais la commission du cinéma scolaire a-t-elle songé, dans son zèle spéculatif, au sort des malheureux professeurs qui présideront à ces séances? Il faudra faire l'obscurité dans les classes. L'obscurité? . . . Cris d'animaux, taches d'encre, boulettes de papier mâché, vestes déchirées, yeux pochés . . . O pédagogie, voilà bien de tes coups!—U.

—*Journal des Débats*, 2 avril, 1916.

LXIV

LES RÔLES INGRATS

Chaque métier a ses inconvénients ; celui d'écrivain serait agréable s'il ne fallait écrire ; celui de garde-barrière enchanterait les âmes contemplatives, si l'on ne se lassait de tout, même du plaisir bucolique de voir passer les trains ; celui de chef de gare offre plus de variété, encore que les voyageurs le rendent monotone par des chants qu'un célibataire peut seul entendre sans ennui. Le métier de contrôleuse dans le Métro[1] a son revers comme les autres ; il n'est pas de rose sans épines.

Aux heures calmes, quand on voit ces jeunes femmes, pimpantes dans leur costume noir, que rehausse l'éclat du brassard, découper des rondelles dans les billets multicolores, elles ont l'air d'exercer une profession paisible. Assises sur un strapontin, les pieds sur un petit banc, elles trompent la longueur du jour en causant par-dessus les rails ; la station résonne gaiement de leurs voix fraîches qui courent et se propagent le long des voûtes elliptiques. A peine, de temps à autre, ont-elles une courte discussion avec le voyageur qui, allant à Vincennes, est descendu sur le quai de Maillot et remonte, vexé, comme si c'était leur faute ; elles ne s'en émeuvent pas ; leur dialogue reprend et de nouveau remplit la gare de son murmure.

Mais, aux heures de presse, c'est la cohue des gens qui vont à l'atelier, au magasin, au bureau, ou qui rentrent pour dîner. Tous en retard, tous fiévreux, manquer ce convoi qui passe toutes les deux minutes leur semble une catastrophe ; on dirait que c'est le dernier ; ils se hâteraient moins vers le paquebot de New-York, qui ne part qu'une fois la semaine. Descendant les marches quatre à quatre, galopant, bousculant, ils arrivent au bas de l'escalier juste au moment où la porte de fer claque

[1] **Métro**, abréviation de Métropolitain, chemin de fer souterrain de Paris.

avec un bruit sec. Le convoi roule encore ; ils auraient tout le temps de passer et de gagner les voitures ; mais la consigne est là, la porte doit se fermer dès que le train entre en gare ; la contrôleuse est sans pitié. Ils voient de vieux messieurs et de vieilles dames descendre, ils voient de vieilles dames et de vieux messieurs monter : "Je serais parti vingt fois !" La contrôleuse laisse dire ; on corne, on siffle, le train s'ébranle lentement ; la porte de fer se rouvre : "Non, Madame, vous y avez mis de la mauvaise volonté !"

Ceux-là sont relativement commodes ; il y a les subversifs, pires que les grincheux. Indociles aux écriteaux, ils se faufilent par l' "Entrée interdite" et l'on doit courir après eux, le sécateur à la main, pour leur percer le petit trou. Les plus hardis escaladent les barrières et se ruent dans la gare avec une sauvagerie de taureaux échappés ; il faut s'élancer sur leurs pas, rattraper ces furieux. L'un jure, l'autre crie, tandis que la foule des arrivants murmure et tambourine sur la porte de fer. "Vous ne feriez pas ça si j'étais un homme !" déclare la contrôleuse. Et elle a bien raison ; les plus enragés montrent subitement une douceur d'agneaux quand par hasard au bas de l'escalier, au lieu de la contrôleuse, ils trouvent un sergent de ville.—Z.

—*Journal des Débats*, 5 avril, 1916.

LXV

LES CHEVAUX

On rapporte qu'un cheval s'est emballé. Ce fait-divers, banal il y a deux ans, n'aurait pas mérité une "nouvelle en deux lignes," c'est aujourd'hui un événement et qui vaudrait un long article. C'est même une sorte de prodige qu'on aurait peine à croire si des témoins dignes de foi ne l'avaient vu de leurs yeux.

Depuis août, 1914, le cheval avait disparu de la faune parisienne ; soumis comme le citoyen au devoir militaire,

docile aux traditions d'un atavisme guerrier, il était parti pour le front aux premiers sons de la trompette. Cheval de course, de coupé, de fiacre ou de camion, pur sang ou percheron, aristocrate ou prolétaire, tout ce qui était capable de porter la selle ou le harnais avait obéi à son ordre de mobilisation et rallié le dépôt au jour prescrit par son livret.

Il n'était resté à arrière que les vétérans atteints par la limite d'âge ou ceux que les maux honorables, mais obscurs, contractés dans le travail civil, avaient exclus de la gloire des armes. Des octogénaires, ayant repris le fouet, attelaient à des guimbardes dédaignées par le service des gares le rebut des boucheries hippophagiques et des équarrissoirs. Rien n'était lamentable comme cette décrépitude conduisant cette vieillesse ; on se demandait devant ces équipages ce qui convenait le mieux, de faire travailler l'homme ou d'épargner le cheval ; on ne savait plus où était la charité.

Trébuchant, patinant, la malheureuse bête mettait un petit quart d'heure à franchir la distance qui sépare l'Opéra de la Madeleine, une heure pour aller à l'Etoile quand ses forces lui permettaient d'y atteindre ; elle n'avait plus du cheval que le nom et le nombre des jambes ; sa silhouette paraissait plus apocalyptique, son espèce plus indéfinissable lorsqu'elle passait, au coin de la Concorde, près des coursiers de Marly.

Peu à peu, un afflux de provinciaux, de réfugiés, de Belges, est venu renouveler le personnel humain ; il a fallu quelque temps pour leur apprendre à connaître Paris. Pour le voyageur peu pressé, c'était une distraction. Un cocher d'accent toulousain à qui vous demandiez de vous mener au Louvre répondait d'un air entendu : « Oui, oui, je sais : près de la rue Gambetta ! »[1] Vous lui indiquiez avec complaisance le chemin qu'il devait suivre et vous aviez le plaisir, en passant le pont

[1] **la rue Gambetta.** Le brave cocher se trompe ; il se croit à Toulouse où la rue Gambetta a plus d'importance qu'à Paris.

du Carrousel, de le voir regarder ce paysage inconnu avec une admiration qui flatte toujours un Parisien.

Ensuite les chevaux firent comme les cochers : ils rajeunirent leurs cadres. Il en est venu d'Amérique, il en est venu de partout. Les voitures de maître ont suivi l'exemple des fiacres ; on rencontre maintenant des équipages corrects, des carrossiers fringants. On n'y prenait pas garde : mais cet original qui vient de s'emporter fait constater le progrès. Pareille fantaisie ne se serait pas vue l'année dernière ; encore quelques semaines et le cheval pourra s'offrir le luxe d'écraser l'homme comme au bon temps. L'air s'emplit d'un parfum mêlé de lilas et d'écurie : le moineau sautille sur la chaussée et salue en pépiant le retour du grand frère si longtemps disparu.—Z.

—*Journal des Débats*, 8 avril, 1916.

LXVI

LA FÊTE DU ROI ALBERT Ier[1]

Au Havre

(De notre correspondant)

Le Havre, le 8 avril.—Les Belges du Havre ont fêté aujourd'hui la fête de leur roi par une manifestation émouvante qui a eu lieu au ministère de la guerre.

Le général Jungbluth, représentant le roi, a remis des décorations à 250 grands blessés. La fête a débuté par l'impressionnant "Salut au drapeau," qui a permis aux Belges d'acclamer leur pays, leur armée et leur roi.

Tous les ministres à portefeuille, à l'exception de M. de Broqueville, président du Conseil, assistaient à cette cérémonie, ainsi que le corps diplomatique accrédité auprès du gouvernement belge. M. Klobukowsky représentait le gouvernement français, ayant auprès de lui le préfet de la Seine-Inférieure, le sous-préfet et le maire du Havre ; l'amiral

[1]Né le 8 avril, 1875.

Briard, gouverneur militaire, représentant l'armée française, et le général Asser l'armée anglaise.

D'une voix puissante le général Jungbluth a harangué les mutilés dont une bonne centaine, incapables de se tenir debout, occupaient des chaises face à la mer. L'allocution a été redite en flamand par le colonel comte de Grunne.

M. Schollaert, président de la Chambre, a attaché les décorations sur les poitrines des grands mutilés, tandis que le général Jungbluth décorait les soldats moins grièvement atteints.

La cérémonie, qui s'est déroulée par un soleil de printemps, s'est terminée par la *Brabançonne*, le *God Save the King* et la *Marseillaise*, que la foule, fortement impressionnée a acclamés chaleureusement. Ces hymnes ont été interprétés par la fanfare des Invalides, qui compte plusieurs mutilés.

A Paris

Cet après-midi à trois heures a eu lieu, en l'église de la Madeleine, une imposante cérémonie à l'occasion de la fête de S. M. le roi des Belges.

L'église était décorée de drapeaux aux couleurs alliées.

Aux premiers rangs de l'assistance on remarquait LL. AA. RR. Mme la duchesse de Vendôme et la princesse Geneviève d'Orléans.[1]

Le sermon, qui a été prononcé par le R. P. Hénusse, aumônier de l'armée belge, a été suivi d'un programme musical dont nous avons donné le texte antérieurement.

—*Journal des Debats*, 9 avril, 1916.

[1] Mme la duchesse de Vendôme (née 1870) et la princesse Geneviève d'Orléans (née 1901), mère et fille, habitent Neuilly, près Paris. La duchesse est sœur du roi des Belges et épouse d'Emmanuel, prince d'Orléans, duc de Vendôme, arrière-petit-fils de Louis-Philippe (1773-1850), roi des Français (1830-1848)

LXVII

LA HAUSSE DES BEURRES

En vue d'enrayer la hausse du prix du beurre, M. Méline, ministre de l'agriculture, saisi de la question par le ministre de l'intérieur, vient de décider, après consultation et avis conforme du comité consultatif permanent institué auprès de son département, qu'il y avait lieu d'autoriser par mesure de tolérance, à titre provisoire et seulement pour la durée de la guerre, la vente de la margarine dans les établissements où il se débite déjà du beurre.

Il reste toutefois entendu que le débit se fera dans les conditions prévues par l'article 9 de la loi du 16 avril, 1897, c'est-à-dire que la margarine sera seulement livrée en pains cubiques avec une empreinte portant sur une des faces, en caractères apparents et indélébiles, le mot "margarine," ainsi que le nom et l'adresse du fabricant ; ces mêmes indications devront être répétées sur les enveloppes, accompagnées de l'indication de la composition du produit. Les pains dont il s'agit ne devront pas être détaillés.

—*Journal des Débats*, 10 avril, 1916.

LXVIII

A LA FOIRE AU PAIN D'ÉPICE

Cette année, à la foire au pain d'épice, un droit de priorité sera attribué aux femmes, veuves, pères et mères des mobilisés et autres forains blessés et mutilés au cours de la guerre, qui concourront entre eux avant les autres forains pour l'attribution des places. Pour bénéficier de ce privilège, les intéressés devront présenter, sous peine de déchéance, aux membres de la commission spéciale de placement, avant le 12 avril, toutes pièces établissant leurs droits : actes ou avis de décès, avis de disparition, certificats de réforme ou de présence au corps, lettres de mobilisés ou de prisonniers revêtus du timbre de l'autorité militaire ou de celui du secteur postal, etc.

—*Journal des Débats*, 10 avril, 1916.

LXIX

UN GRAND BLESSÉ À TRAVERS LA SUISSE

Dans le *Correspondant*, M. Charles Henneboia, prisonnier en Allemagne, renvoyé en France comme grand blessé, raconte ses impressions de captivité et de voyage.[1] On lira, non sans émotion, les lignes qu'il consacre à son départ de Constance et à son voyage à travers la Suisse. Nous ne pouvons donner, malheureusement, que quelques extraits de son récit :

Mais une manœuvre commence ; mon cœur en a tremblé. Notre portion de train va s'accrocher plus loin aux derniers wagons du convoi. Il est 7 h. 30. Nous sommes au deuxième quai. Deux lieutenants prussiens, le monocle sur l'œil, se promènent à pas lents. Quelques têtes françaises se montrent, disparaissent. Je ne lâche plus ma portière. Je veux voir le sol suisse, être l'un des premiers à le saluer d'un vivat.

Autour de moi, déjà, une *Marseillaise* discrète commence à s'élever. Les lieutenants prêtent l'oreille. Nous faisons taire les coupables. Un bon captaine helvétique leur dit en souriant : « Patience, mes amis ! Dans deux minutes, maintenant, vous serez à l'abri ! »

Que ces deux minutes sont longues ! . . . Attention ! Un coup de sifflet . . . Le train part avec peine. Quelle longueur, mon Dieu ! La gare, encombrée de wagons, est bientôt dépassée. Des talus à gauche et à droite ; une haie de curieux, et, tout à coup, du bruit, des applaudissements ! . . . Juste ciel ! Nous sommes en Suisse !

Un cri formidable, géant, couvre la rumeur du convoi. « Vive, vive la France ! » Et c'est merveilleux, et c'est fou ! De chaque côté de la voie, des corsages clairs, une foule ; des hommes un peu moins, mais des jeunes gens par milliers. « Vivent les grands blessés ! Vivent les mutilés ! » Des mains nous jettent leur bouquet. Au bout de longues perches, de

[1] Ses articles viennent d'être réunis en volume : *Aux Mains de l'Allemagne*.—Paris, librairie Plon.

petits colis sont tendus; des bouteilles de vin, des boîtes de cigares. Des fleurs encore, en avalanche. Ah! l'accueil réchauffant! Nous sommes là penchés, n'ayant plus assez de nos mains pour saisir les fleurs tricolores, pas assez de nos yeux pour voir la foule sympathique. Et le train s'élance avec bruit. Sa course haletante nous emporte vers le bonheur! . . .

Ah! de telles minutes ne sont pas trop payées par des mois de souffrance. Vive, vive la Suisse qui nous jette au visage son salut fraternel et tout le parfum de ses fleurs!

Winterthour. La foule est immense. Le train ne s'arrête pas, mais il doit ralentir. Et que d'ovations retentissent! . . . Et tous ces billets dans nos mains; leurs expressions naïves de tendresse, d'amour; ces fleurs qui nous submergent, tout cela c'est pour la France.

Et le train continue sa marche. Déjà la nuit est proche. L'ombre va prêter son mystère au lent défilé des plaines. C'est la nuit merveilleuse, l'unique, la plus belle, où, tout l'être tendu, nous vibrons follement. Le cœur peut-il subir, sans être brisé, comme verre, des chocs plus violents et plus doux?

M . . ., R . . . de la F . . ., moi-même les aidant, dépouillent le courrier. Chères lettres naïves, cartes nobles et fortes, expression émue et sincère de tendresse et de foi! Tout cela joint aux petits sacs aux couleurs tricolores, glissé avec la pipe qui forcera les nôtres à se souvenir plus longtemps, les cigares et le briquet, le tabac et les cigarettes.

Des clameurs à chaque moment nous jettent aux portières: c'est le passage d'une gare d'importance moyenne, bondée de curieux cependant. Et toujours les mêmes appels, le même salut à la France! J'ai la gorge arrachée; je ne peux plus crier. Le long de la voie même, aux pentes de talus, sur les ponts, dans les prés, par groupes de dix, vingt, tous les cinquante mètres, des hommes et des femmes nous tendent

leur bouquet : guirlandes aux fleurs fraîches, couronnes tressées avec le laurier sombre que l'on destinait aux vainqueurs.

Nous sommes à Zurich. Mais l'immense gare est déserte. L'accès des quais est interdit.

Sur la place, il est vrai, à gauche de la gare, et juchée sur les arbres, sur les ponts, placée aux fenêtres des édifices proches, cette foule à l'écart n'a garde de se taire. Des ovations nourries saluent le train en gare, et tous les blessés y répondent . . .

Le train reprend sa marche. La nuit se fait sombre et plus fraîche. Mais nous demeurons aux portières. Sur les collines proches, à quelques cents mètres du train, de très hautes lueurs s'allument au passage. Ce sont des transparents où se lit un salut . . .

On nous distribue un repas ; des petits pains dorés, fleurant bon le froment, du chocolat, des fruits, du pâté et des viandes froides. Après les privations, la hantise du pain français, notre joie est celle d'enfants ! D'une main religieuse, nous tenons le pain croustillant ; de l'autre, agrippée aux portières, nous défendons notre équilibre. Le train est en pleine vitesse, et nous sommes debout depuis le départ de Constance. S'asseoir ? . . . Mais où ? . . . Comment ? . . . Nos compartiments sont bondés. Des fleurs à profusion : en gerbes, en bouquets, en vrac et sous toutes les formes ; œillets magnifiques et doux, roses épanouies, sanglantes ou pâlies. Je voudrais en vain les classer ; toute la flore est là, celle des jardins, des montagnes, des prairies, des talus. Dans les filets, sur les banquettes, de petits paquets entr'ouverts, noués aux couleurs tricolores ; d'autres restent intacts. On nous a donné en partant un sac de toile bise pour y consigner tout cela. Et des rumeurs toujours ! Se couche-t-on en Suisse ? Il est près de minuit. Des feux de ben[illegible]s cesse, et des inscriptions lumineuses.

Berne. Un arrêt très court. La distribution recommence. La foule est toujours très compact. Les acclamations se succèdent. L'un d'entre nous, soudain, le buste tout entier tendu vers cette foule, lance un appel vibrant: "Vive la liberté!" Une clameur sans fin, manifestation forcenée des aspirations intérieures lui répond aussitôt. La minute est émotionnante. Des abords de la gare, le même cri s'élève poussé par des milliers de bouches. La clameur roule sous le hall, puis, avec un bruit de tonnerre, répercute au loin son écho . . . Le train s'éloigne rapidement.

Fribourg, Lausanne enfin. Quels mots employer pour dépeindre un enthousiasme croissant? . . . Bientôt nous serons à Genève . . . Hélas! quels mots ne pas trouver pour ne pas redire sans trêve, de la même façon, un accueil identique? De Constance à Genève, la marche triomphale aux étapes diverses fut marquée partout par la joie, Lausanne et Genève, ce fut aussi vibrant d'ailleurs, mais déjà plus intime, plus français de ton et d'allure, le couronnement de la joie, le bouquet d'amour le plus beau . . . Et c'est aussi, pour nous, la dernière étape, l'ultime, celle après l . . le nos yeux pourront caresser *notre* sol . . .

—*Journal de Genève*, 10 avril, 1916.

LXX

POUR LES SOLDATS AVEUGLES

Au n° 93 de l'avenue des Champs-Elysées, un modeste étalage contraste avec le luxe des boutiques et des palaces voisins: brosses de crin ou de chiendent, balais d'appartement ou de cuisine, on n'y trouve guère autre chose; cependant cette boutique devrait être connue de tous les Parisiens, car elle ne vend que des articles fabriqués par les soldats aveugles.

Entre les mutilés innombrables de cette guerre, les aveugles méritent deux fois de retenir l'intérêt: non seulement leur infirmité est une des plus cruelles, puisqu'elle les rend à peu

près incapables de se conduire eux-mêmes, mais ce qu'ils ont appris dans leur vie antérieure, l'expérience, l'habileté conquises, le fruit d'un long travail, tout cela subitement leur devient inutile, tout cela est perdu. Tandis que beaucoup d'autres blessés peuvent reprendre la place qu'ils occupaient avant la guerre, les aveugles doivent chercher une profession nouvelle, se remettre à l'école et, à l'âge d'hommes, se refaire apprentis, s'ils veulent vivre autrement que de la charité.

L'école Valentin Haüy, l'hospice que dirige à Reuilly M. Vallery-Radot, plusieurs autres établissements s'occupent de leur rééducation. Grâce au concours de dévouements de toute sorte, on leur enseigne divers métiers : le massage, la musique, la cordonnerie, le rempaillage des chaises, jusqu'à la tonnellerie où ils sont fort adroits ; on espère faire d'excellents sténographes des plus instruits d'entre eux, aussitôt qu'un appareil construit pour eux sur le modèle d'une machine à écrire sera tout à fait au point.

Mais tous les aveugles n'ont ni les qualités ni la formation requises pour devenir sténographes, musiciens ou seulement masseurs. Il a fallu choisir pour la plupart d'entre eux un métier qui pût être appris par tout le monde et exercé partout, dont les produits fussent d'une vente facile et non sujette aux caprices de la mode. La brosserie réunit ces diverses conditions. Dans le plus lointain village, l'aveugle trouvera à écouler ses balais et ses brosses, une fois que le paysan, revenu de sa défiance traditionnelle, aura dû reconnaître que les brosses d'aveugles sont tout aussi bien faites que les brosses de voyants.

La double difficulté est d'approvisionner ce petit fabricant de matières premières et de le défendre contre la tentative de paresse. Les bois spéciaux nécessaires à la brosserie sont devenus rares depuis la guerre et il faut de la persévérance pour se créer une clientèle ; quelques-uns des premiers aveugles

rentrés dans leurs foyers ont cédé un peu vite au découragement, perdant ainsi le bénéfice de leur apprentissage, qui coûte un millier de francs aux œuvres qui s'en occupent, sans compter la valeur des outils, environ 400 francs.

Il faut donc, à tout prix, rester en relations avec ce fabricant aveugle, aplanir pour lui les obstacles, encourager son travail, en assurer la vente. C'est l'objet de la boutique des Champs-Elysées et des personnes qui la dirigent. On fournit à l'aveugle le crin, la soie et le bois nécessaires ; on prend livraison de ses produits ; on les vend pour son compte sans intermédiare et sans majoration, le loyer du magasin et les frais de même nature étant entièrement couverts par les libéralités.

De cette manière, balais et brosses peuvent être vendus exactement aux mêmes prix que dans les grands magasins. D'ordinaire, quand on achète des ouvrages de mutilés, on les paye plus cher qu'ils ne valent ; on y consent de grand cœur, car on fait avant tout acte de charité ; mais pour qu'une œuvre dure, il faut rendre au public la charité facile. Le magasin des Champs-Elysées a la ferme volonté de survivre à la guerre et c'est pourquoi il a tenu à ce que ses prix fussent ceux du commerce. En achetant ses produits, la ménagère la plus économe n'augmente pas d'un sou sa dépense, mais elle épargne à nos soldats aveugles le danger de ne rien faire et la honte de mendier.

Le dimanche, quand la somptueuse avenue est remplie de promeneurs, il n'est guère de femme ou de jeune fille du peuple qui n'entre dans la boutique et n'y prenne un objet, fût-ce de quelques centimes. Tout Paris devrait faire comme elles et n'acheter de brosserie qu'aux aveugles de la guerre.—Z.

—*Journal des Débats*, 13 avril, 1916.

LXXI

LA SEMAINE DE SHAKESPEARE

Le 300e anniversaire de la mort de Shakespeare est célébré à l'envi par Londres et par Oxford.

A Londres, les commémorations et les cérémonies vont se succéder durant toute une semaine. Le cycle de ces fêtes s'est ouvert par un pèlerinage des fervents du poète à Stratford-sur-Avon. Ce soir, un festival donné à Drury-Lane réunira plus de deux cents acteurs et actrices autour d'Ellen Terry et des autres interprètes illustres de Shakespeare, qui joueront tour à tour des fragments du *Marchand de Venise*, de *Beaucoup de bruit pour rien*, du *Conte d'Hiver*, de *Comme il vous plaira*, de *Roméo*, des *Commères de Windsor*, de *Coriolan* et de la *Douzième Nuit.* Une autre représentation de gala aura lieu au Royal Victoria Hall et au Hall des Apothicaires (Blackfriars), la London Shakespeare League reprendra le *Poetaster*, comédie de Ben Johnson, qui fut jouée pour la première fois au Blackfriar's Playhouse en 1601.

Oxford est avec Londres la ville la plus riche en souvenirs shakespeariens. Aucune bibliothèque, excepté celle du British Museum, ne possède plus de manuscrits et de livres relatifs au grand homme qu'on n'en voit à la Bodléienne. Elle s'enorgueillit d'avoir le seul exemplaire connu dans le monde entier de la première édition de *Vénus et Adonis* et aussi les seules exemplaires parvenus jusqu'à nous des 5e, 7e, 10e et 11e éditions des poésies de Shakespeare. Elle a un exemplaire unique et plus qu'unique du *Pèlerin passionné* (édition de 1612), car il contient deux pages de titre, l'une qui porte le nom de l'auteur et l'autre qui ne le porte pas. Elle a les premières éditions de *Lucrèce* (on n'en connaît que deux exemplaires) des *Sonnets*, de *Roméo*, du *Marchand de Venise* et du *Roi Richard II.*

Elle possède, en outre, une foule de commentaires, de travaux historiques et bibliographiques, imprimés ou manuscrits,

dont Shakespeare est le sujet. Le journal tenu par les administrateurs de la Bodléienne atteste qu'au dix-septième siècle les pièces de l'écrivain étaient en grand honneur parmi les étudiants d'Oxford, qui se plaisaient à les jouer, et l'on constate que celles qu'ils aimaient le plus étaient d'abord *Roméo,* ensuite *Jules César.*

Toutes ces richesses sont exposées pour deux ou trois mois dans la grande salle de la Bibliothèque. On y a joint des gravures et des photographies, des spécimens d'éditions étrangères et une relique précieuse entre toutes, un Ovide ayant appartenu à Shakespeare ; du moins ce volume des *Métamorphoses,* porte-t-il sur son feuillet de titre l'abréviation *Wm Shre*—où les experts en écriture reconnaissent la main du poète—et la mention suivante : "Ce petit livre d'Ovide m'a été donné par W. Hall, qui m'a dit qu'il venait de Shakespeare. Signé T. N. 1682."

Enfin, dernier hommage au poète, l'Université d'Oxford a demandé leur concours à quelques écrivains étrangers pour composer un livre d'or à la gloire de Shakespeare. Notre excellent collaborateur et ami M. Henri Chantavoine a envoyé ce sonnet, que nous sommes heureux de pouvoir publier :

A Shakespeare

Poète, noble fils de la grande Angleterre,
Fier et charmant génie, au long rayonnement,
Dont l'œuvre de beauté vit éternellement,
Comme le soleil luit pour réjouir la terre ;

Pour mieux commémorer ton nouveau centenaire
Que ton peuple et le mien fêtent en ce moment,
Regarde : tous les deux s'entr'aident fièrement
Dans l'effort fraternel de cette rude guerre.

Le cœur auprès du cœur et la main dans la main,
Ils veulent, tous les deux, sauver le genre humain
De la rapacité des aigles abattues ;

Quand nos drapeaux unis seront victorieux,
Alors nous reviendrons, sous de plus libres cieux,
Pendre une palme neuve au pied de tes statues.

Tous les Français s'associeront de grand cœur à cette glorification du génie britannique.—Z.

—*Journal des Débats*, 26 avril, 1916.

LXXII

LES POMMES DE TERRE SCOLAIRES

Après deux années de guerre, on ne saurait s'étonner que la vie devienne plus coûteuse ; la hausse est encore bien modeste si l'on compare les prix de nos marchés à ceux de l'Allemagne ; mais enfin elle existe et toutes les tentatives faites pour l'enrayer méritent l'encouragement. M. Lavarenne, agrégé de l'Université, a eu l'heureuse idée d'intéresser ses élèves à la crise agricole et, dans la mesure modeste où cela leur est permis, de les convier à la résoudre. Le lycée Lakanal, où il est professeur, occupe dans la campagne de Sceaux une partie de l'ancien domaine de Colbert. Il a obtenu des chemins de fer de l'Etat la disposition d'une pièce de terre voisine que les élèves cultivent à leurs heures de loisir. En quelques jours, ils ont ensemencé trois ares de pommes de terre ; et ils continuent la mise en valeur méthodique de leur champ.

Un professeur à l'Institut national agronomique, qui a bien voulu les aider, sur le terrain même, des conseils de sa haute compétence, a vivement engagé M. Lavarenne à développer cet emploi de la main-d'œuvre scolaire. De leur côté, les jeunes lycéens se montrent tout heureux de se livrer à ces travaux. D'abord ils sont fiers de se donner de la peine pour être utiles au pays ; de plus, ils prennent là un très bon

exercice en profitant d'excellentes leçons de choses. Enfin ils ont le plaisir de faire en même temps œuvre de charité, car leur intention est de partager la récolte, une fois les frais couverts (le maître s'est chargé des avances), avec l'œuvre des Soupes populaires de Sceaux qu'ils subventionnent depuis la guerre.

Encouragé par ce premier essai, M. Lavarenne désirerait associer à sa tâche le plus grand nombre possible de lycéens ; mais, pour cela, il lui faudrait trouver des outils et des cadres.

"Je suis certain, nous écrit-il, que beaucoup de personnes possèdent des outils de jardinge (bêches plates ou à dents, binettes, rateaux, crocs, fourches recourbées, brouettes, etc.), qui ne leur servent point, et qu'elles pourraient me prêter. J'en aurais naturellement le plus grand soin, et je les leur rendrais en parfait état, réparés au besoin. A Paris ou à Sceaux, je me ferais un plaisir de les faire prendre et, plus tard, de les rapporter à domicile."

"De même, je suis persuadé qu'il y a un certain nombre de personnes désintéressées et sans occupation fixe (officiers, professeurs ou instituteurs, rentiers, etc.) qui pourraient disposer de leur après-midi du jeudi pour venir diriger chacune une équipe de mes petits travailleurs. La direction technique étant assurée, il ne s'agirait pour elles que d'un service de surveillance à la portée des moins habituées à ces travaux ; elles rendraient ainsi au pays un service qui, pour n'être pas auréolé de gloire, n'en serait pas moins réel . . . Si l'après-midi entière paraissait trop longue, des roulements pourraient s'établir. Un peu d'organisation viendrait à bout de toutes ces difficultés."

Les jeunes ouvriers de Lakanal ne se flattent pas de résoudre à eux seuls le gros problème de la vie chère ; mais, comme le dit leur professeur, ils donnent un exemple, et cet exemple a chance d'être suivi. Sauf les lycées parisiens,

enfermés entre leurs murailles, presque toutes les écoles de France ont des jardins ou des maisons de campagne. Si chacune d'elles ensemence une parcelle de terre, la récolte commencera à devenir sérieuse, sans compter que cette initiative suscitera partout d'autres bonnes volontés. Ainsi, selon le vœu de M. Lavarenne, la jeunesse scolaire aura eu la joie et le mérite "de porter remède à la crise agricole, qui, en même temps qu'elle cause la cherté de la vie, oblige à augmenter les importations alimentaires et contribue par là à faire sortir l'or de France, à affaiblir notre change, à aggraver la crise des transports."—Z.

—*Journal des Debats*, 18 mai, 1916.

LXXIII

LA SOCIÉTÉ GAMBETTA AUX JARDIES[1]

La cérémonie qui réunit annuellement les amis de Gambetta dans leur pieux pèlerinage aux Jardies empruntait aux circonstances actuelles une exceptionnelle importance. Le gouvernement s'était fait représenter par M. de Freycinet, ministre d'Etat.

Discours de M. de Freycinet

Messieurs,

Les temps présents évoquent l'Année terrible et, avec elle, la grande figure dont nous venons ici saluer la mémoire. Que de pensées s'éveillent en nous! C'est le drame de 1870 lui-même qui revit dans nos esprits : la France envahie jusqu'à la Loire ; ses armées prisonnières ou assiégées ; le gouvernement enfermé dans Paris et ne communiquant plus avec le dehors ; la province désemparée, livrée à toutes les entreprises de l'ennemi . . .

A Tours, une délégation du pouvoir central essaye d'organiser la résistance. Mais ses efforts sont frappés de stérilité. La confiance manque, plus encore que les ressources. La nation,

[1] La villa des **Jardies** à Ville-d'Avray, près **Paris**, où est mort **Gambetta, le 31 déc., 1882, à l'âge de 44 ans.**

accablée par les revers, doute d'elle-même et, ne voyant pas d'où pourrait venir le salut, elle attend, dans une morne inaction.

Un homme paraît. Quel est-il ? Il appartient au gouvernement de Paris. Sa personne est encore peu connue, quoique, depuis deux ans, son nom soit fréquemment prononcé. Il a eu naguère des débuts retentissants. Il a osé, dans un prétoire, faire le procès de l'Empire et, au corps législatif, présenter l'apologie de la République : miracle de l'éloquence, il a été écouté. Il est jeune, il est ardent, il remue les foules. On le dit habile. Certains assurent qu'il est sage et que, sous des dehors impétueux, il garde toujours la maîtrise de soi-même.

Les conditions de son voyage frappent les imaginations : il est venu à travers les airs, sur un de ces appareils, si rares alors, où s'aventuraient seuls les aéronautes de profession. Les balles prussiennes l'ont assailli, effleuré même, tandis qu'il devisait tranquillement avec son ami Spuller.[1] Il a le double titre de ministre de l'intérieur et de la guerre. Il prétend lever des armées et délivrer Paris.

C'est ainsi que Gambetta fit son entrée à Tours, le 9 octobre, 1870, au milieu d'une agitation indescriptible, bientôt propagée jusqu'aux confins du territoire. Alors se produisit un phénomène extraordinaire, à peine croyable : en quelques heures, la disposition de tout un peuple fut changée. Ceux qui, la veille encore, déclaraient la résistance impossible, relevèrent la tête et dirent fièrement : "Pourquoi pas ?" La foi éteinte se ranima, comme allumée par une traînée de poudre.

Que va tenter le jeune tribun, en possession d'un pareil crédit ? Quel sera l'emploi de son éloquence ? Il s'agit d'étreindre les réalités, de créer, d'organiser. Dès ce moment, Gambetta se révéla sous un jour que nul ne soupçonnait. Cet

---

[1]**Spuller** (1835-1896), grand ami de Gambetta, journaliste, avocat et homme politique.

habitué du forum se renferma dans son cabinet de travail. Il scruta attentivement la situation. Il interrogea les rares personnes qui pouvaient le bien renseigner. Il mesura les difficultés, calcula les ressources. Sa résolution fut prompte.

A l'étonnement de ceux qui croyaient le connaître, il appela à lui non des hommes exercés à parler ou à écrire, mais des administrateurs, des savants, des ingénieurs, des chefs d'industrie. Ses choix arrêtés, il voulut s'assurer la liberté d'esprit et l'indépendance d'allures dont il allait avoir besoin pour effectuer à travers la France cet admirable apostolat qui suscita tant d'énergies. Il constitua le ministère de l'intérieur de manière à pouvoir le diriger de haut, il préposa au ministère de la guerre un délégué investi de sa confiance.

Une semaine avait suffi. Gambetta entreprit alors une série de voyages, coupés par des séjours à Tours et destinés à le mettre en contact avec les régions les plus menacées par l'ennemi. C'est là qu'il donna toute sa mesure de patriote et d'homme d'action. C'est là qu'il montra un courage, un sang-froid, une persévérance que rien ne put lasser.

Relisez ses harangues aux camps et dans nos cités. Ah! vous n'y trouverez pas les recherches de langage et le souci des applaudissements. Vous y trouverez les fortes objurgations, les appels émouvants, les cris arrachés par les douleurs de l'invasion. Vous y verrez l'orateur tout entier à sa cause, s'oubliant lui-même et d'autant plus entraînant qu'il est désintéressé et qu'il se confond avec la chose publique. Sa parole dépasse sa personne, elle est nationale.

Ainsi s'explique l'ascendant prodigieux qu'il a exercé sur les âmes. Ceux qui l'entendaient ne disaient pas: « Comme il a bien parlé! » mais ils disaient: « Suivons-le! » Et, en effet, ses auditeurs devenaient ses partisans, ils lui appartenaient, ils ne le quittaient plus. S'adressant à un peuple généreux et clairvoyant, qui n'est pas dupe longtemps des

calculs égoïstes, il employait, peut-on dire, d'instinct—car c'était le fond de sa nature—le moyen le plus propre à se l'attacher : il se donnait à lui et se faisait son serviteur en même temps que son guide ; entre eux se scellait l'union définitive.

L'éloquence de Gambetta était toute d'action. Elle ne se proposait jamais d'établir une thèse abstraite (sauf peut-être au Corps législatif, quand il démontra la supériorité de la République) ; elle avait toujours pour but de préparer et de faciliter quelque importante démarche. Non seulement pendant l'Année terrible, mais depuis, ses discours tendant à l'action, ils en sont pénétrés, ils la respirent. Chacun d'eux, au cours de la guerre, fut un gain pour la défense nationale ; ils créaient de l'énergie, dont bénéficièrent les champs de bataille. Eloquence qui ne ressemble à aucune autre et qui défie toute comparaison.

Comment s'étonner que sous l'impulsion d'un tel chef la résistance de la province, durant les cent jours de sa soi-disant dictature, ait dépassé les prévisions les plus audacieuses ? Comment s'étonner que dans ce court délai, malgré les pertes déjà subies, huit cent mille hommes, quatorze cents pièces d'artillerie aient été envoyés aux armées, que des services nouveaux aient pris place, que des établissements soient sortis de terre, que des généraux improvisés aient fait figure de grands capitaines, que, en un mot, l'effort de la France, réduite de moitié par l'invasion, ait cependant tenu l'ennemi en respect et même ait attiré un moment sur nos armes le sourire de la fortune ?

L'épopée eut une fin tragique. Mais le sang répandu ne le fut pas en vain. Nous prîmes conscience de nous-mêmes. Cette défense, dans des conditions désespérées, a montré ce que nous pourrions accomplir un jour, si, mieux préparés, nous rencontrions le même adversaire. Dès lors, à l'amer sentiment de la défaite s'est mêlée la pensée que cette défaite n'était

pas irrémédiable ; nous avons pu attendre, avec patience, les réparations de la "justice immanente."

D'autre part, nous avons distingué, à des signes certains, qu'une pareille défense, téméraire selon quelques-uns, nous avait valu l'estime du monde. La lutte avec un tronçon d'épée a prévenu la déchéance. La France déposant les armes après Sedan eût perdu son rang.

Quelle reconnaissance ne devons-nous pas au grand citoyen qui a su discerner et osé suivre la voie au bout de laquelle se trouvait le relèvement ! Que sa mémoire nous rende fidèles aux vertus qu'il a pratiquées et sans lesquelles les peuples déclinent. Ayons comme lui, le patriotisme dans les moëlles : un patriotisme non seulement fervent, mais attentif, vigilant, ombrageux. Ayons la confiance, mère de la hardiesse et des initiatives fécondes, la confiance inspiratrice de la persévérance et qui détermine l'action, dont Gambetta fut si prodigue.

Soyons, à son exemple, toujours prêts pour l'action, non une action fortuite et sans lendemain, mais une action systématique et voulue, qui s'est assigné un but et le poursuit sans dévier. Que chacun de nous se dise qu'il est l'ouvrier d'un des plus grands événements de l'histoire. Qu'il s'y emploie de toute son âme. Gambetta nous a légué un enseignement impérissable.

Les générations ne cesseront pas d'admirer comment un homme, sorti hier des rangs de la foule, a pu, par sa seule action, changer la volonté d'un peuple, lui communiquer sa flamme et l'entraîner aux derniers sacrifices. Nos yeux se tournent d'autant plus vers ce prodige aujourd'hui, que nous avons à soutenir la même lutte et que de nouveau toutes nos énergies sont tendues contre le même ennemi.

Quel surcroît de force Gambetta nous eût procuré, s'il fût resté parmi nous ! J'entends sa voix : elle retrouve ses superbes accents et fait descendre l'espérance dans le cœur de tous : elle refrène les impatiences et nous annonce la lumière au delà des

ombres passagères. Elle crie la victoire définitive. Je le vois contempler d'un regard charmé sa France, telle qu'il l'avait rêvée, avec ses alliances naturelles et ses amitiés, entourée du respect universel. . . .

Cette joie ne lui a pas été donnée. Il n'est pas témoin de ces merveilles: la nation tout entière debout, nos divisions oubliées, les classes confondues, tous ces héros fraternellement unis, allant au péril le front haut et le visage souriant; ces mères et ces épouses qui, dans leur résignation sublime, sèchent leurs larmes et offrent leur deuil à la cause sacrée.

Nous, qui traversons ces journées douloureuses et magnifiques, n'oublions pas que Gambetta les a préparées. C'est lui, c'est sa résistance obstinée qui a laissé dans l'âme du pays la croyance que l'arrêt du destin n'était pas irrévocable et que l'avenir nous ménageait de justes retours. Il nous avait appris à ne pas devancer l'heure du conflit sanglant, à le considérer toutefois comme inévitable. Il voulait que l'agression nous trouvât calmes et forts.

Les temps sont révolus; l'agression est venue plus brutale, plus inique, plus inhumaine qu'il ne l'avait sans doute prévue. Pénétrés de ses leçons, opposons à l'envahisseur une invincible constance. Déjà son élan fléchit. A travers le fracas des armes apparaissent les signes de sa lassitude. Le règne du droit s'approche. A la France l'honneur d'avoir combattu au premier rang pour en assurer le triomphe!

—*Journal des Débats*, 22 mai, 1916.

LXXIV

EXPOSITION DE RUINES

On vient d'inaugurer au *Kunstgewerbemuseum* de Francfort une exposition d'art. Elle rassemble les vues de villes et villages du front occidental. Pour les pays occupés par les troupes germaniques, les clichés ont été commandés par le ministère des cultes à la Société géographique de Berlin ou

achetés à des photographes hollandais, témoins impartiaux ; pour les régions demeurées aux mains des Alliés, on a eu recours à nos illustrations. Et le tout a pour but de prouver que les Allemands ne sont pas des Vandales.

Une première section contient les villes épargnées : en Belgique, Bruxelles, Anvers, Gand, Bruges, Tournai ; en France, Saint-Quentin, Laon, Noyon, Charleville, Sedan ; autant de cités que l'Allemagne pouvait détruire et qu'elle n'a pas détruites, autant de preuves vivantes de sa modération. Dans la seconde, figurent les villes mutilées. Celles-là aussi, bien entendu, plaident en faveur de l'Allemagne, autrement elles ne seraient pas là ; mais, pour comprendre leur plaidoyer on a besoin de quelques explications. Un certain docteur W. Sch. les donne dans la *Gazette de Francfort.*[1]

Voici Louvain. L'église Saint-Pierre a été incendiée ; elle a perdu son toit gothique, son orgue de la Renaissance. A qui la faute ? A la population civile, qui, en tirant sur des troupes régulières, avait mérité des représailles. Les officiers allemands n'en ont pas moins sauvé, au péril de la vie, le trésor de l'église, les peintures célèbres de Dirck Bouts et de Van der Weyden. S'il n'avait tenu qu'à eux, la bibliothèque, installée dans les anciennes halles, existerait encore ; mais elle était entourée de baraques qui brûlaient ; ses fenêtres n'avaient point de persiennes et les conservateurs n'étaient pas là.

A Malines, Saint-Rombaud et Notre-Dame-au-delà-de-la-Dyle ont reçu quelques éclats d'obus ; ces églises, placées au centre de la bataille, recevaient à la fois les coups de l'artillerie allemande et ceux de l'artillerie belge. On ne peut sans injustice en faire plus de reproches à une armée qu'à l'autre.

Le destin le plus triste est celui de la ville d'Ypres ; ses Halles fameuses ne sont plus qu'un lamentable squelette ; mais ici l'Allemagne est hors de cause. Si, au début, elle s'est

[1] Gazette de Francfort = Frankfurter Zeitung.

vue obligée, à son corps défendant, de bombarder l'édifice, elle ne l'a fait que dans la mesure strictement nécessaire, tandis que les Anglais s'acharnent sans excuse à consommer sa ruine; les Allemands assistent, la mort dans l'âme, à cette sauvagerie.

Le docteur W. Sch. passe sans s'arrêter devant les ruines d'Arras. Il convient que la ville a été éprouvée, qu'elle a perdu deux églises, son musée, son ancien palais épiscopal, les vieilles maisons de ses places, et que l'hôtel de ville n'est plus qu'un tas de décombres; mais la tour qui le surmontait dominait au loin toute la plaine. C'était pour l'artillerie allemande un devoir de la détruire. "Tandis que la cathédrale de Soissons n'ayant pas été employée à une destination militaire, a été respectée par nous et est demeurée indemne."

Il faut que les collections photographiques de Francfort soient bien incomplètes ou que l'auteur du boniment ait un fameux aplomb pour soutenir pareil mensonge. Tous les Parisiens ont vu au Trocadéro les clichés représentant la nef de l'église de Soissons encombrée des assises d'un pilier rompu et de deux voûtes entraînées dans sa chute. Ces clichés ont été reproduits dans nos illustrations; il est impossible qu'en Allemagne on ne les connaisse point.

"La plus grande émotion, continue le docteur, a été causée par le bombardement de la cathédrale de Reims. Bien à tort! La responsabilité en revient aux Français qui ont mésusé de cet édifice en l'employant à des fins militaires. Un poste d'observation ayant été placé dans la tour le 19 septembre, 1914, nous avons dû ordonner, à midi vingt, un tir qui a atteint cette tour à l'angle externe et supérieur. Depuis lors aucun tir méthodique n'a été dirigé contre la cathédrale. Il se peut qu'elle ait été touchée par des projectiles égarés que nous destinions aux batteries placées dans son voisinage immédiat, à droite et en arrière; mais là encore il ne faut accuser que le commandement français qui, par sa tactique,

nous a contraints de bombarder l'intérieur de la ville. Les sculptures classiques, qui étaient le plus précieux ornement de la cathédrale, n'ont pas été détruites par nos bombes. Leur état actuel est la conséquence de l'incendie qui a été transmis à l'échafaudage de la tour nord-ouest par les flammes de la ville embrasée.. La haute température a fait se soulever et se détacher la couche superficielle de la pierre calcaire."

Il y a dans ces affirmations autant de mensonges que de mots. La cathédrale n'a pas été bombardée une fois, mais vingt fois. Elle l'a été dès le 4 septembre, lorsqu'avant leur entrée, sous prétexte de parlementaires perdus ou retenus, les Allemands se livrèrent à un premier tir "d'intimidation." Sur 150 obus qui tombèrent en ville, une douzaine éclatèrent dans les environs immédiats de la cathédrale, qui fut déjà égratignée par leurs éclaboussures; trois atteignirent Saint-Remi, plusieurs autres Saint-André. Les clochers des trois principales églises avaient donc été volontairement visés.

Jamais, ni avant ni depuis le 19 septembre, aucune batterie française n'a été placée à proximité de la cathédrale, ni même dans sa ligne, à quelque distance que ce soit. Les plus voisines en sont tellement éloignées, que l'artillerie allemande serait bien maladroite s'il fallait attribuer à des erreurs de tir les *cent cinq* ou *cent sept* obus qui ont atteint la cathédrale. (Nous parlons des obus et non des simples éclats.)

Enfin, le docteur allemand assure que le feu a été communiqué à l'échafaudage par les flammes de la ville incendiée. Le quartier qui brûlait, le 19 septembre, est au sud-est de la cathédrale; son foyer le plus rapproché, le palais archiépiscopal, était séparé de l'échafaudage par toute la longueur et toute la largeur de l'immense église; comment aurait-il pu transmettre le feu aux charpentes de la tour nord-ouest? Une foule de témoins affirment au contraire et prouvent par des photographies que l'incendie s'est déclaré sur trois points à la fois.

"Les nécessités de la guerre, conclut le docteur, ont des suites cruelles. Mais jamais, du côté allemand, une œuvre d'art n'a été détruite par malice. La haine aveugle, l'envie exaspérée ont seules pu imaginer une si odieuse calomnie." Pour faire justice de cette prétendue calomnie, les arguments de la *Gazette de Francfort* manquent vraiment trop de force et de sincérité. Mais il reste à nos ennemis un moyen autrement efficace de prouver leur respect pour les chefs-d'œuvre de l'art. Ils en ont quelques-uns encore au bout de leurs canons. Qu'ils réduisent le nombre des obus "égarés."—Z.

—*Journal des Débats*, 23 mai, 1916.

LXXV

A LA SAINTE-CHAPELLE

La messe à la mémoire des avocats morts pour la Patrie

La Sainte-Chapelle, où, depuis la suppression de la messe du Saint-Esprit, dite messe rouge, en 1903, n'avait été célébré aucun service religieux, a été ouverte, ce matin, à dix heures, pour une cérémonie émouvante à laquelle s'est associé le Palais de Justice tout entier. Une messe solennelle y a été dite à la mémoire des membres du barreau morts pour la Patrie.

Le président de la République, se souvenant qu'il avait été membre du Conseil de l'Ordre, avait tenu à assister à cette cérémonie avec Mme Poincaré. Ils étaient accompagnés du général Duparge.

M. Raymond Poincaré a été reçu par M. le bâtonnier Henri-Robert, ainsi que par M. Brunet, député de Charleroi, délégué par M. Theodor, bâtonnier du barreau de Bruxelles, et lui-même ancien bâtonnier.

La messe a été dite par M. le chanoine Delaage. L'absoute a été donnée par S. Em. le cardinal-archevêque de Paris.

A la fin de la cérémonie Mgr Amette a prononcé l'éloge funèbre des défunts. "Monsieur le Président de la République, Monsieur le bâtonnier, a-t-il dit en substance, je suis heureux de saluer dans cette Sainte-Chapelle où tout nous rappelle les gloires de la patrie et les efforts accomplis à l'intérieur même de ce palais en faveur de la justice, le barreau qui par son abnégation et son dévouement aux plus saintes causes, honore notre pays. Les avocats qui ont combattu pour la France étaient avant la guerre les champions du droit. Ils le sont restés. Aujourd'hui cent quatre d'entre eux ont sacrifié leur vie à une grande cause, et soixante de leurs fins glorieuses ont fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée."

"Que d'actes héroïques ils ont accomplis ! que de mots sublimes ils ont prononcés ! L'un d'eux disait : "Mon Dieu, je ne vous demande rien pour moi, protégez-nous !" Un autre s'écriait : "Je suis heureux ! Je meurs pour ma patrie !" Et n'était-elle belle entre toutes, dans le sacrifice et le désintéressement qu'elle révélait, cette parole d'un mourant : "Je suis perdu mais qu'importe si nous avons la victoire." La victoire, oui, nous l'aurons par le courage de nos soldats, la force de nos armements, la science de nos généraux. Mais nous aussi avec l'aide de Dieu, qui voudra couronner tant de morts admirables."

—*Journal des Débats*, 23 mai, 1916.

LXXVI

Extrait d'une Conference faite dimanche 21 mai à la Ligue de l'enseignement par M. Camille Jullian, membre de l'Institut.

Le passé vous montre d'abord que, de l'autre côté du Rhin, vous avez de vrais ennemis, j'entends non pas des adversaires que l'on combat dans un moment de dispute et avec lesquels, demain, la réconciliation ou l'oubli seront possibles, mais des ennemis à fond, de toute durée et de toute manière, naturels et inévitables—je dis de leur côté et non pas du nôtre,—car

nous, nous sommes la race qui ignore la haine, qui ne sait pas être une ennemie implacable, qui veut plaire à tous. Eux, depuis vingt siècles, ont toujours eu la jalousie, la convoitise de la Gaule, de la France. Tels ils sont maintenant, tels ils étaient au début de l'histoire connue.

Il y a vingt siècles, le plus ancien chef germain dont il soit fait mention, Arioviste, se glorifiait un jour de ce que ses soldats et lui étaient demeurés qùatorze ans sans s'être reposés sous un toit. Voilà, Messieurs, la première parole germanique qui ait été lancée dans le monde. Ainsi, le repos auprès du foyer, la causerie de ceux que l'on aime, le labeur pacifique et fécond de la campagne, la jouissance normale des bienfaits de la vie, Arioviste le Germain se vantait de les avoir ignorés. Ce qu'il avait fait durant ces quatorze années, c'était la guerre, rien que la guerre, et c'était en Gaule qu'il l'avait faite et contre nos aïeux.

Plus d'un siècle se passe, et voici que de nouveau des Germains franchissent le Rhin et pénètrent sur nos terres. "Vous vous en étonnez ?" disait aux Gaulois le général romain qui les défendait. "Mais c'est là une histoire éternelle. Ils ont de mauvaises terres, hérissées de forêts et salies de marécages ; et vous en avez d'excellentes. Tant que vous ne serez pas les plus forts, vous ne jouirez pas en sécurité de vos maisons et de vos vendanges."

Le Romain avait raison : c'est "l'éternelle histoire." Cette fois, d'ailleurs, les Germains furent les plus faibles.

Deux siècles plus tard, il y a de cela seize cent cinquante ans, ils furent les plus forts, et les bandes germaniques coururent par toute la Gaule, depuis le Rhin jusqu'aux Pyrénées. Ce fut la fin d'un monde : et jamais plus notre pays ne devait voir désastre pareil. Toutes nos villes furent détruites, ces aimables et joyeuses villes bâties par Rome, étincelantes de marbres et parées de statues, où depuis trois siècles on

n'entendait plus que les rumeurs des foules au travail. Savez-vous pourquoi les Thermes de Cluny ne sont qu'une ruine? pourquoi les Arènes de la rue Monge ne sont que des pans de murailles disloqués? pourquoi le théâtre romain de la rue Racine a disparu sous le gravier de la chaussée? C'est parce que les Germains, un jour d'autrefois, ont traversé Paris.

Que de fois, depuis lors, ils ont voulu y revenir, la menace à la bouche et la torche à la main! Le plus près qu'ils s'en soient rapprochés, avant 1814, c'est en 979, au temps du roi Lothaire. Un empereur des Allemands (ils avaient déjà des empereurs), Othon de Saxe, arriva jusqu'au sommet de Montmartre, par une attaque brusquée, mais il n'alla pas plus loin. Paris se renferma dans ses murailles et le roi de France s'approcha avec son armée. Ecoutez ce que fit alors l'empereur. Il prit peur et décida de se retirer jusqu'au Rhin.

Mais, à la veille de son départ, il réunit tous les chantres qu'il put trouver, tous les hommes à forte voix, et il leur fit chanter un *Alleluia* si formidable que toutes les maisons de Paris en tremblèrent; je dis les maisons et non pas les poitrines. Puis, après ce gros *Alleluia* de mensonge, l'empereur déguerpit, se fit battre, et on ne le revit plus. Vous voyez que *bluff* pour *bluff*, haine pour haine, les Allemands de jadis valaient ceux d'aujourd'hui.

S'ils nous avaient jamais une fois, d'une rive du Rhin à l'autre, tendu une main qui fût franche et loyale, nous leur aurions donné la nôtre. Maintenant, il est trop tard, et pour toujours. Les leçons du passé sont connues, et elles sont longues. Il y a vingt siècles qu'elles se sont formées.

Quelques-uns de nos combattants s'étonnent de cette colère que nous inspire l'Allemagne, à nous, écrivains de l'arrière, qui vivons loin du péril. Eux, sur le front, ils sont parfois tentés de ne voir dans l'Allemand que l'être humain qui leur fait face, qui est en danger de mort comme ils le sont eux-mêmes, ils peuvent n'éprouver pour lui, par instant, ni

courroux ni rancune. Et c'est bien une attitude de soldat français, loyal et généreux.

Mais nous, historiens, ce que nous voyons contre nous, contre la France de tous les temps, c'est l'ennemi qui, depuis vingt siècles, n'a jamais désarmé, qui nous a enlevé tant d'êtres et tant de joies, à qui nous devons toutes les ruines de nos édifices, qui guette sans répit nos instants de défaillance pour prendre contre nous son élan de bête de proie. S'il nous inspire de la colère, je vous assure que c'est une colère juste, où s'accumulent vingt siècles de périls français. Et, comme cette colère, la guerre qui l'accompagne est une guerre juste où tous nos héros morts, où tous nos monuments mutilés, où tous les souvenirs de notre histoire se rangent à côté de nous.

—*Journal des Débats*, 24 mai, 1916.

LXXVII

UN CONCOURS DE "MINTEUX"

Un journal de réfugiés nous apprend que, parmi les réfugiés du Nord qui ont trouvé un asile à Caen, on ouvre un grand concours de *Minteux*, autrement dit de hâbleurs. Tous les gens du Nord résidant dans le chef-lieu du Calvados sont invités à comparaître devant un jury et à lui raconter les plus énormes *mentiries* qu'ils auront pu imaginer. Le concours se poursuivra pendant cinq séances et sera doté de nombreux prix.

On s'étonnera peut-être, au premier abord, que des septentrionaux puissent avoir le goût de prendre part à un tel concours et le talent d'y réussir : la galéjade passe pour être essentiellement du Midi, et l'on imaginerait volontiers qu'elle ne peut fleurir loin de la Cannebière ou de la patrie de Tartarin. Mais il se peut justement que des gens, qui sont à l'ordinaire d'esprit positif et d'imagination calme, goûtent à ce jeu le plaisir de la difficulté vaincue : le fait est que, nonobstant les théories sur la psychologie des races, le concours de Minteux est un ancien jeu des Flandres.

L'histoire de nos ancêtres nous offre, du reste, de nombreux exemples de *mentiries* : Quand les Gaulois arrêtaient les voyageurs au passage pour leur faire raconter des histoires, ceux-ci étaient bien obligés d'embellir la réalité pour que le plaisir des auditeurs fût plus vif et leur hospitalité plus généreuse. L'homme qui fait un récit est porté naturellement à arranger un peu la vérité pour se donner plus de prestige : c'est une voie glissante et sur laquelle il est difficile de s'arrêter.

Il faut le reconnaître, nos héros les plus authentiques ont aimé parfois à parer la vérité de quelques ornements : quelles histoires de ce genre ne trouve-t-on pas dans nos Chansons de geste ! L'une d'elles montre Charlemagne et ses pairs reçus par l'empereur de Constantinople et passant la nuit, tous les treize, dans une immense salle voûtée où ils ont peine à dormir. Pour charmer la longueur de leur insomnie, ils décident que chacun racontera son histoire merveilleuse, ou son gab. Or, l'empereur de Constantinople, voulant connaître les pensées et les intentions de ses hôtes, s'était caché dans une colonne creuse ; il ne perdait rien de ces propos fantastiques, et il s'en amusa jusqu'au moment où il entendit le gab d'Olivier. Mais, dans ce gab, il était question de sa propre fille. Quelle vengeance l'empereur de Constantinople tira de cette insulte et comment le gab d'Olivier se termina par un mariage, c'est ce qu'on apprend à la fin de la chanson.

Quant à Roland, le preux des preux, au moment où il est blessé à mort, il prie Dieu et invoque Durandal. Grâce à toi, dit-il à son épée, je conquis pour l'empereur tel et tel pays ; et il fait une énumération de provinces et de nations si prodigieuse que le lecteur est tout ébaubi, car jamais il n'avait appris que Charlemagne eût jamais agrandi son empire d'une manière aussi démesurée . . . Mais lorsque Roland parlait ainsi—s'il faut en croire l'auteur de la *Chanson*, qui était un septentrional,—

il était déjà sous les ombres de la mort! . . . Et Roland, d'ailleurs, avait le droit d' "exagérer"!

Que les réfugiés du Nord, autorisés par de si glorieux exemples, ouvrent donc leur concours de Minteux. Ce jeu a l'avantage de n'être ni sanguinaire, ni coûteux, puisqu'il ne demande que des frais d'imagination; en outre, il emportera ceux qui y prendront part loin des tristes réalités présentes et leur fera oublier pour un moment leur exil dans la patrie. Qu'ils inventent donc les plus beaux, les plus surprenants mensonges, qu'ils imaginent la joie débordante et les fêtes du retour dans leurs villes ou dans leurs hameaux: le mensonge d'aujourd'hui sera la vérité de demain.—U.

—*Journal des Débats*, 3 juin, 1916.

LXXVIII

LA VICTOIRE NAVALE

Les vrais succès ne perdent rien en vieillissant. Au contraire, ils sont encore plus vrais le lendemain. Ce n'est pas le cas pour la grande "victoire navale" des Allemands, célébrée au Reichstag. Sauf pour les écoliers qui ont eu leur jour de congé, et pour le vice-amiral Scherr qui gardera ses galons d'amiral, la victoire allemande se termine par une déception. Il faut rendre les lauriers. La flotte anglaise n'a rien perdu de plus que le premier communiqué de l'Amirauté ne l'annonçait, tandis que la liste des pertes allemandes s'allonge indéfiniment. La loyauté du communiqué anglais fait cruellement ressortir la duplicité du radio allemand. Les pertes allemandes dépassent dès maintenant les pertes anglaises, et le dernier mot n'est peut-être pas dit, car ceux qui pourraient dire toute la vérité ne sont pas pressés de le faire. L'empereur est allé saluer à Wilhelmshaven les éclopés de sa flotte, mais il n'est pas probable qu'il confie au public le fruit de ses constatations. En tout cas les dithyrambes de la presse

allemande ont baissé de ton, les drapeaux ont réintégré leurs gaînes, de même que le cortège triomphal que préparaient les Germains de New-York est rentré au vestiaire.

On peut discuter sur l'efficacité des deux méthodes, celle de l'Angleterre qui consiste à dire tout de suite toute la vérité, surtout si elle est désagréable, et celle de l'Allemagne qui consiste à trompeter d'avance la prise de Vaux, la prise de Verdun, la destruction de la suprématie navale anglaise, et à ne jamais avouer les défaites, comme c'est encore le cas pour la Marne. Le système allemand a parfois réussi, du moins au début, mais il ne trompe plus personne en dehors de l'Allemagne. Même les neutres les plus incapables de critique quand il s'agit de l'invincibilité allemande commencent à beaucoup rabattre des victoires allemandes. Ils admettent que ce sont des batailles sans résultat. Le système de la contre-vérité perd donc, à l'usage, beaucoup de son effet. Les faits finissent toujours par parler. Dès le premier jour, nous avons remarqué que le vainqueur, en tout pays sauf en Allemagne, c'est celui qui reste maître du champ de bataille, et non celui qui est mis en fuite. De ce premier point de vue, la victoire anglaise est incontestable. Elle ne l'est pas moins si l'on considère les objectifs des deux flottes. La flotte allemande cherchait à rompre le blocus qui l'enserre, elle voulait se donner de l'air, et probablement lancer, soit vers le Nord sur les routes d'Arkhangel, soit vers le large sur les grandes routes océaniques, des corsaires rapides chargés de couper ou tout au moins d'entraver de précieuses communications. Ce but est totalement manqué. Quant à la flotte anglaise, elle a joué sans défaillance son rôle de sentinelle que rien ne doit détourner de sa consigne : elle a maintenu le blocus qu'elle avait pour mission de maintenir. Elle l'a fait au prix de pertes cruelles ; sa division d'avant-garde s'est héroïquement sacrifiée pour donner le temps au gros de la flotte d'accourir, mais son sacrifice a été récompensé puisque

le verrou s'est refermé sur la flotte allemande. Aucun raisonnement ne prévaudra contre ce succès final, ni n'en amoindrira la portée.

C'est pourquoi on commence à dire partout "la victoire" du Jutland, comme les Allemands l'avaient dit les premiers, seulement ce n'est plus d'une victoire allemande qu'il s'agit, mais d'une victoire anglaise. Les Allemands ont eu le tort de "chanter victoire" avant de l'avoir remportée ; les Anglais, sans d'ailleurs avoir plus d'envie de chanter que nous-mêmes en pareille occasion, ont réellement gagné la bataille. C'est là ce qui importe, le reste n'est que fumée,—fumée asphyxiante pour ceux qui se la laissent monter à la tête.—A. A.-P.

—*Journal des Débats*, 7 juin, 1916.

LXXIX

LE MARÉCHAL KITCHENER

Le deuil qui frappe aujourd'hui l'Angleterre sera douloureusement ressenti dans tous les pays alliés, et particulièrement en France où le souvenir du jeune volontaire de l'armée de la Loire est toujours resté populaire. Il avait à peine vingt ans, et n'avait pas encore passé par l'Ecole militaire de Woolwich, quand il fit ainsi ses premières armes sous un chef dont le contact était à lui seul un glorieux enseignement : le général Chanzy. Kitchener avait d'ailleurs la vocation. Il était d'une lignée de soldats. Il était né en Irlande, mais de souche anglaise par son père et de souche française par sa mère, descendante d'une famille de réfugiés après la Révocation. Elevé en partie en France et en Suisse, voué à la carrière coloniale, Kitchener était de ces grands Anglais qu'on voit rarement dans leur pays, mais qui le servent avec un égal bonheur sur tous les points du globe. Une santé de fer, une carrure vigoureuse lui ont permis de mener pendant quarante ans, sous toutes les latitudes, cette vie d'action

intense qui use les plus solides mais qui en trempe quelques-uns à l'épreuve de tous les assauts.

Kitchener était de ces derniers. La plus grande partie de son existence s'est passée en Egypte. Il y est resté plus de vingt ans, et c'est là qu'il a donné tout d'abord la mesure de ses talents de chef et d'organisateur. C'est lui finalement qui a triomphé du mouvement madhiste, lequel avait gagné tout le Soudan et menacé l'Egypte même. Et il en a triomphé, non pas par un de ces coups risqués qui forcent parfois la fortune, mais qui plus souvent passent à côté du but, il en a triomphé en sachant attendre, en suivant les événements, en les préparant dans la mesure où la prévoyance humaine peut prétendre agir sur l'avenir sans tomber dans la mégalomanie. La victoire décisive d'Omdurman (1898) n'est pas un heureux accident, c'est le résultat mathématique d'une opération militaire et diplomatique bien conçue et bien conduite. Kitchener comme Gallieni, comme tous les grands coloniaux, est un homme de sang-froid, qui se pique de ne recourir à la force qu'à l'heure et dans les limites où il convient de lui faire appel. C'est au cours de cette campagne qu'il se rencontra avec l'expédition Marchand. Dans cet épisode de Fachoda, il sut faire preuve des mêmes qualités, et elles ne furent pas inutiles à la solution amiable d'une difficulté qu'il ne faudrait pas juger sur le peu d'importance que nous lui attribuons aujourd'hui. L'ancien combattant de 1870 ne demanda pas à notre drapeau de s'incliner devant la menace, il planta le sien à côté du nôtre, et c'est pourquoi tous deux peuvent fraterniser aujourd'hui sans arrière-pensées ni mauvais souvenirs.

Kitchener, élevé à la pairie et au titre de *sirdar*, ou généralissime égyptien, paraissait appelé à jouir d'un repos relatif—et bien gagné—lorsque la guerre du Transvaal lui valut une autre mission de confiance, dont il s'acquitta avec le

même dosage d'opérations stratégiques et d'avances diplomatiques. Lord Kitchener résolut le problème de soumettre les Boers sans porter atteinte ni à leur honneur ni à leur légitime fierté. Il aplanissait les voies pour les réconciliations loyales et proches, et c'est assurément une de ses gloires les plus enviables que d'avoir vu accourir à son appel et servir volontairement sous ses ordres les chefs mêmes qui avaient héroïquement combattu contre lui. Ce brillant succès le désigna pour le commandement de l'armée des Indes, qu'il garda de 1902 à 1909, et qui lui permit de se rendre compte de la valeur du concours militaire que l'Inde pourrait, le cas échéant, fournir à la métropole. Il s'en est souvenu plus tard. Nommé maréchal et renvoyé en Egypte comme agent diplomatique, c'est-à-dire en réalité comme chef du gouvernement, il n'a quitté ces hautes fonctions, qui paraissaient devoir être le couronnement naturel d'une magnifique carrière, que pour assumer des responsabilités plus redoutables lorsqu'éclata la conflagration actuelle.

La confiance unanime de ses compatriotes le désignait pour le poste de ministre de la guerre à l'heure du suprême danger. Il ne songea pas à se dérober. Ce n'est pas qu'il eût des illusions sur l'immensité de la tâche à accomplir. Kitchener, dès le premier jour, a compris que la guerre serait longue et terrible. Il a compris que tout l'organisme militaire anglais était à refaire sur un modèle démesurément agrandi, si l'Angleterre entendait jouer dans la lutte un rôle digne d'elle et de son passé. Il a compris que l'excellente petite armée alors existante, en dépit de toutes ses vertus, resterait « méprisable » aux yeux de ceux qui ne tiennent compte que des éléments matériels si elle n'acquérait d'abord le nombre. Les volontaires ont surgi du sol par millions. Mais à ces millions de recrues

il fallait des armes, des munitions, des officiers, en proportions insoupçonnées. Une pareille organisation ne pouvait s'improviser en quelques mois, et il fallait pourtant que, sans attendre la perfection, il y eût des armées en campagne au bout de ces quelques mois, ne fût-ce que pour permettre à d'autres de se constituer derrière. Le maréchal Kitchener n'a méconnu ni négligé aucun des éléments du problème. Il a fait à la fois du provisoire et du définitif. Il a d'abord mis sur pied ses volontaires, puis il a réclamé—et obtenu—le service obligatoire qui était pour l'Angleterre une si grande résolution, un si grand renoncement à ses privilèges séculaires, qu'il eût été impossible d'y songer avant d'avoir épuisé tous les autres procédés.

Et c'est aujourd'hui, à l'heure où la machine, forgée et aiguillée par lui sur la bonne voie, est en vue du but, qu'il disparaît frappé par une arme sournoise. Lui non plus ne verra pas le fruit de ses travaux. Du moins, il emporte dans la tombe la certitude que les succès de demain seront, quoi qu'il arrive, les siens. L'Angleterre n'est pas oublieuse. Déjà on rapproche la grande ombre de Kitchener de celle de Nelson, car tous deux ont su parler à leurs compatriotes le langage qui leur convient. « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir," disait Nelson à ses équipages le matin de sa mort. L'ordre du jour de Kitchener à l'armée anglaise le jour de la déclaration de guerre est de la même école : « Rappelez-vous que l'honneur de l'armée britannique dépend de la conduite de chacun de vous." Le message du roi George traduit en un mot simple l'émotion des quatre millions d'hommes appelés par Kitchener sous les drapeaux : « Lord Kitchener sera pleuré par l'armée comme un grand soldat."

A. Albert-Petit.

—*Journal des Débats*, 8 juin, 1916.

LXXX

LE DERNIER DISCOURS D'EMILE FAGUET

Emile Faguet[1] a exprimé le vœu qu'aucun discours ne fût prononcé sur sa tombe. Ce n'est pas déroger à son désir que de rappeler ici, *in memoriam*, le dernier discours qu'il prononça devant un grand public, au Trocadéro, le 12 juillet, 1913.

C'était à la distribution des prix du lycée Janson, qui, cette année-là, revêtit un air de fête inaccoutumé. Emile Faguet, qui avait jadis quitté ce lycée pour la Sorbonne, revenait, après vingt ans et plus de travaux et d'honneurs, visiter ses anciens collègues et couronner les fils de ses anciens élèves. Quoique académicien, il ne voulut venir qu'en universitaire. Lorsque, appuyé au bras du proviseur (il boîtait depuis un accident récent), il parut dans sa toge de professeur de Sorbonne, une longue et cordiale acclamation le salua. Il se sentait là en famille. Le professeur chargé du discours d'usage—un ancien de la maison—avait pris pour thème ses souvenirs d'écolier durant la guerre de 1870. Il avait quinze ans à cette date. Emile Faguet, son aîné de plusieurs années, et qui avait été mêlé de plus près aux mêmes événements, donna à ce premier propos une suite, et quelle suite! Nous ne savons si jamais, parmi tant de discours patriotiques et admirables que la jeunesse a entendus depuis le 2 août, 1914, il en est qui aient dépassé l'émotion, la pénétration, la noblesse de ce discours "d'avant-guerre." Et l'on ne saurait peindre la ferveur quasi-religieuse avec laquelle il fut écouté.

"De tous les sentiments libres, disait Emile Faguet, l'amour de la patrie est le plus pur et le plus fort qu'il y ait. Il nous associe à tous ceux qui, sur notre sol, parlent notre langue, vivent de nos coutumes, vivent de nos mœurs, vivent de notre

---

[1] **Emile Faguet,** l'éminent critique, né en 1847, mort à Paris le 8 juin, 1916.

âme, vivent de notre vie. Il est une fraternité indéfinie. Il est beau comme un rêve et concret comme une énergie: beau comme un rêve, car il nous emporte très loin, là-bas, au Nord, au Midi, à l'Ouest, à l'Est—à l'Est surtout—vers les frères inconnus, les compagnons indistincts, les populations confuses qu'on voit fourmiller dans des horizons prolongés et élargis, et que l'on aime comme s'ils étaient proches, et qu'on rapproche en effet par évocation, et dont on entend les voix, graves des vieillards, mâles d'hommes mûrs, fraîches de femmes, chantantes d'enfants; ah! la belle chose que d'aimer des millions et des millions d'hommes qu'on ne connaît pas, qu'on ne connaîtra jamais, et qui sont nos voisins et nos amis et nos intimes, parce qu'ils disent en français le même mot que nous: France!—concret comme une énergie, car nous sentons qu'il ne suffit pas de songer à ces choses et d'en faire un entretien de l'esprit, mais qu'elles n'existent qu'à la condition d'être voulues autant que pensées, d'être dans notre travail de tous les jours comme dans notre méditation de tous les soirs, d'être dans notre cœur comme dans notre imagination, d'être en un mot un vouloir continu: *la patrie, c'est la volonté de patrie.*"

Cette belle formule s'épanouissait aussitôt dans un développement magnifique dont voici un des passages essentiels:

"On appelait autrefois les grands hommes pères de la patrie. L'expression est belle; mais j'ai souvent dit que nous sommes tous pères de la patrie et que nous devons l'être. Nous sommes des enfants, mais nous sommes aussi des pères, parce que c'est de notre amour pour elle qu'elle naît tous les jours; parce qu'il est de notre volonté qu'elle soit. C'est la création continue . . . Il faut se le dire sans cesse quand on travaille . . . Il faut se dire: "Je crée la patrie, je contribue à la créer, je la continue et je la prépare, je la forme, j'en pétris les éléments, j'en suis le démiurge pour ma part; elle

m'attend, et mes camarades, et mes amis, et mes compagnons de labeur, et mes compagnons de pensée, et mes associés de conscience, pour naître, une cent millième fois, puisque sans moi, sans nous, elle se dissoudrait dans le néant.

"Se dire ces choses, cela crée une responsabilité magnifique et une force: car la force est toujours en raison de la responsabilité dont on a conscience; cela donne des raisons de vivre. Il faut se donner cette raison de vivre, surtout, que par nous est appelé à la vie quelque chose de plus grand que nous."

Telle fut la dernière leçon d'Emile Faguet à la jeunesse de France. Comment celle-ci a réalisé la parole suprême du maître, on l'a vu depuis. Et ceci est sans doute sa plus belle oraison funèbre.

S. Rocheblave.

—*Journal des Débats*, 12 juin, 1916.

LXXXI

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Mon cher Directeur,

Vous estimez avec juste raison que le "facteur moral" a une extrême importance dans les heures graves et anxieuses que nous traversons. Vous m'avez demandé de dire ici brièvement ce que je sais, ce que je pense, ce que j'espère de l'état moral et de la capacité de résistance de notre pays. Je vais essayer de vous satisfaire sans me proposer d'autre but dans ces notes brèves que de fuir l'illusion, de parler clairement et de consigner ce que je crois être la vérité. Je me suis renseigné en province auprès de mes amis; ils se sont éclairés eux-mêmes, chacun dans son coin. Voici leur réponse.

Les gens de chez nous—à trois pas de la frontière et qui ont vu l'ennemi en 1914, avant la victoire de la Marne, lorsqu'il

marchait sur Paris, où il comptait arriver à la fin de septembre,—ont une philosophie très simple et qui leur suffit. Ils ne se payent pas de mots. Mais, avec leur bon sens, fruste et logique, ils se mettent en face des réalités. Ils ne font pas de beaux discours, ils ne sauraient pas, et ils n'aiment pas beaucoup à en lire, sur la guerre, le patriotisme, le courage, l'esprit de sacrifice, etc. Ils savent et ils voient que cette guerre est longue, dure et sanglante ; ils aimeraient mieux, évidemment, qu'elle fût finie, bien finie. Mais ils se disent, tous, et cette idée est entrée en eux par instinct et par raisonnement : "La guerre ! Ce n'est pas nous qui l'avons voulue ; nous ne rêvions ni d'agressions ni de conquêtes. On nous l'a déclarée, imposée. Il faut, de toute nécessité, la subir, tenir jusqu'au bout, résister et vaincre, si nous ne voulons pas être écrasés." J'ai entendu, de mes oreillles, ce mot d'un paysan, acharné à sa tâche, qui n'est pas devenue commode, et plein de confiance, oui, de confiance, dans l'avenir : "On ne meurt pas tant qu'on veut vivre."

Ils savent mieux que nous ce qu'ils pensent et ils le disent mieux parce qu'ils le disent plus librement. Ils disent donc : "Il faut reconduire les Allemands chez eux de manière à leur ôter l'envie de revenir chez nous. Ils y sont aujourd'hui provisoirement et prétendent nous dicter des lois. Nous ne sommes pas faits pour leur obéir, pour devenir leurs sujets, leurs valets de charrue. D'ailleurs, s'ils étaient les plus forts, nous serions bientôt dépouillés ; ils nous prendraient nos maisons, nos champs, nos vignes, notre avoir et nous chasseraient de nos villages, comme ces pauvres émigrés du Nord et de la Lorraine, que nous avons vus passer ici et qui n'avaient plus ni foyer, ni asile ni rien à se mettre sur le corps. Où irions-nous ? Nous n'avons qu'un moyen de rester ici et d'y vivre, comme nos pères y ont vécu, en pauvres gens, mais en hommes libres, c'est de défendre notre terre et de la reprendre à ces étrangers."

Ils ne lèvent pas les bras au ciel; ils ne parlent ni de Du Guesclin, ni de Jeanne d'Arc, ni même de la Convention nationale; ils ne disent, ordinairement, ni les Barbares, ni les Boches, ils se bornent à dire les ennemis, les Allemands, les Prussiens surtout, mais ils ne veulent pas vivre sous la botte allemande et labourer pour le roi de Prusse, parce qu'ils sont Français. Tout est là pour eux.

CIVIS.

—*Journal des Débats*, 13 juin, 1916.

LXXXII

LA GUERRE EN HEXAMÈTRES

Le renouveau de poésie latine que nous avons signalé le mois dernier continue et nous apporte une floraison nouvelle. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de versiculets macaroniques tels que ceux qui composent la complainte du Poilu: la muse de nos latinistes s'élève sans effort jusqu'à des cimes plus hautes, et c'est ainsi que la *Revue universitaire* du mois de juin offrira à ses lecteurs des fragments importants d'une œuvre de longue haleine, dans laquelle un professeur du lycée d'Agen chante, tantôt sur le mode épique et tantôt sur le mode satirique, la guerre actuelle, ses gloires et ses horreurs.

Le poète célèbre d'abord la victoire de la Marne; il peint l'irrésistible invasion de l'ennemi, puis sa déroute soudaine:

... Undique diffugiunt; vanoque elata triumpho
Barbara turba timet quem nuper terruit hostem.
Tunc patuit terris quid Gallica dextera posset! ...

Ce sont là, on le voit, des vers d'une forme parfaitement classique, et qui ne détonneraient pas chez un contemporain de Virgile. Mais d'autres passages sont d'une inspiration plus moderne; car notre auteur, jouant la difficulté, s'est essayé à

décrire les procédés les plus scientifiques de cette guerre. On reconnaît ici la coquetterie traditionnelle des poètes en latin : louer le printemps ou les plaisirs du jardinage dans la langue de Catulle, c'est un exercice à la portée de tous les élèves de seconde, pourvu qu'ils soient munis d'un bon *Thesaurus* ; mais donner une idée de la loi de Mariotte ou de la T.S.F., voilà un sport autrement malaisé ! Notre poète accomplit cette tâche en se jouant. L'ennemi, dit-il, ajoute le forfait au forfait, et comme si, par ses artifices, il arrachait de nouvelles armes aux demeures du Styx,

. . . Corrumpit late putridis afflatibus auras :
Agmina persequitur tabes ; in faucibus haeret
Spiritus. Armati Galli, sed sicut inermes,
Protinus intereunt, compressa in pectore vita.
Infelix miles, grandis quem pugna decebat,
Cui non concessum praeclaro Marte perire !

On ne saurait être plus clair, ni plus précis ; on ne saurait exprimer avec plus d'éloquence l'indignité d'un tel moyen de combat ! Aussi, pour un auteur aussi rompu à tous les procédés de son art, la description des zeppelins n'est qu'une bagatelle. La terre semble trop petite aux Teutons, dit-il encore, pour y déployer leur infamie ; ils s'élèvent, au moyen de navires aériens, dans les hauteurs célestes : de cette manière leur fureur fait rage plus largement. Et voici la comparaison obligée, mais saisissante, avec un oiseau de nuit :

Ut volucris nocturna, pavens sub lumine solis,
Conditur in trunco, densa sed nocte vagatur,
Attollit sese navis, secat aera cursu,
Disquirens facilem per vasta silentia praedam . .

Les latinistes apprécieront le nombre et l'ampleur de ce dernier vers. Ils goûteront le pittoresque de ceux qui suivent,

dans le texte, et qui peignent l'effet effroyable des bombes lancées par les zeppelins ; le brusque réveil des citoyens sans défense, l'incendie, la dévastation, les morts, le deuil et les larmes de la cité, rien n'est oublié.

Le poète n'oublie même pas les neutres, et comme le latin dans les mots brave la neutralité, il ne se fait pas faute de leur adresser les plus pressantes adjurations. "Le sort des Belges ne t'a donc pas ému, Batave?" Et il reproche aux Hollandais d'appeler Vulcain et Cérès au secours de l'ennemi de toute civilisation. Mais c'est aux Etats-Unis et à leur premier magistrat qu'il s'en prend avec le plus de véhémence :

Surge igitur, Wilso ! Germanis desine,
Parcere ! Nam periit tua " Lusitania," civis praeses,
Nam periere tui ! Defensor surge tuorum,
Wilso ! . . . Nequicquam . . . Tanta non caede movetur !

Si le président Wilson n'est pas flatté de voir son nom latinisé et mis en belle place dans ce poème, et s'il ne prend pas immédiatement l'attitude qui lui est si fortement prescrite par la muse agenaise, il faudra désespérer de l'avenir des vers latins !—U.

—*Journal des Débats*, 15 juin, 1916.

LXXXIII

LA PROLIFÉRATION DES BOUILLEURS

Le *Bulletin de Statistique*, organe du ministère des finances, publie un tableau impressionnant de l'extension des bouilleurs de cru depuis un demi-siècle. Des cartes permettent de suivre le progrès de cette industrie mortelle. En 1869, la moitié des départements ne comptaient aucun bouilleur de cru. Nul n'en comptait 10,000. Le Jura venait en tête avec 9,440 ;

des régions entières étaient indemnes, et particulièrement tout le centre de la France. En 1880, l'ennemi a progressé. Le chiffre des départements non envahis tombe de 42 à 24. L'Yonne vient en tête avec 43,839 bouilleurs (contre 5,015 en 1869). Le nombre total des bouilleurs a passé de 90,869 à 443,930. Jamais saut plus formidable dans l'abîme n'a été constaté. Pourquoi ? C'est que l'impôt sur l'alcool, qui était de 90 fr. par hectolitre en 1869, est de 156 fr. depuis 1873. En 1890, la progression est moins forte, parce qu'aucune majoration de l'impôt n'a eu lieu. Toutefois, le nombre des départements indemnes n'est plus que de 16. Mais en 1900 le bond est formidable, à cause de la loi du 29 décembre, 1900 élevant à 220 fr. les droits par hectolitre. Chacun a pris ses précautions. Il n'y a plus que 12 départements dénués de bouilleurs de cru, et le chiffre total des bénéficiaires du privilège est de 925,910. On nous pardonnera ces chiffres dont l'éloquence s'impose. L'Yonne tient toujours la tête avec 51,486 bouilleurs. Enfin, en 1913, nous dépassons le million, exactement *1,070,451*. Le numéro 1 appartient maintenant à la Sarthe, avec l'effroyable record de 58,040 bouilleurs. On comprend que la lutte ne soit pas aisée contre une pareille masse électorale.

On remarque, en suivant la série des cartes et des tableaux, une transformation radicale dans le recrutement des bouilleurs de cru. Au début, ce sont surtout des producteurs d'eaux-de-vie de vin, destinées à la vente ouverte. Aujourd'hui, ce n'est plus cela. La majorité des bouilleurs distillent des cidres, poirés, marcs, lies, fruits, pour leur propre consommation et celle de leurs voisins et amis. L'eau-de-vie de vin ne figure plus que pour un vingtième. On fait bouillir pour profiter de la franchise d'impôt, et plus l'impôt monte, plus monte parallèlement le chiffre de ceux qui s'arrangent pour y échapper. On jette à l'alambic des résidus qu'on jetait naguère au ruisseau ou au fumier. C'est pourquoi toute réforme de l'impôt

sur l'alcool qui respectera même partiellement le privilège des bouilleurs n'aboutira qu'à en accroître le nombre. Il n'y a plus qu'*un* département sans bouilleurs de cru, c'est le Pas-de-Calais; on en compte quinze qui en comprennent plus de 25,000; ils forment à l'Ouest un groupe imposant de pays riches (Normandie, Maine, Anjou, Touraine) qui échappent ainsi à l'impôt. Au moment même où va s'ouvrir le débat sur cette question, les tableaux et les cartes publiés par le ministère des finances devraient être affichés sur tous les murs, et spécialement sur ceux du Palais-Bourbon.—A. A.-P.

—*Journal des Débats*, 15 juin, 1916.

LXXXIV

RÉFLEXIONS D'UN IMMOBILISÉ

Mon cher Directeur,

Pourquoi les jeunes Alsaciens, nés après 1870 dans l'Alsace annexée, ont-ils gardé pour la France un attachement si fidèle? La raison en est simple. Les pères, qui nous aimaient et que nous aimions, l'ont transmis à leurs enfants. Ils leur ont parlé avec émotion de notre "douce France;" ils leur ont dit notre esprit de liberté, d'égalité, de fraternité, la douceur de nos habitudes, et de nos manières, la courtoisie bienveillante de notre administration, notre cordialité qui s'ajustait si naturellement à leur bonhomie, notre simplicité, familière et gaie. Il y avait entre l'Alsace et nous des souvenirs et des liens, des sympathies et des affinités que l'annexion même ne pouvait détruire. Les jeunes Alsaciens, dans les villes et plus encore peut-être dans les villages, savaient qu'il faisait bon vivre avec nous et comme nous.

Ces jeunes Alsaciens, dont quelques-uns ont servi dans l'armée allemande, ont découvert avec antipathie et subi avec répulsion

une autre race, un autre caractère, un autre régime. L'administration allemande peut avoir ses qualités, mais elle a des formes déplaisantes, elle est vexatoire, arrogante et brutale ; elle n'a pas grand souci des petites gens, du pauvre monde. La discipline militaire allemande est plus brutale encore. Les jeunes Alsaciens incorporés ont connu des casernes qui ressemblaient à des geôles ; des années de service ou plutôt de servitude très pénible, des officiers hautains et pleins d'un mépris aristocratique pour leurs subalternes, des sous-officiers grossiers et violents, l'injure à la bouche et le poing levé. Rentrés chez eux, ils se sont vus eux-mêmes épiés et tracassés, tenus à l'œil ou à l'attache, comme des insoumis que leurs maîtres prétendaient assujettir par la force et contraindre à l'obéissance, faute de pouvoir les apprivoiser. Alors la fierté alsacienne s'est révoltée contre la tyrannie allemande. Il suffisait du moindre incident pour réveiller les anciens souvenirs ; ces souvenirs se changeaient en regrets dans les cœurs alsaciens qui se refusaient aux Allemands.

Le sentiment qui soutenait l'Alsace après l'annexion nous aide à comprendre celui qui exalte aujourd'hui les gens de chez nous dans cette guerre contre l'Allemagne dont leur vie même, individuelle et civique, est l'enjeu. La victoire de l'impérialisme allemand, qui, grâce à Dieu, n'est plus à craindre, eût été pour eux la fin de tout, de leur liberté, de leur bien-être, de leur dignité, de tout ce qui fait, en France, le sens, le prix et le charme de la vie. Ils ne veulent pas être dépossédés et asservis par l'empire allemand, dépendre de lui en quoi que ce soit, sentir constamment peser sur eux la menace d'une agression, la honte d'un outrage, l'injure d'une atteinte à leurs droits, d'une limitation et d'un amoindrissement de leur existence. Voilà pourquoi ils sont tenaces et intrépides. Ce n'est pas seulement l'ennemi héréditaire qu'ils refoulent, pour rester maîtres chez eux : c'est un régime, odieux et insupportable, qu'ils repoussent, avec toutes les fiertés de la

race, toutes les colères de l'instinct et tout l'élan de cette "foi nationale," qui est l'âme et le ressort du peuple français.

CIVIS.

—*Journal des Débats*, 18 juin, 1916.

LXXXV

LE FILON

Le filon, c'est le dernier nom de la chance, le synonyme de la veine, tiré comme elle du langage minier, mais plus moderne, plus technique et partant plus précis. Le mot veine a d'autres significations ; le mot filon n'en a qu'une ; il ne désigne rien d'autre que le fleuve d'or souterrain, cherché au prix de tant d'efforts, espéré parmi tant de déboires et qui soudain jaillit sous le pic de l'ouvrier. Par là, il évoque mieux l'idée de la fortune ; ou peut être seulement semble-t-il plus pittoresque parce qu'il est moins connu.

Il y a deux manières de trouver ou d'avoir le filon (ne parlons pas de ceux qui ne le trouvent jamais). On a le filon une fois pour toutes, le bon, le seul, le vrai ; on le tient, on ne le lâche plus ; il vous lâche moins encore et verse intarissablement son pactole dans vos coffres. C'est le filon chronique des personnes conçues sous une heureuse étoile, de ces favoris du hasard dont on dit qu'ils sont nés coiffés, car l'idée de la coiffure, celle de la chance vont souvent de compagnie. Ou bien on a le filon intermittent. Il faudrait n'avoir possédé jamais une seule action de mine d'or pour ignorer que cette seconde manière est de beaucoup la plus fréquente ; que le filon s'annonce et se dérobe tour à tour, apparaît, disparaît, reparaît, monte, descend, tourne à droite, puis à gauche, se perd et se retrouve jusqu'au moment où on ne le revoit plus. Heureux encore quand l'actionnaire a eu le temps de l'entrevoir.

Un de nos confrères de la tranchée, l'*Echo des Marmites*, consacre au filon militaire une spirituelle chronique du caporal Henri de Forge. Elle débute par une chanson :

Autant de filons par la guerre,
De grands et de petits filons,
Autant de coins qui semblent bons,
Quand pourtant ils ne le sont guère.
Mais la peine devient gaîté
Si la peine est pire à côté.

L'article est le commentaire de ce couplet philosophique et de la parole d'Hervé[1] : "Ici-bas tout est relatif." Le filon, en campagne, c'est de boire au café de la gare où la petite bonne a encore quatre dents sur le devant de la bouche tandis que les copains doivent boire au café du Commerce où la petite bonne n'a plus qu'une dent . . . Le filon, c'est de pouvoir étendre sa jambe dans le boyau pour éviter la crampe, tandis que les camarades sont obligés de rester recroquevillés dans la position du poulet à la crapaudine . . . C'est, quand le ravitaillement n'a plus cours, de recevoir des 150 qui creusent des entonnoirs où s'accumule l'eau de pluie, tandis que les copains reçoivent des 77 qui font des trous de rien du tout . . . C'est aussi d'avoir une belle blessure bien en place et qui ne défigure ni ne mutile point . . . C'est aussi, avant d'être tué, d'avoir pu embrasser sa mère, consolation que d'autres n'auront pas eue.

A ces seuls exemples, on verra que nos héros prennent le filon comme il vient, avec vaillance et bonne humeur. Il faut se méfier pourtant des faux filons. Un poilu se présente à la visite avec une blessure au petit doigt. C'est se tirer d'affaire ou du moins être mis au repos avec le minimum de frais. "Eh bien ! dit le major, je pense que tu l'as, le filon !" Au

[1] Hervé (1825-1892), inventeur du genre de l'opérette.

lieu de dire "le filon," il dit même "l'Amérique," synthèse de toutes les Californies et de tous les filons. "Pas du tout, répond le jeune blessé. Monsieur le major, je suis pianiste."—Z.

—*Journal des Débats*, 20 juin, 1916.

LXXXVI

APPEL AUX INFIRMIÈRES

Il n'y a pas d'effort plus admirable que celui de nos infirmières, qui, depuis le début des hostilités, s'imposent une tâche sans répit, souvent trop lourde pour leurs forces. Par quel instinct secret le soin des blessés a-t-il été mis à la mode plusieurs années avant la guerre ! Toujours est-il qu'aux premiers jours, pour recevoir le flot sanglant dont s'emplissaient, au delà de toute attente, les hôpitaux, toute la phalange des femmes et des jeunes filles instruites par la Croix-Rouge et par les dispensaires s'est trouvée prête. On s'attendait à quelques mois de ce service volontaire, où le dévouement se surpasse et se dépense chaque jour sans compter ; mais voici deux ans que la guerre dure et nul ne sait combien elle va durer encore. Nous faisons appel aux infirmières volontaires pour venir remplacer celles que la fatigue arrache journellement aux hôpitaux. Dans cette armée aussi il faut des réserves. On n'aurait jamais attendu de tant de corps frêles un service continu de vingt-trois mois, parfois sans un jour d'interruption : service dur, d'autant plus fatigant qu'on est plus tendrement apitoyé sur ces douleurs qu'on soulage, service où l'on ne sent pas sa fatigue, mais où on la multiplie sans mesure. Celles qui avaient l'habitude de se faire servir ont pris l'habitude de servir ; elles se sont fait une vraie occupation professionnelle de leur mission de charité. Nul métier n'est plus absorbant. On ne change pas ainsi brusquement d'existence sans en porter le poids, et bien des santés ont fléchi. Beaucoup d'autres

fléchiraient encore si la charge restait tout entière indéfiniment sur les mêmes épaules. Parmi les femmes sans enfants et libres de leur temps, il en est encore d'oisives, qui cherchent des distractions mondaines. C'est à celles-là qu'il faut faire honte. Elles avaient l'excuse de croire les choses arrangées définitivement. Détrompons-les; faisons-leur savoir qu'on a besoin d'elles. Révélons-leur encore qu'aucune vocation n'est nécessaire, autre que celle de toutes les femmes devant la douleur. Les nerfs les plus sensibles s'accoutument très vite à la vue des blessures; on apprend sans peine à se rendre utile: il n'y faut qu'un peu de volonté. Le moment est venu de recruter un nouveau contingent de femmes de dévouement. Elles auront le rôle le plus facile, celui de soigner des vainqueurs. Et quand elles auront commencé à accomplir leur noble service, elles s'apercevront qu'il a de quoi passionner des cœurs avides d'émotions. Elles y trouveront leur récompense.

—*Journal des Débats*, 21 juin, 1916.

LXXXVII

DISCOURS DE M. ANATOLE FRANCE

A une réunion à la Sorbonne aujourd'hui M. Louis Barthou ancien président du Conseil, S. Exc. M. Tittoni, ambassadeur d'Italie, et M. Anatole France, l'éminent homme de lettres, ont parlé.

M. Anatole France a prononcé l'allocution suivante:

Mesdames, Messieurs,

Réunis ici pour apporter, devant la jeunesse des écoles, un hommage solennel à l'Italie, nous devons tout d'abord saluer avec une sympathie respectueuse S. Exc. M. l'ambassadeur, qui, présent parmi nous, nous rend présente l'Italie elle-même. Qui la pouvait mieux incarner à nos yeux que l'illustre homme d'Etat dont l'action politique a préparé pour une grande part l'union aujourd'hui consommée de son pays avec l'Angleterre, la Russie et la France? Nous l'acclamons aujourd'hui, dans

cette auguste Sorbonne, comme il fut acclamé dans la tribune diplomatique de notre Chambre des députés aux jours historiques de mai 1915, lorsque, sur le Capitole, aux applaudissements des Romains, la cloche du campanello, annonçait à l'univers que l'Italie prenait les armes pour une juste cause.

Dans cette réunion, consacrée à notre sœur latine, je me réjouis de me trouver aux côtés de mon ami Louis Barthou, en communion avec lui, tous deux ayant la même foi et pourtant chacun demeurant semblable à lui-même, tous deux venus d'un même cœur, sans rien sacrifier des convictions anciennes, ce qui serait nous diminuer, mais étroitement unis en face de l'ennemi.

Je ne rappellerai pas le sacrifice que, douloureusement et sans plainte, Louis Barthou a fait à la patrie. Il ne me le permettrait pas, alors que, comme lui, tant de pères de famille, tant de mères ont obscurément donné le plus cher, le plus pur de leur sang. Il ne me laissera pas dire non plus avec quel zèle enflammé, quel labeur opiniâtre, quelle entière abnégation, quel talent de parole et quelle force de pensée il a, comme membre du Parlement et comme homme privé, servi son pays pendant ces deux années démesurées et formidables.

Je rappellerai du moins ses séjours en Italie où il a fait applaudir la parole française et d'où il a rapporté de fortes et rassurantes impressions. J'ai hâte, comme vous, de l'entendre. Aussi exprimerai-je en aussi peu de mots que possible à cette belle Italie la reconnaissance et l'admiration d'un Français qui l'a aimée sa vie entière, et qui l'a aimée pour sa nature et pour son génie, qui l'a aimée dans ses collines couronnées de cyprès, dans ses monts ombragés de térébinthes, ou nus sous le soleil qui les dore, ces monts dont les noms seuls font tressaillir les cœurs généreux ; qui l'a aimée dans ses plages harmonieuses, ses lacs, sa mer et son ciel aux sourires divins, dans ses villes de marbre et dans ses villages dressés sur le roc, fiers comme des citadelles ; qui l'a aimée dans ses poètes, dans ses musiciens,

dans ses artistes, dans ses historiens et ses savants, dans son profond passé d'une grandeur qui étonne, et dans son passé tout frémissant encore des luttes de ce risorgimento, que demain va couronner la victoire ; qui l'a aimée enfin avec tous les transports de la passion, toutes les délices de la volupté, toutes les méditations de la philosophie.

C'est ainsi que l'Italie est aimée en France. Et la preuve de cet attachement, vous la trouvez dans la surprise douloureuse que nous causaient les dissentiments politiques et économiques qui naguère séparaient les deux nations.

Avec quelle satisfaction aussi avons-nous vu que, dès le début de la guerre, l'Italie, refusant d'être complice d'une injuste agression et dénonçant la Triple Alliance, nous donnait comme prémisses de son amitié la sécurité sur notre frontière méridionale.

Et avec quelle allégresse avons-nous appris que, ce jour de mai, 1915, elle unissait ses armes aux nôtres. Et il y avait lieu non seulement de se réjouir alors, mais d'admirer l'Italie, car la guerre ne lui était pas imposée comme à nous, ou plutôt seuls la lui imposaient le souci de la justice et le soin de ses destinées.

Cette guerre, elle l'avait assumée, non parce qu'elle la jugeait facile et sûre, mais au contraire parce que, la prévoyant longue et terrible, elle l'estimait sage et nécessaire. Depuis lors, elle la conduisit d'une âme résolue et sereine, d'un cœur inébranlable, en ferme et sincère solidarité avec nous.

En décembre, elle signa le pacte de Londres, s'engageant à ne déposer les armes qu'en même temps que les puissances de l'Entente et elle donna à la Belgique l'assurance qu'elle ne cesserait de combattre tant qu'une parcelle de territoire belge serait encore foulée par l'envahisseur. Elle l'a proclamé par la bouche de ses plus illustres hommes d'Etat : l'Italie est

résolue à continuer la lutte avec toutes ses forces, au prix de tous les sacrifices, jusqu'à ce qu'elle ait réalisé ses plus saintes espérances, restauré de concert avec ses alliés le droit international, et assuré avec eux, entre peuples, l'indépendance, la sûreté, le respect réciproque qui seuls peuvent rendre le calme à l'univers. Cette grande tâche accomplie, la paix se lèvera comme le soleil sur le monde et nous verrons s'accomplir le vœu formé par l'homme éminent en qui nous avons salué tout à l'heure l'Italie entière, S. Exc. M. Tittoni :

"Que la paix acquise par la victoire ne soit pas une paix, mais bien la paix, la paix pure de tous germes de guerres, la paix assise solidement sur le principe des nationalités et de la justice internationale."

Voilà le sens du pacte par lequel l'Italie s'est liée à nous. Voilà les généreuses conditions de son aide généreuse. Nous acquitterons-nous envers elle par des louanges vaines et des hommages stériles ? Non. En des jours plus sereins, quand nous serons rendus aux travaux de la terre, de l'industrie et des arts, il nous souviendra que du Stelvio à l'Isonzo, autour des pics couverts de neiges éternelles, dans des gorges fouettées par l'aquilon glacial, un sang précieux coula pour la cause commune.

Amis de l'Italie dans la guerre, nous resterons ses amis dans la paix ; à la fraternité d'armes nous ne ferons pas succéder les hostilités économiques. Nous saurons concilier les intérêts commerciaux, industriels, financiers des deux peuples et nous ferons tomber de concert ces barrières de chiffres parfois aussi cruelles pendant la paix que les fils barbelés pendant la guerre.

Mesdames, Messieurs, et vous jeunes hommes qui goûterez longuement les fruits de cette paix qui aura coûté de rudes efforts et de sanglants sacrifices, rappelez-vous toujours que

vos pères, alliés à cette noble et fine Italie, alliés à presque toute l'Europe civilisée, ont lutté, non pour la proie comme des barbares, non pour la domination insolente et cruelle, comme nos adversaires, mais pour la liberté contre la tyrannie, pour la justice contre l'iniquité, pour la foi des traités contre la perfidie, pour la paix contre la guerre. Et qu'à jamais l'exemple des vaincus (car nous pouvons tenir désormais nos ennemis pour vaincus) vous garde du brutal orgueil qui les a perdus, des désirs immodérés et du dédain des faibles. Que leur ruine vous enseigne la raison, la justice et vous persuade que la force sans sagesse se dévore elle-même.

—*Journal des Débats*, 23 juin, 1916.

LXXXVIII

LA FIN DU MONDE

A la fin de ce bel après-midi, dans le jardin du Luxembourg, le ciel était encore vermeil du côté de la rue de Fleurus. Il y avait dans l'air une douceur exquise. Les branches des épais marronniers étaient pleines de roucoulements et de piaillements, et des enfants criaient du haut de la tête en se poursuivant autour des statues des Françaises illustres, sur la terrasse. Un rapin très jeune et très chevelu croquait la fontaine Médicis, qui a vu tant de rapins planter leurs chevalets devant elle, et deux ou trois couples d'amoureux, se tenant par les mains, causaient à voix basse près de l'eau sombre. Les bancs étaient occupés par des gens du quartier qui étudiaient les termes du communiqué de l'après-midi et discutaient sur la durée probable de la guerre: les uns estimaient qu'elle touche à son terme, les autres prévoyaient qu'elle durera encore des années. L'opinion moyenne n'était presque pas représentée, comme il arrive souvent en France. Et la stratégie régnait sous les arbres avec l'économie politique, tandis qu'un petit

bateau à voile blanche voguait à l'aventure sur le grand bassin.

Une famille était installée en rond, sur des chaises de fer, aux pieds de Jeanne d'Albret : un monsieur à barbe grise, tenant une serviette de professeur ; sa femme qu'il avait rejointe au jardin à la sortie du lycée voisin ; leur bru et leurs deux petites-filles. Les vieux parents parlent de leur fils, qui se bat quelque part près de Verdun ; la jeune femme songe et se tait, les yeux baissés sur son ouvrage de tricot ; l'aînée des enfants habille sa poupée, et la plus petite, assise par terre, griffonne quelque chose sur une feuille de papier, et l'ardeur de son application lui fait montrer le bout de sa langue.

La grand'mère est triste et inquiète ; elle gémit sur cette horrible guerre, ses affreux massacres, et sur tant de blessures, sur la destruction de tant de belles vies pleines d'espérance ; elle redoute des bouleversements sociaux, des révolutions et des catastrophes après la guerre, "Je n'ai jamais cru aux prophéties, conclut-elle, et je vais cependant vous en faire une : c'est la fin du monde, je vous le dis, oui, la fin du monde. Mais j'espère mourir assez tôt pour ne pas la voir !"

A cette sinistre prédiction, le vieux professeur essaye de rassurer et d'encourager sa femme ; et il commence à lui présenter une grande théorie pleine de raisons d'espérer ; mais voici que l'aînée des deux petites-filles fond en larmes et s'écrie avec un sanglot : "Non, non ! Je n'ai que sept ans, moi ! Je ne veux pas que ce soit déjà la fin du monde ! Je suis trop petite ! . . ." Puis elle se reprend à pleurer de plus belle.

"Vous l'entendez ! dit le professeur à sa femme et à sa bru : cette enfant nous donne une leçon d'espérance. Elle ressemble à la jeune captive de notre Chénier : "Je ne veux pas mourir encore !" disait Aimée de Coigny dans la prison de Saint-Lazare. Et elle ne mourut pas ! Notre petite-fille *ne veut pas*

que ce soit la fin du monde. Et comme toute la jeunesse de notre patrie sent et veut comme elle, notre patrie survivra et triomphera ! . . . La vérité sort quelquefois, on l'a dit, de la bouche des enfants . . . même des plus petits . . ."

—*Darling,* interrompit malicieusement la jeune maman en se penchant vers la toute petite fille, *what are you doing there?*

L'enfant ne leva même pas la tête. Tout en barbouillant son papier, elle répondit avec le plus grand sérieux : "*I am writing to my* poilu."

"Que je t'embrasse pour cette parole ! s'exclama le vieux professeur. Cette enfant de trois ans est plus philosophe que sa grande sœur et que nous tous. Elle a "son poilu," a qui elle doit écrire, et elle lui écrit de son mieux. Elle fait son devoir de petite bonne femme sans en chercher plus long. C'est elle qui est dans le vrai ! . . . Mais rentrons, car il est tard, et vous devez vous aussi, ma fille, écrire à votre poilu . . . Mais ne lui parlez pas de la fin du monde, puisque ces mioches n'y croient pas !"

. . . . . Et le vieux ménage, la jeune femme et les deux enfants, ayant quitté le piédestal de Jeanne d'Albret, retournèrent lentement à la maison.—U.

—*Journal des Débats,* 23 juin, 1916.

LXXXIX

DISCOURS DE M. TITTONI

Avec la mauvaise foi, l'aveuglement et la présomption sont les caractéristiques traditionnelles de la politique civile et militaire de l'Autriche-Hongrie. Jeudi dernier 22 juin, à la Sorbonne, M. Tittoni, l'éminent ambassadeur d'Italie à Paris, l'a montré avec des preuves irréfutables. Nous avons été

heureux d'entendre l'ancien ministre des affaires étrangères italien exposer, avec l'autorité unique qui lui appartient en cette matière, un certain nombre de vérités que nous nous efforçons de mettre en lumière ici depuis le commencement de la crise. Comme l'a dit M. Tittoni, des auteurs bien intentionnés, en élargissant démesurément le cadre de la discussion, ont créé dans l'esprit public une certaine confusion dont l'Austro-Allemagne profite pour s'ingénier à rejeter la responsabilité de la guerre. Il est préférable de s'en tenir à quelques points essentiels. Voici ceux qu'a relevés M. Tittoni :

En premier lieu, l'Austro-Allemagne ne peut décliner la responsabilité de la guerre en déclarant qu'elle désirait, non pas la guerre européenne générale, mais une guerre limitée soit contre la Serbie seule, soit contre tel ou tel ami de la Serbie. Elle ne pouvait raisonnablement douter que l'agression contre la Serbie mettrait en mouvement la Russie, puis la France alliée de la Russie, puis les amis de la Russie et de la France unis en vue du maintien de l'équilibre. Si elle a cru vraiment le contraire, elle n'en est pas moins coupable. Un homme qui lance une bombe dans la foule ne peut se justifier d'avoir tué des passants sous le prétexte qu'il visait une seule personne.

Ensuite, il est faux que la mobilisation russe ait provoqué le conflit. M. Tittoni a détruit, en termes décisifs, cette légende propagée avec persistance par nos ennemis jusque dans les milieux alliés. Tout d'abord, une mobilisation n'entraîne pas forcément la guerre : on le vit bien en 1908-1909 et en 1912-1913, époques durant lesquelles l'Autriche-Hongrie fut en état de mobilisation permanente. Mais, en fait, en 1914, c'est encore l'Autriche-Hongrie qui prit l'initiative de la mobilisation plusieurs jours avant la Russie. En effet, c'est dans la nuit du 23 au 24 juillet, quelques heures après la rupture des relations diplomatiques entre Vienne et Belgrade, avant même l'arrivée

du baron Giesl à Vienne, que furent publiés le décret de mobilisation et les décrets annexes au nombre de 36.

Il est également faux que l'Autriche ait été obligée de faire la guerre parce que, suivant l'expression employée par M. de Jagow dans une interview, "tous ses intérêts dans la péninsule balkanique se heurtaient constamment contre l'hostilité ou la mauvaise volonté des puissances de l'Entente, et qu'il fallait bien mettre fin à cet état de choses intolérable." C'est le contre-pied de la vérité. L'Autriche avait obtenu de l'Entente, pendant la crise balkanique et la crise albanaise, tout ce qu'elle avait demandé. Avec une surprenante déférence, la Conférence de Londres lui avait donné satisfaction sur tous les points. Elle avait créé une Albanie et nommé un *mbret* albanais sur les mesures du Ballplatz. Le comte Berchtold lui-même s'était publiquement déclaré satisfait. Le 20 novembre, 1913, dans son discours aux Délégations, il avait dit notamment: "Un échange de vues dû à l'initiative généreuse de deux monarques—François-Joseph et Nicolas II—réussit à amener l'abandon de ces mesures—la mobilisation partielle—avant que la crise se fût trop prolongée . . . Nous avons *exécuté la partie essentielle de notre programme* et sauvegardé la paix de notre monarchie."

L'agression contre la Serbie n'était pas plus justifiée par des raisons serbes que par des raisons générales. Le 18 mars, 1909, la Serbie avait signé une déclaration par laquelle elle reconnaissait formellement l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et tout ce qui s'ensuivait. Depuis lors, elle s'était comportée avec une correction parfaite. Dans son discours du 20 novembre, 1913, le comte Berchtold lui avait décerné un certificat de bonne conduite. Après le crime de Serajévo, commis en territoire austro-hongrois, par des sujets austro-hongrois, le gouvernement serbe avait pris une attitude irréprochable. Il ne donnait prise en rien. Si l'Autriche-

Hongrie s'est jetée sur la Serbie à la fin de juillet, 1914, avec la complicité de l'Allemagne, c'est afin d'assouvir des ambitions criminelles et de permettre à l'Allemagne de donner libre carrière aux siennes. Il n'y a pas d'autre explication.—A. G.

—*Journal des Débats*, 28 juin, 1916.

XC

ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRALISSIME

Soldats de la République,

Votre troisième année de guerre commence.

Depuis deux ans, vous soutenez sans faiblir le poids d'une lutte implacable.

Vous avez fait échouer tous les plans de nos ennemis ; vous les avez vaincus sur la Marne, vous les avez arrêtés sur l'Yser, battus en Artois et en Champagne, pendant qu'ils cherchaient vainement la victoire dans les plaines de Russie.

Puis, votre résistance victorieuse, dans une bataille de cinq mois, a brisé l'effort allemand devant Verdun.

Grâce à votre vaillance opiniâtre, les armées de nos alliés ont pu forger les armes dont nos ennemis sentent aujourd'hui le poids sur tous les fronts. Le moment approche où, sous notre poussée commune, s'effondrera la puissance militaire allemande.

Soldats de France, vous pouvez être fiers de l'œuvre que vous avez accomplie déjà ! Vous êtes décidés à l'accomplir jusqu'au bout ! La victoire est certaine !

J. Joffre.

—*Journal des Débats*, 3 août, 1916.

FIN

, avec
itions
libre
A. G.
916.

d'une

vous
Yser,
aient

cinq

lliés
l'hui
sous
aire

que
plir

z.
6.